



**BURKINA FASO**  
**Ministère de la Justice**

# **TABLEAU DE BORD STATISTIQUE 2012 DE LA JUSTICE**



**Edition avril 2013**

BURKINA FASO  
Direction des Etudes et de la Planification  
**Ministère de la Justice**



# **TABLEAU DE BORD STATISTIQUE 2012 DE LA JUSTICE**



# Avant-propos

---



A la suite des éditions antérieures et dans la dynamique de la pérennisation de ses actions en matière de diffusion des données statistiques I, le Ministère en charge de la Justice met à la disposition des usagers du service public, le tableau de bord statistique 2012.

En rappel, le tableau de bord statistique accompagne l'annuaire statistique qu'il explicite et facilite la lecture et l'analyse des données et ce, à l'aide de graphiques commentés. Ce document d'analyses synthétiques de l'activité judiciaire et de la situation carcérale au Burkina Faso au cours de l'année

2012 s'articule autour des points suivants :

- une brève présentation de l'organisation du ministère en charge de la Justice ;
- les moyens humains et financiers ;
- les activités des juridictions (ordre judiciaire et ordre administratif) ;
- et les principales statistiques pénitentiaires.

Relativement à la présentation du ministère, le document retrace de façon concise, les structures d'exécution chargées de la mise en œuvre de l'action gouvernementale en matière de justice.

Quant aux moyens dont dispose le ministère dans la mise en œuvre des attributions, ils comprennent aussi bien les ressources humaines permettant d'animer les structures d'exécution que le budget alloué au département ministériel.

En ce qui concerne l'activité juridictionnelle, l'analyse porte principalement sur l'évolution des affaires nouvelles, des décisions rendues, des décisions rédigées, des durées moyennes des procédures et des délais moyens d'exécution des décisions judiciaires.

S'agissant des statistiques pénitentiaires, l'analyse concerne l'évolution de la population carcérale et de ses caractéristiques (effectifs par catégorie, répartition par sexe et par âge des entrées, répartition par sexe, par âge, par nature de l'infraction commise, par durée de détention préventive ou de la peine prononcée pour les prévenus, les inculpés et les condamnés).

A l'instar des autres documents d'orientation du ministère, cet outil un référentiel supplémentaire de travail des usagers du service public de la justice dans leurs actions de recherche de l'information juridique et judiciaire. Pour ce faire, j'exhorte les uns et les autres à se l'approprier en vue de son exploitation optimale.

Toute œuvre humaine n'étant pas parfaite, le présent tableau de bord pourrait comporter des insuffisances malgré les soins minutieux qui ont entouré son élaboration. Pour ce faire, vos observations, critiques et suggestions seraient les bienvenues en vue de parfaire les futures éditions.

C'est le lieu pour moi de remercier l'ensemble des acteurs de la justice et des partenaires techniques et financiers, en particulier l'UNICEF, qui ont permis l'aboutissement du processus d'élaboration et de diffusion des documents statistiques de la justice.

Le Ministre de la Justice, Garde des Sceaux.

**Dramane YAMEOGO**  
Chevalier de l'Ordre national



# Sommaire

---

Avant-propos .....	4
Sommaire .....	6
Abréviations .....	8
I. Organisation du ministère de la justice .....	9
I.1. Organisation de l'administration centrale .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
I.2. Organisation des juridictions .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Les juridictions de l'ordre judiciaire .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Les juridictions de l'ordre administratif .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
I.3. Organisation des Etablissements pénitentiaires .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
II. Moyens de la Justice .....	12
II.1. Implantation des juridictions et des établissements pénitentiaires .....	12
II.2. Personnel .....	14
II.3. Budget .....	18
III. Activités des juridictions de l'ordre judiciaire .....	20
III.1. Cour de cassation .....	20
III.2. Cours d'appel .....	22
III.3. Tribunaux de grande instance .....	24
Activités civiles et commerciales des tribunaux de grande instance .....	24
Activités des parquets des tribunaux de grande instance .....	28
Activités des chambres correctionnelles des tribunaux de grande instance .....	32
Activités des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance .....	36
Activités des greffes des tribunaux de grande instance .....	40
III.4. Tribunaux d'instance .....	42
III.5. Tribunaux de commerce .....	44
III.6. Juridictions pour mineurs : Juges des enfants et Tribunaux pour enfants .....	46
III.7. Tribunaux du travail .....	48
IV. Activités des juridictions de l'ordre administratif .....	50
IV.1. Cour des comptes .....	50
IV.2. Conseil d'Etat .....	52
IV.3. Tribunaux administratifs .....	54
V. Etablissements pénitentiaires .....	56
V.1. Caractéristiques des entrées dans les établissements pénitentiaires .....	58
V.2. Caractéristiques des prévenus .....	60
V.3. Caractéristiques des inculpés .....	62
V.4. Caractéristiques des condamnés .....	66
Caractéristiques des condamnés (suite et fin) .....	68
Glossaire .....	70

**EQUIPE D'ELABORATION DU TABLEAU DE BORD**

<b>Nom et Prénoms</b>	<b>Fonction</b>	<b>Contact</b>
Monsieur Drissa KONATE	Directeur des Etudes et de la Planification	70 607452/78 97 80 70 driskonat56@hotmail.com
Monsieur Inoussa SAKANDE	Chef de Service Statistique	70 14 18 02/78 37 84 42 sakinous@yahoo.fr
Monsieur Issa GUIRA	Chargé de la production des statistiques judiciaires	72 02 6082/78 84 94 47 Issa_guira@yahoo.fr
Monsieur Idrissa OUEDRAOGO	Chargé de la production des statistiques pénitentiaires	71 78 90 94/78 47 41 91 oidrssa@yahoo.fr
Monsieur Boureima KALAGA	Chargé des études au service des Etudes et de l'Analyse (Greffier en Chef)	78 85 53 54/70 16 72 00 kalagaboureima@yahoo.fr

# Abréviations

---

CA	Cour d'appel
CC	Cour de cassation
CCO	Cour des comptes
CE	Conseil d'État
CNIB	Carte nationale d'identité burkinabé
CPAB	Centre pénitentiaire agricole de Baporo
DAF	Direction de l'administration et des finances
DAJAV	Direction de l'accessibilité à la justice et de l'aide aux victimes
DCPM	Direction de la communication et de la presse ministérielle
DEP	Direction des études et de la planification
DGAJJ	Direction générale des affaires juridiques et judiciaires
DG-COOP	Direction générale de la coopération
DGPCS	Direction générale de la politique criminelle et du sceau
DGGSP	Direction générale de la garde de sécurité pénitentiaire
DMP	Direction des marchés publics
DRH	Direction des ressources humaines
DSP	Direction du service du personnel
ENP	École nationale de police
EP	Etablissement pénitentiaire
GSP	Garde de sécurité pénitentiaire
INSD	Institut national de la statistique et de la démographie
ITSJ	Inspection technique des services judiciaires
JE	Juge des enfants
MAC	Maison d'arrêt et de correction
MACO	Maison d'arrêt et de correction de Ouagadougou
Nd	Non disponible (information non disponible à la source)
PS	Perception spécialisée
RCCM	Registre du commerce et du crédit mobilier
TA	Tribunal administratif
TAR	Tribunal d'arrondissement
TC	Tribunal de commerce
TD	Tribunal départemental
TGI	Tribunal de grande instance
TI	Tribunal d'instance
TPE	Tribunal pour enfants
TT	Tribunal du travail



# I. Organisation du ministère de la justice

---

Le système judiciaire du Burkina Faso est organisé autour d'une administration centrale, des juridictions et des établissements pénitentiaires.

Les statistiques commentées dans le présent tableau de bord concernent les activités menées jusqu'au 31 décembre 2012.

## I.1. Organisation de l'administration centrale

Jusqu'à la scission du ministère en charge de la justice d'avec celui des droits humains, l'organisation du Ministère de la Justice était régie par décret n°2011-477 /PRES/PM/MJ du 26 juillet 2011 portant organisation, attribution et fonctionnement du Ministère de la justice.

Le décret n°2012- 122 /PRES/PM/du 23 février 2012 portant composition du gouvernement a opéré la séparation du Ministère de la Justice et de celui de la Promotion des droits humains.

Pour ce faire, le Conseil des ministres en sa séance en date du 08 octobre 2012, a examiné et adopté un nouveau décret<sup>1</sup> portant organisation du Ministère de la Justice.

Aussi, est-il apparu nécessaire d'élaborer un nouvel organigramme pour prendre en compte ce nouveau découpage.

Le nouvel organigramme permet une mise en cohérence des structures pour un meilleur fonctionnement des services du Ministère de la Justice.

L'innovation majeure a été la création de la Direction de l'accessibilité à la justice et de l'aide aux victimes en vue de renforcer l'accessibilité physique, financière et psychologique de la justice telle que déclinée dans la Politique Nationale de Justice 2010-2019.

En tout état de cause, le Ministère de la Justice est structuré autour du cabinet du Ministre et du Secrétariat général.

Le Cabinet du Ministre comprend : les conseillers techniques, l'Inspection technique des services judiciaires, la Direction générale de la Garde de sécurité pénitentiaire, le Chef de Cabinet, le secrétariat particulier et le protocole du Ministre.

Le Secrétariat Général englobe les services du secrétariat général, les structures centrales, les structures déconcentrées et les structures rattachées.

Les structures centrales du Ministère de la Justice sont :

- la Direction générale des affaires juridiques et judiciaires (DGAJJ) ;
- la Direction générale de la politique criminelle et du sceau (DGPCS) ;
- la Direction de l'administration et des finances (DAF) ;
- la Direction des études et de la planification (DEP) ;
- la Direction des ressources humaines (DRH) ;
- la Direction de l'accessibilité à la justice et de l'aide aux victimes (DAJAV)
- la Direction de la communication et de la presse ministérielle (DCPM) ;
- la Direction des marchés publics (DMP)
- la Perception spécialisée (PS).

Les structures déconcentrées sont les juridictions, les établissements pénitentiaires et les Directions régionales de la Garde de sécurité pénitentiaire. Les structures rattachées au ministère sont : la commission nationale de codification, la commission nationale pour l'harmonisation du droit des affaires en Afrique, le centre de formation aux professions juridiques et judiciaires, l'école nationale de la garde de sécurité pénitentiaire et les projets et programmes sous tutelle du ministère.

## I.2. Organisation des juridictions

L'organisation judiciaire Burkinabè actuelle est issue de la loi 10 -93/ADP du 17 mai 1993, ensemble ses modificatifs et des lois organiques créant les trois (3) hautes juridictions en lieu et place de l'ex- Cour suprême.

---

<sup>1</sup> Décret n°2012-806/PRES/PM/MJ du 08 octobre 2012 portant organisation du Ministère de la Justice

Ces juridictions sont énumérées par l'article 126 de la constitution, à savoir :

- la cour de cassation,
- le conseil d'Etat,
- la cour des comptes ;
- le tribunal des conflits ;
- et les cours et tribunaux institués par la loi.

L'organisation des juridictions repose sur deux ordres de juridictions : les juridictions de l'ordre judiciaire et les juridictions de l'ordre administratif. Il sied de relever que le Tribunal des conflits, juridiction de règlement des conflits de compétence entre les juridictions a été constitutionnalisé lors de la révision de la Constitution Burkinabè en juin 2012. Une loi organique viendra fixer sa composition, son organisation, ses attributions, son fonctionnement ainsi que la procédure applicable devant cette juridiction

## **Les juridictions de l'ordre judiciaire**

Les juridictions de l'ordre judiciaire sont régies et organisées par la loi n°10 -93/ADP du 17 mai 1993, modifiée par la loi n°028-2004/AN du 8 septembre 2004. Au titre de l'article 2 de cette loi, les juridictions de l'ordre judiciaire au Burkina Faso sont : la Cour de cassation, les cours d'appel, les tribunaux de grande instance, les tribunaux d'instance, les tribunaux départementaux, les tribunaux d'arrondissement, les tribunaux de travail, les juges des enfants, les tribunaux pour enfants. A ces juridictions, s'ajoutent les tribunaux de commerce créés par la loi n° 22-2009 /AN du 12 mai 2009.

Ces juridictions sont organisées selon une structure pyramidale au sommet de laquelle se trouve la juridiction suprême, et suivent respectivement les juridictions de second degré et à la base de la pyramide, les juridictions de premier degré.

### **La juridiction suprême de l'ordre judiciaire : la Cour de cassation**

La Cour de cassation est la juridiction supérieure de l'ordre judiciaire au Burkina Faso. Elle a été créée par la loi organique 13-2000/AN du 9 mai 2000. Elle comprend une chambre civile, une chambre commerciale, une chambre sociale, une chambre criminelle, un parquet général et un greffe.

La Cour de Cassation vérifie la légalité des décisions rendues en dernier ressort par les juridictions de rang inférieur et qui ont fait l'objet d'un pourvoi en cassation ; elle juge en droit et non pas en fait. Par conséquent, elle ne constitue pas un troisième degré de juridiction.

### **Les juridictions de second degré de l'ordre judiciaire**

Dans l'ordre judiciaire, la juridiction de second degré de droit commun est la Cour d'appel. L'article 11 de la loi 028/AN du 08 septembre 2004 dispose que la Cour d'appel comprend une chambre civile, une chambre commerciale, une chambre sociale, une chambre correctionnelle, une chambre d'accusation, une chambre criminelle et un greffe.

La Cour d'appel est la juridiction d'appel des décisions rendues en matière civile, commerciale, correctionnelle et de simple police par les tribunaux de grande instance, les tribunaux de commerce, les tribunaux d'instance et en matière sociale par les tribunaux du travail. Elle statue en matière criminelle en premier et en dernier ressort.

Les Cours d'appel sont des juridictions de fond en ce sens qu'elles sont des juges de fait et de droit de toutes les affaires portées devant elles. Les procédures applicables devant elles sont consignées dans le code de procédure civile, le code de procédure pénale et le code du travail (art.16 loi 028-2004/AN du 08 septembre 2004).

Enfin, il faut noter que la loi sus citée crée dans le ressort des Cours d'appel, des tribunaux d'instance et des tribunaux pour enfants. Les tribunaux d'instance reçoivent en appel, les jugements rendus en premier ressort par les tribunaux d'arrondissement et départementaux. Les tribunaux pour enfants sont des juridictions d'exception qui sont compétentes pour connaître des crimes commis par un mineur en premier et dernier ressort. Ils connaissent également des appels des décisions rendues par le juge des enfants.

### **Les juridictions de premier degré de l'ordre judiciaire**

On distingue les juridictions de droit commun et les juridictions d'exception.

Les juridictions de droit commun sont des juridictions compétentes pour connaître de toutes les affaires pour lesquelles la compétence n'est pas attribuée de façon expresse par la loi à une autre juridiction. Il s'agit exclusivement des Tribunaux de grande instance (TGI).

Conformément aux articles 20 et 34 de la loi portant organisation judiciaire, les TGI comprennent une chambre civile, une chambre correctionnelle, un greffe central et de greffes de chambres. Dans les ressorts juridictionnels dépourvus de tribunaux de commerce, la compétence commerciale est dévolue à la chambre commerciale du Tribunal de Grande instance (art 19 de la loi n°22-2009 /AN du 12 mai 2009).

Il faut noter qu'au sein de chaque TGI, il existe une ou plusieurs juridictions d'instruction au premier degré en matière pénale. La procédure d'instruction des crimes et délits est régie par les dispositions du code de procédure pénale.

**Les juridictions d'exception** sont des juridictions auxquelles la loi a donné compétence d'attribution exclusive dans une matière donnée. Dans l'organisation judiciaire actuelle du Burkina Faso, il s'agit des tribunaux d'instance, des tribunaux départementaux, des tribunaux d'arrondissement, des tribunaux du travail, des juges des enfants et du tribunal militaire. Depuis 2009, il existe sur le territoire national burkinabé deux tribunaux de Commerce respectivement à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso.

## **Les juridictions de l'ordre administratif**

Il s'agit du Conseil d'Etat, des Tribunaux administratifs et de la Cour des comptes.

### **Le Conseil d'Etat**

Le Conseil d'Etat est institué par la loi organique n°15-2000/AN du 23 mai 2000. Il est la juridiction supérieure et unique de l'ordre administratif et vient en remplacement de la Chambre administrative de la cour suprême. Il est compétent pour contrôler la régularité et la légalité de l'action administrative, contribuer à la promotion et à la consolidation de l'Etat de droit, harmoniser l'application du droit administratif et diffuser la jurisprudence administrative, contribuer à la promotion de la gouvernance à travers les avis éclairés et objectifs sur les textes réglementaires et sur les difficultés qui s'élèvent en matière administrative.

Le Conseil d'Etat est juge en premier et dernier ressort des recours en annulation pour excès de pouvoir formés contre les décrets et les actes administratifs dont le champ d'application excède le ressort d'un seul Tribunal administratif. Il est également juge d'appel des décisions rendues en premier ressort par les tribunaux administratifs et juge de cassation des décisions rendues en premier et dernier ressort par les tribunaux administratifs et les juridictions spécialisées.

### **Les tribunaux administratifs**

Les tribunaux administratifs ont été créés au siège de chaque Tribunal de grande instance selon la loi n°21/95/ADP du 16 mai 1995 portant création, organisation et fonctionnement des tribunaux administratifs au Burkina Faso. Ils ont le même ressort territorial que les tribunaux de grande instance au siège desquels ils ont été créés. Conformément à l'article 5 de la loi suscitée, le Tribunal administratif est, en premier ressort, juge de droit commun du contentieux administratif et à charge d'appel devant le Conseil d'Etat. Depuis 1996, il existe sur le territoire national burkinabé deux tribunaux administratifs autonomes situés à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso.

### **La Cour des Comptes**

Aux termes de l'article 3 de la loi organique 14-2000 /AN du 16/05/2000 portant composition, attributions, organisation et fonctionnement de la Cour des Comptes et procédure applicable devant elle, la Cour des comptes contribue, par son action permanente de vérification, d'information et de conseil, à la réalisation des missions suivantes : la sauvegarde du patrimoine public et le contrôle de la sincérité des finances publiques, l'amélioration des méthodes et techniques de gestion, la rationalisation de l'action administrative.

Elle est la juridiction supérieure de contrôle des finances publiques. Elle juge les comptes des comptables publics et assiste l'Assemblée nationale dans le contrôle de l'exécution des lois de finances.

## **I.3. Organisation des Etablissements pénitentiaires**

Au Burkina Faso, les établissements pénitentiaires sont constitués d'une part des Maisons d'arrêt et de correction situées dans le ressort des TGI et d'autre part d'un Centre pénitentiaire agricole situé à Baporo. Les MAC ont vocation à recevoir les personnes en attente de jugement (prévenus et inculpés) et les personnes jugées (condamnés).

Les établissements pénitentiaires sont organisés autour de la Direction générale de la Garde de sécurité pénitentiaire et animés par un corps paramilitaire notamment la Garde de sécurité pénitentiaire

## II. Moyens de la Justice

---

### II.1. Implantation des juridictions et des établissements pénitentiaires

#### Points saillants :

- Le nombre de tribunaux de grande instance et d'établissements pénitentiaires a plus que doublé entre 2002 et 2012 ;
- Le fonctionnement effectif des tribunaux de commerce.

#### Commentaire général :

Le nombre de tribunaux de grande instance et de maisons d'arrêt n'a pas varié en 2012. On en dénombre actuellement vingt quatre (24) au plan national.

De façon générale, le nombre de juridictions opérationnelles a connu une évolution importante depuis 2002 à la faveur de la réforme de la justice et des constructions nouvelles. Ainsi, en ce qui concerne les hautes cours, la réforme a pris corps à partir de 2003 avec l'ouverture effective de la Cour de cassation, de la Cour des comptes et du Conseil d'Etat. Ces hautes cours sont issues de l'éclatement de la Cour suprême en 2000 qui a donné également naissance au Conseil constitutionnel érigé au rang d'institution.

Le nombre de juridictions de second degré a aussi évolué avec l'entrée en service en 2004 des tribunaux pour enfants auprès des Cours d'appel de Bobo-Dioulasso et de Ouagadougou.

Les mutations ont été les plus importantes au niveau des juridictions du premier degré. Des juridictions nouvelles ont ouvert leurs portes en 2004 ; il s'agit des Juges des enfants et des tribunaux d'instance (Ouagadougou et Bobo-Dioulasso). Ouverts en 2009, les tribunaux de commerce (Ouagadougou et Bobo-Dioulasso) ont effectivement fonctionné en 2010. De nouveaux tribunaux de grande instance ont été mis en service. Ils étaient 11 en 2002, 12 en 2004, 16 en 2005, 19 en 2006, 20 en 2008 puis 24 depuis 2010.

Les établissements pénitentiaires, en particulier les maisons d'arrêt et de correction, ont suivi l'évolution des TGI. Leur nombre est resté stable à 11 de 2002 à 2004 avant de passer à 15 en 2005, 19 en 2006, 20 en 2008 et 24 depuis 2010.

Les juridictions de proximité que sont les tribunaux départementaux (TD) ou d'arrondissements (TAR) n'ont pas évolué dans la pratique. Leur nombre en 2011 reste stable par rapport à 2010 ; soit 349 TD et 8 TAR<sup>2</sup>. Leurs activités sont cependant à encadrer pour qu'ils puissent jouer pleinement leur rôle.

L'implantation dans l'espace des nouvelles structures semble rationnelle et tend à décongestionner les MAC les plus surpeuplées telles celles de Bobo-Dioulasso et de Ouagadougou.

#### Notes méthodologiques :

**Concepts** : Voir Glossaire en annexe.

#### Notes :

*Les structures (juridictions ou établissements pénitentiaires) sont comptabilisées à partir de leur mise en fonction effective et non à partir de leur création officielle. Ainsi, un TGI créé en 2001 et qui commence effectivement à fonctionner en 2003 est comptabilisé à partir de 2003.*

*Les tribunaux départementaux sont identifiés suivant la couverture territoriale du TGI basé dans la localité considérée.*

---

<sup>2</sup> Cette donnée ne prend pas en compte les dispositions de la loi n°066-2009/AN du 22 décembre 2009 portant découpage des communes urbaines à statut particulier au Burkina Faso. Aux termes de cette loi, la Commune de Ouagadougou compte 12 arrondissements et celle de Bobo-Dioulasso compte 7 arrondissements.

**Tableau 1 : Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires fonctionnels**

Juridictions	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
<b>Les juridictions de l'ordre judiciaire</b>										
Cour de cassation (CC)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Cours d'appel (CA)	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux d'instance (TI)	-	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux de grande instance (TGI)	11	12	16	19	19	20	23	24	24	24
Tribunaux de commerce(TC)	-	-	-	-	-	-	-	2	2	2
Tribunaux du travail (TT)	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
Juges des enfants (JE)	-	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux pour enfants (TPE)	-	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux départementaux (TD)	349	349	349	349	349	349	349	349	349	349
Tribunaux d'arrondissement (TAR)	8	8	8	8	8	8	8	8	19	19
<b>Les juridictions de l'ordre administratif</b>										
Cour des comptes (CCO)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Conseil d'État (CE)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Tribunaux administratifs (TA)	11	12	16	19	19	20	23	24	24	24
<b>Etablissements pénitentiaires</b>										
Maisons d'arrêt et de correction (MAC)	10	10	15	19	19	20	23	24	24	24
Centre pénitentiaire agricole (CPAB)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1

**Tableau 2 : Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires en 2012 par localité**

Localités	CC	CA	TGI	TI	TD	TAR	TT	TC	TE	JE	CCO	CE	TA	EP
Banfora			1		17								1	1
Baporo (CPAB)														1
Bobo-Dioulasso		1	1	1	25	3	1	1	1	1			1	1
Bogandé			1		7								1	1
Boromo			1		10								1	1
Dédougou			1		13								1	1
Diapaga			1		8								1	1
Diébougou			1		5								1	1
Djibo			1		9								1	1
Dori			1		17								1	1
Fada N'gourma			1		12								1	1
Gaoua			1		23								1	1
Kaya			1		19								1	1
Kongoussi			1		9								1	1
Koudougou			1		25		1						1	1
Léo			1		13								1	1
Manga			1		12								1	1
Nouna			1		10								1	1
Orodara			1		13								1	1
Ouagadougou	1	1	1	1	21	5	1	1	1	1	1	1	1	1
Ouahigouya			1		22								1	1
Tenkodogo			1		30								1	1
Tougan			1		14								1	1
Yako			1		9								1	1
Ziniaré			1		12								1	1
Total	1	2	24	2	349	8	3	2	2	2	1	1	24	25

\*Y compris CPAB.

## II.2. Personnel

### Points saillants :

- L'accroissement continu du personnel judiciaire ;
- Le nombre de magistrats dans le système judiciaire pour 100 000 habitants est de 2,5;
- La diminution du ratio Détenus /GSP depuis 2009 d'où une augmentation du taux d'encadrement.

### Commentaire général :

Avec une croissance de 3,05% en 2010 par rapport à 2009, de 5,42% en 2011 par rapport à 2010 et de 5,84% en 2012 par rapport à 2011, le nombre de magistrats continue d'augmenter au fil des années. Comparativement à 2002, ce nombre a doublé passant de 207 à 453 en 2012. La répartition des magistrats par sexe a légèrement évolué avec plus de ¾ d'hommes (79,5% d'hommes et 20,5% de femmes). Le nombre de magistrats en activité en 2012 connaît une variation : près de 82,12% (contre 81,78% en 2011) des magistrats exercent dans les différentes juridictions, 9,49% sont en service à la chancellerie et enfin 8,39 % (contre 8,64 % des magistrats en 2011) exercent hors du ministère (disponibilité, détachement, mise à disposition).

Le nombre de magistrats pour 100 000 habitants a fortement progressé au cours de la période 2002-2012. Après une variation nulle constatée entre 2006 et 2007, une petite augmentation entre 2008 et 2009, on constate une petite baisse de ce ratio en 2010 malgré l'augmentation du nombre de magistrat. Ce ratio aurait pu être meilleur n'eût été la forte croissance démographique. Ce ratio qui est de 2,5 en 2012 a légèrement augmenté comparativement à 2011 où il était de 2,4. Cependant, il demeure très loin de la norme recommandée au niveau international qui est d'un (01) magistrat pour 10.000 habitants. Alors pour atteindre cette norme, le Burkina Faso devrait poursuivre ses efforts de recrutement.

De façon générale, le nombre de personnel *greffier* a connu une augmentation entre 2010 et 2012. Cette situation s'explique par l'admission de nombreux greffiers (au sens large) aux concours professionnel et les efforts de recrutement sur concours direct dans les différents emplois des greffes et parquets. La répartition par grade en 2012 se présente avec 22,30% contre 20,77% de greffiers en chef en 2011, 41,35% contre 40,71% de greffiers en 2011, 36,34% contre 38,52% de secrétaires de greffes et parquets en 2011. Comme au niveau des magistrats, les hommes sont largement majoritaires dans tous les grades mais le personnel *greffier* est celui des corps de métiers de la justice qui a en son sein la plus forte proportion de femmes.

### Notes méthodologiques :

**Concepts** : Voir Glossaire en annexe.

**Proportion de magistrats, greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires par sexe** : Rapport entre le nombre de magistrats greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires de sexe masculin ou féminin et le nombre total de magistrats, greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires.

**Proportion de magistrats, greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires par position** : Rapport entre le nombre de magistrats, greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires d'une position donnée (chancellerie, juridiction ou hors du système judiciaire) et le nombre total de magistrats, greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires.

**Ratio magistrats pour 100 000 habitants** : Rapport entre le nombre total de magistrats dans le système judiciaire et la population du pays multiplié par 100 000.

**Taux d'encadrement des détenus par GSP** : Rapport entre le nombre total de détenus et le nombre total du personnel de garde de sécurité pénitentiaire.

### **Sources statistiques** :

Les effectifs du personnel du ministère ont été obtenus par reconstitution des itinéraires professionnels individuels à partir des dossiers professionnels gérés par la Direction des ressources humaines. Ceux des huissiers de justice ont été obtenus auprès de la Chambre nationale des Huissiers de Justice du Burkina Faso ; ceux des avocats à partir du Tableau de l'ordre des avocats pour l'année judiciaire 2010/2011 et ceux des notaires à partir des Tableaux de l'ordre des notaires.

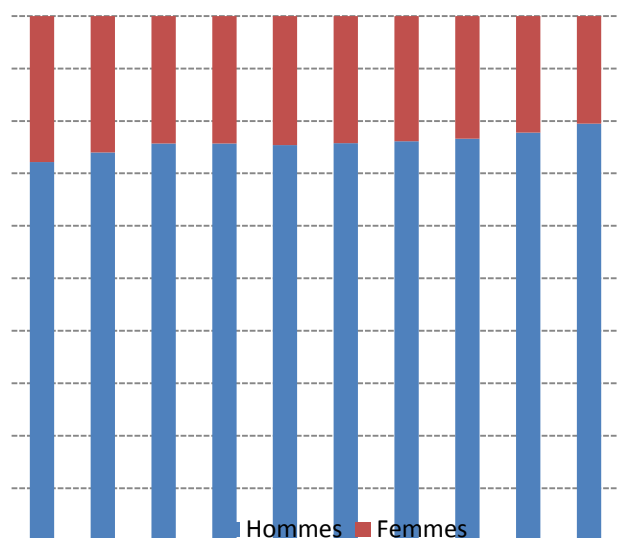
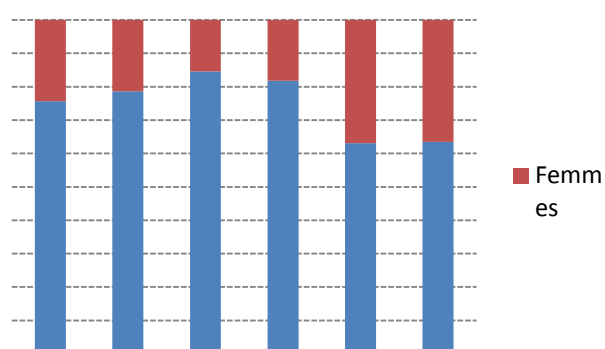
**Tableau 3 : Magistrats par sexe et par position, magistrats pour 100 000 habitants**

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
<b>Ensemble</b>	237	265	292	317	341	371	394	406	428	453
<b>Sexe</b>										
Hommes	171	196	221	240	257	281	300	311	333	360
Femmes	66	69	71	77	84	90	94	95	95	93
<b>Position</b>										
Chancellerie	21	23	24	26	22	30	27	30	41	43
Juridictions	184	213	239	261	286	303	334	339	350	372
Détachement, mis à disposition, disponibilité	32	29	29	30	33	38	33	37	37	38
Magistrats* pour 100 000 habitants	1,7	1,9	2,1	2,2	2,2	2,5	2,6	2,3	2,4	2,5

\* Non compris détachement, disponibilité et mis à disposition

**Tableau 4 : Greffiers en chef, greffiers et secrétaires des greffes et parquets (SGP) par sexe et par position**

	Greffiers en chef					Greffiers					SGP				
	2008	2009	2010	2011	2012	2008	2009	2010	2011	2012	2008	2009	2010	2011	2012
<b>Ensemble</b>	<b>54</b>	<b>63</b>	<b>64</b>	<b>76</b>	<b>89</b>	<b>120</b>	<b>118</b>	<b>125</b>	<b>149</b>	<b>165</b>	<b>137</b>	<b>125</b>	<b>117</b>	<b>141</b>	<b>145</b>
<b>Sexe</b>															
Hommes	38	44	47	57	70	91	102	107	126	135	90	77	71	89	92
Femmes	16	19	17	19	19	29	16	18	23	30	47	48	46	52	53
<b>Position</b>															
Chancellerie	4	5	8	12	12	3	3	3	5	6	11	13	9	15	12
Juridictions	48	57	53	62	73	116	113	121	142	142	124	110	106	116	98
Mise à disposition, disponibilité	2	1	3	2	2	1	2	1	2	4	2	2	2	4	3
Stage à l'ENAM	-	-	-	-	2	-	-	-	-	13	-	-	-	-	32

**Graphique 1 : Evolution de la répartition des magistrats par sexe****Graphique 2 : Evolution de la répartition du personnel greffier**



L'effectif total du personnel GSP connaît une augmentation de 104,24% entre 2009 et 2012 passant ainsi de 802 à 1638 personnes. Les professionnels qui sont à l'école ne sont pas comptabilisés au quel cas le nombre dépasserait celui donné ci-dessus.

Le personnel de la Garde de sécurité pénitentiaire dans les établissements pénitentiaires continue de croître. De 224 en 2002, ce nombre est passé à 1006 en 2011, puis à 1255 en 2012. Ce personnel est composé d'environ 2,5% d'inspecteurs, 8% de contrôleurs, 86,1% d'assistants et 3,4% d'agents. Le nombre de détenus au 31 décembre 2012 a légèrement augmenté par rapport à 2011. Cependant, le nombre de détenus par GSP a diminué en passant de 5 en 2011 à 4 en 2012.

Au nombre de 13 depuis 2010, l'effectif des notaires relativement faible sur toute l'étendue du territoire, est resté stable en 2012. Ces notaires sont installés à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso. Parmi les 13 notaires dénombrés, 4 sont des femmes et 9 sont des hommes. De cet effectif, 9 exercent dans le ressort de la Cour d'appel de Ouagadougou contre 4 dans le ressort de la Cour d'appel de Bobo-Dioulasso avec pour compétence territoriale les juridictions de Ouagadougou et de Bobo Dioulasso. Dans les autres juridictions, ce sont les greffiers en chef qui exercent la fonction de notaire.

Le nombre d'avocats a légèrement diminué en 2012 en passant de 157 en 2011 à 156 en 2012. Parmi les 156 avocats inscrits au barreau, on compte 19,9% de femmes et 80,1% d'hommes. Tous les avocats sont installés dans les villes de Ouagadougou (91,6%) et de Bobo-Dioulasso (8,4%) mais interviennent cependant sur l'ensemble du territoire. La répartition selon l'ancienneté dans le métier montre que 62,2% des avocats ont plus de 10 ans d'expérience.

L'effectif des huissiers connaît une variation en dent de scie. Il est passé de 30 en 2009 à 34 en 2010, puis à 33 depuis 2011. Cet effectif ne couvre pas l'ensemble du territoire. En effet, ces huissiers sont installés dans 8 villes du pays. Cependant, près des 2/3 de ce personnel exercent dans la ville de Ouagadougou et plus des 3/4 ont une expérience de plus de 10 ans.

Hormis le personnel judiciaire, d'autres corps viennent en appui au Ministère de la justice. On peut trouver le personnel d'appui que sont les interprètes, les chauffeurs, les agents de liaison, les secrétaires et les agents de bureau en plus grand nombre, mais également le personnel de soutien tels que les financiers, les statisticiens, les éducateurs sociaux, les économistes, les juristes, les gestionnaires des ressources humaines, les administrateurs civils, etc.

## **Notes méthodologiques :**

**Concepts :** Voir Glossaire en annexe.

**Proportion (respectivement de magistrats, greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires) par sexe :**  
Rapport entre le nombre (respectivement de magistrats, greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires) de sexe masculin ou féminin et le nombre total (respectivement de magistrats, greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires).

**Proportion (respectivement de magistrats, greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires) par position :**  
Rapport entre le nombre (respectivement de magistrats greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires) d'une position donnée (chancellerie, juridiction ou hors du système judiciaire) et le nombre total (respectivement de magistrats, greffiers, GSP, huissiers, avocats, notaires).

**Ratio magistrats pour 100 000 habitants :** Rapport entre le nombre total de magistrats et la population du pays multiplié par 100 000.

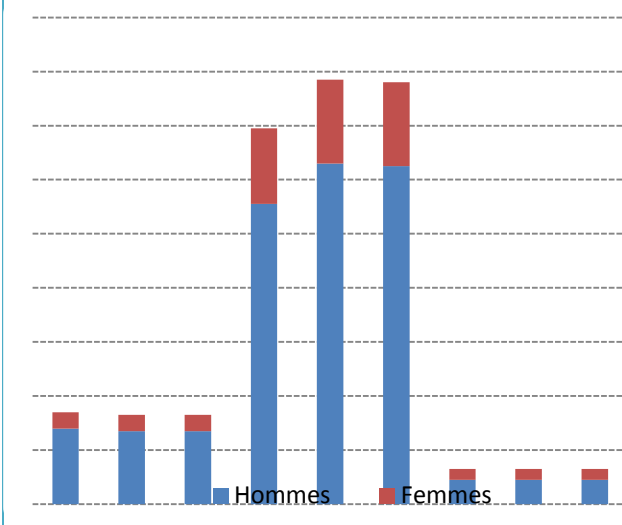
**Taux d'encadrement des détenus par GSP :** Rapport entre le nombre total de détenus et le nombre total du personnel de garde de sécurité pénitentiaire.

## **Sources statistiques :**

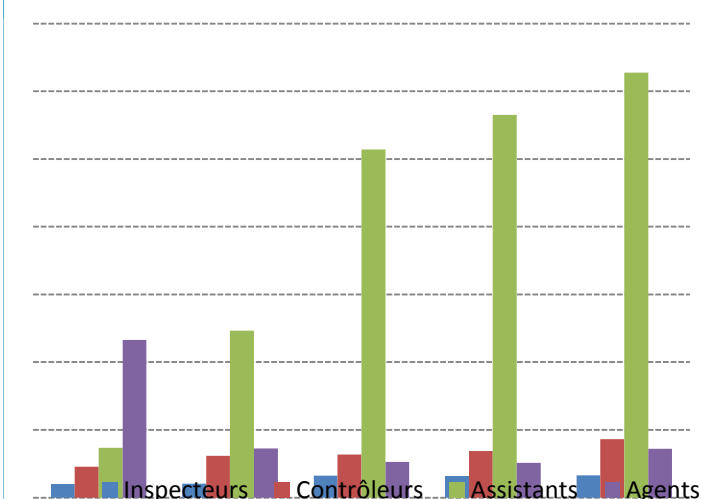
Les effectifs du personnel du ministère ont été obtenus par reconstitution des itinéraires professionnels individuels à partir des dossiers professionnels gérés par la Direction des ressources humaines. Ceux des huissiers de justice ont été obtenus auprès de la Chambre nationale des Huissiers de Justice du Burkina Faso ; ceux des avocats à partir du Tableau de l'ordre des avocats pour l'année judiciaire 2010/2011 et ceux des notaires à partir des Tableaux de l'ordre des notaires.



**Graphique 3 : Evolution du nombre des auxiliaires de justice par position**



**Graphique 4 : Evolution de la répartition des GSP par grade**



**Tableau 5 : Personnel de sécurité pénitentiaire dans les centres de détention et ratio Détenus/GSP au 31/12**

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
GSP dans les EP	290	344	452	491	660	622	622	800	1 006	1 175
Population carcérale	2 414	2 799	3 315	3 108	4 207	4 801	5400	5198	5 039	5 035
Détenus par GSP	8,3	8,1	7,3	6,3	6,4	7,7	8.7	6,5	5	4

**Tableau 6 : Notaires, Huissiers de justice et Avocats par sexe et par localité d'implantation**

	Notaires					Huissiers de justice					Avocats				
Année	2008	2009	2010	2011	2012	2008	2009	2010	2011	2012	2008	2009	2010	2011	2012
<b>Ensemble</b>	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>13</b>	<b>13</b>	<b>13</b>	<b>30</b>	<b>30</b>	<b>34</b>	<b>33</b>	<b>33</b>	<b>134</b>	<b>139</b>	<b>139</b>	<b>157</b>	<b>156</b>
<b>Sexe</b>															
Hommes	5	5	9	9	9	26	26	28	27	27	109	111	111	126	125
Femmes	3	3	4	4	4	4	4	6	6	6	25	28	28	31	31
<b>Position</b>															
Bobo-Dioulasso	1	1	4	4	4	6	6	7	7	7	12	13	13	13	13
Dédougou	0	0	0	0	0	1	1	1	1	1	0	0	0	0	0
Kaya	0	0	0	0	0	1	1	1	1	1	0	0	0	0	0
Koudougou	0	0	0	0	0	1	1	1	1	1	0	0	0	0	0
Ouagadougou	7	7	9	9	9	19	19	21	20	20	122	126	126	144	143
Ouahigouya	0	0	0	0	0	1	1	1	1	1	0	0	0	0	0
Tenkodogo	0	0	0	0	0	1	1	1	1	1	0	0	0	0	0
Fada	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1	0	0	0	0	0

Source : ordre des notaires, chambre des huissiers, ordre des avocats

**Tableau 2.16 : Autres personnels intervenant au Ministère de la justice selon la position**

	Femmes				Hommes				Ensemble			
	2009	2010	2011	2012	2009	2010	2011	2012	2009	2010	2011	2012
<b>Ensemble</b>	<b>45</b>	<b>46</b>	<b>92</b>	<b>45</b>	<b>85</b>	<b>85</b>	<b>260</b>	<b>135</b>	<b>130</b>	<b>131</b>	<b>352</b>	<b>180</b>
Chancellerie	19	20	66	17	55	52	227	47	74	72	293	64
Cour d'appel de Bobo Dioulasso	7	8	8	7	14	15	15	30	21	23	23	37
Cour d'appel de Ouagadougou	19	18	18	21	16	18	18	58	35	36	36	79

Source : DRH du ministère de la justice (les données de 2011 sont celles du Ministère de la Justice et de la Promotion des Droits Humains)

## II.3. Budget

---

### Points saillants :

- Une augmentation des dotations budgétaires en 2012 par rapport à 2011.
- La part du budget du Ministère de la justice dans le budget de l'Etat a fortement progressé en 2012 mais reste toujours en deçà de 1% du budget de l'Etat;
- Le taux d'exécution budgétaire satisfaisant.

### Commentaire général :

Le financement du secteur de la justice est assuré par les ressources propres du budget de l'Etat et par les ressources extérieures. Les allocations budgétaires du Ministère de la justice, après une baisse de 8,14% en 2011 par rapport à 2010, ont connu une augmentation de 40,6% en 2012 par rapport à 2011. Cette augmentation se justifie par l'accroissement des dépenses de personnel et des investissements y compris les transferts en capital et le besoin en matériel.

La répartition des dotations budgétaires a connu une augmentation suivant les titres. Les montants alloués au personnel et équipement-investissement-transferts en capital présentent une forte croissance respective de 49,9% et 49,4% par rapport à 2011. Ceux réservés à l'achat des matériels et les transferts courants enregistrent en revanche, une légère hausse.

Le taux d'exécution budgétaire est satisfaisant en 2012. Le taux de consommation qui était de 108,1% en 2011, a connu une légère baisse en 2012 passant ainsi à 95,7%. Cette baisse est surtout due grâce à la rubrique « personnel » dont le taux de consommation est de 92,94%. Cela pourrait s'expliquer par l'admission de certains personnels (Greffiers et GSP) de la Justice aux concours professionnels.

### Notes méthodologiques :

**Concepts** : Voir Glossaire en annexe.

**Part du budget du ministère de la justice dans le budget de l'Etat** : Rapport entre le montant total des dotations budgétaires du Ministère de la justice et le montant total du budget de l'Etat sur ressources propres.

**Part des dotations budgétaires par rubrique** : Rapport entre le montant des dotations budgétaires d'une rubrique donnée (fonctionnement, investissement, etc.) et le montant total des dotations budgétaires.

**Part des exécutions budgétaires par rubrique** : Rapport entre le montant des consommations budgétaires d'une rubrique donnée (fonctionnement, investissement, etc.) et le montant total des consommations budgétaires.

**Taux d'exécutions budgétaires** : Rapport entre le montant des consommations budgétaires et le montant des dotations budgétaires.

**Taux de croissance** : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base.

### **Sources statistiques** :

Les données sur les dotations budgétaires sont tirées des lois de finances de 2000 à 2008 et les consommations budgétaires sont issues du circuit de la dépense et des rapports du Programme d'investissements publics du Ministère de l'économie et des finances.

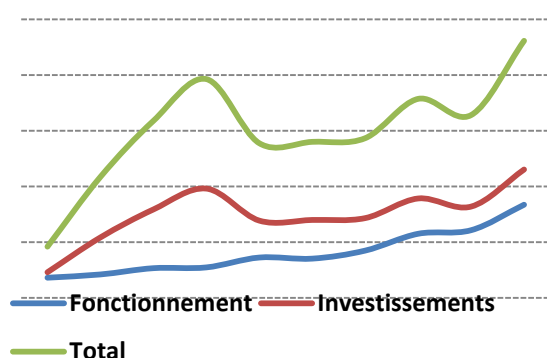
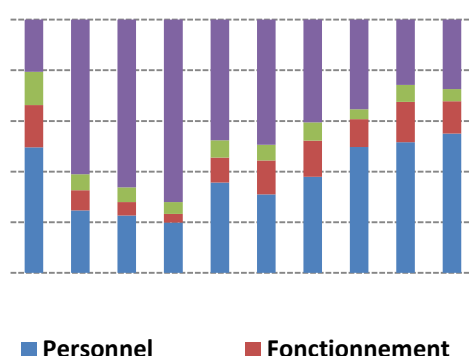
**Tableau 7 : Allocations budgétaires du Ministère de la justice (en millions de FCFA)**

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Personnel	1 141,5	1 341,2	1 805,3	1 949,0	2 477,7	2 167,6	2 720,7	4 436,7	4 235,8	6 347,9
Fonctionnement	384,9	430,1	412,9	338,9	683,0	940,5	1 026,7	980,5	1 304,6	1 470,9
Transferts courants	301,1	347,9	461,9	462,7	475,9	430,3	509,7	349,5	546,3	551,8
Investissements exécutés par l'Etat – transferts en capital**	474,7	3 311,0	5 262,9	7 066,5	3 305,5	3 464,1	2 910,3	3 164,2	2 116,8	3 163,2
<b>Total</b>	<b>2 302,2</b>	<b>5 430,2</b>	<b>7 943,0</b>	<b>9 817,1</b>	<b>6 942,1</b>	<b>7 002,5</b>	<b>7 167,4</b>	<b>8 930,5</b>	<b>8 203,5</b>	<b>11 533,8</b>
Taux de croissance annuelle	-5,3%	135,9%	46,3%	23,6%	-29,3%	0,9%	2,4%	24,7%	-8,1%	40,6%
Part du budget du Ministère de la justice dans le budget de l'Etat	0,4%	0,5%	1,1%	1,1%	0,8%	0,7%	0,7%	0,84%	0,7%	0,8%

\*Les chiffres de 2002 correspondent à ceux du Ministère de la justice et de la promotion des droits humains

\*\*Y compris ressources extérieures non prises en compte dans les lois de finances.

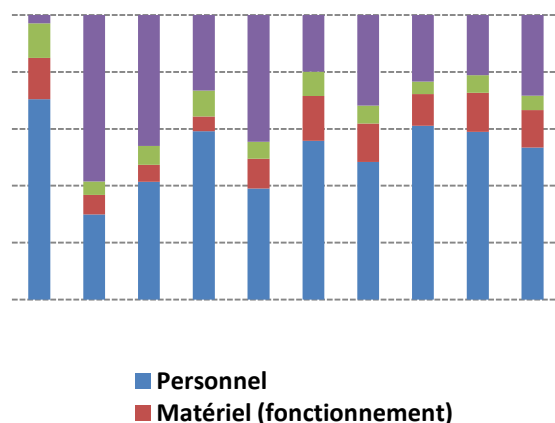
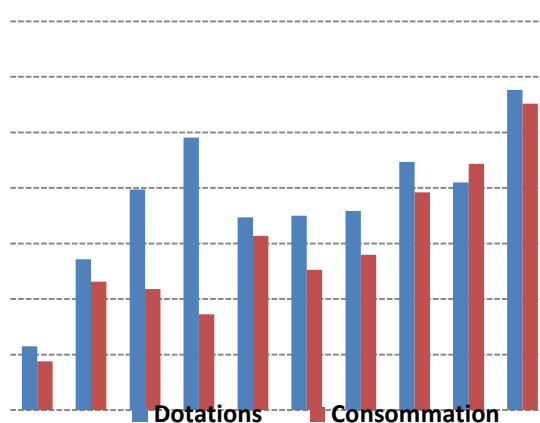
Source : Lois de finances et rapports du Programme d'investissements publics

**Graphique 5 : Evolution du budget du Ministère de la justice****Graphique 6 : Evolution de la répartition des dotations budgétaires prévisionnelles****Tableau 8 : Exécutions budgétaires du Ministère de la justice (en millions de FCFA)**

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Personnel	1 231	1 381,8	1 804,4	2 042,9	2 451,9	2 813,8	3 375,3	4 784,6	5 228,8	5 900,0
Matériel (fonctionnement)	255,6	316	262,1	178,9	657,3	799,2	945,0	872,54	1 220,2	1 451,6
Transferts courants	211,4	218,9	289,3	315,1	371,5	429,1	445,2	349,04	546,3	551,8
Investissements exécutés par l'Etat – transferts en capital**	51,3	2 703,6	2 008,8	913,8	2 797,4	1 003,7	2 219,2	1 832,3	1 872,3	3 130,7
<b>Total</b>	<b>1 749,3</b>	<b>4 620,3</b>	<b>4 364,6</b>	<b>3 450,7</b>	<b>6 278,1</b>	<b>5 045,8</b>	<b>5 594,5</b>	<b>7 838,4</b>	<b>8 867,6</b>	<b>11 034,2</b>
Dotations	2 302,2	5 430,2	7 943,0	9 817,1	6 942,1	7 002,5	7 167,4	8 930,5	8 203,5	11 533,9
Taux de consommation des dotations prévisionnelles	76,0%	85,1%	54,9%	35,1%	90,4%	72,1%	78,1%	87,77%	108,1%	95,7%

\*\*Y compris ressources extérieures non prises en compte dans les lois de finances.

Source : Circuit de la dépense / Ministère de l'Economie et des Finances et rapports du Programme d'investissements publics

**Graphique 7 : Evolution de la répartition des exécutions budgétaires du Ministère de la justice****Graphique 8 : Evolution du taux d'exécutions budgétaires prévisionnelles**

## III. Activités des juridictions de l'ordre judiciaire

---

### III.1. Cour de cassation

---

#### Points saillants :

- Une augmentation des affaires nouvelles et des décisions rendues en 2012;
- Une forte proportion de décisions d'irrecevabilité en 2012;
- Une hausse des conclusions du ministère public surtout en matière civile et sociale.

#### Commentaire général :

Les affaires nouvelles reçues (205) par la Cour de Cassation connaissent une augmentation de 21,3% en 2012 par rapport à 2011. Cette augmentation se remarque au niveau des différentes chambres sauf celle criminelle qui a enregistré un nombre d'affaire inférieur à 2011 (33 en 2011 contre 15 en 2012). La répartition de ces affaires nouvelles varie d'une chambre à l'autre. On note 36,6% d'affaires civiles, 18,0% d'affaires commerciales, 26,3% d'affaires sociales, 7,3% d'affaires criminelles, 11,7% d'affaires dans la juridiction du premier président. Il faut souligner qu'en 2012, une seule affaire a été envoyée en chambres mixtes ou réunies.

Après une régression entre 2009 et 2011, les décisions rendues connaissent en 2012 une importante croissance de 55,9% par rapport à 2011. Elles sont composées majoritairement de 39,6% de décisions sur le fond (cassation et rejet) et 40,3% de décisions d'irrecevabilité.

Les décisions rédigées quant à elles, ont enregistré une augmentation de 20,4% en 2012 par rapport à 2011. Mais comparativement aux décisions rendues, elles ne représentent que 81,8% contre 105,9% en 2011.

L'orientation des affaires dans les différentes chambres par le ministère public (Parquet Général) s'aligne dans la même proportion que les années antérieures. La chambre civile reçoit le plus grand nombre avec 42,3, suivie de la chambre sociale avec 34,3%, la chambre commerciale, 13,8% et la chambre criminelle, 7,3%.

La durée moyenne de traitement d'une affaire au niveau de la cour de cassation est d'environ 3 ans 9 mois. En effet sur un total de 115 décisions dépouillées, 36,5% ont été traitées dans l'intervalle de 5 ans et plus.

#### Notes méthodologiques :

**Concepts** : Voir Glossaire en annexe.

**Pourcentage de décisions sur le fond** : Rapport entre le nombre de décisions rendues sur le fond et le nombre total de décisions rendues.

**Part des affaires nouvelles d'une chambre** : Rapport entre le nombre d'affaires nouvelles enregistrées dans une chambre et le nombre total d'affaires nouvelles enregistrées par l'ensemble de la Cour de cassation.

**Part des affaires orientées par le Parquet vers une chambre** : Rapport entre le nombre d'affaires orientées vers une chambre et le nombre total d'affaires orientées par le Parquet général vers toutes les chambres.

**Part des décisions rendues par nature** : Rapport entre le nombre de décisions rendues d'une nature donnée et le nombre total de décisions rendues.

**Proportion de décisions rédigées** : Rapport entre le nombre de décisions rédigées et le nombre total de décisions rendues.

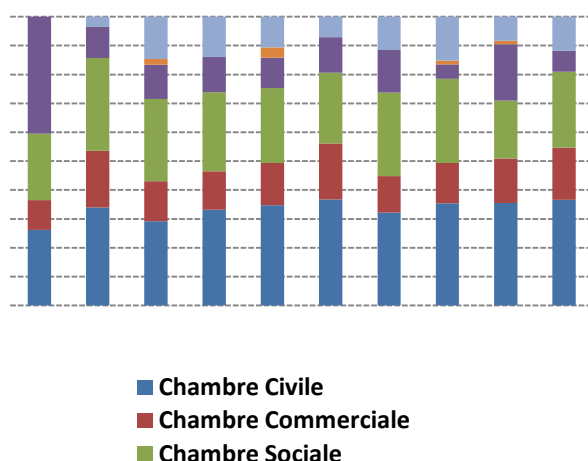
#### **Sources statistiques** :

Rôles du greffe central et des greffes des chambres, plunitifs d'audience, rôle général, rôles particuliers par chambre, plunitif par chambre, rôles du Parquet général de la Cour de cassation.

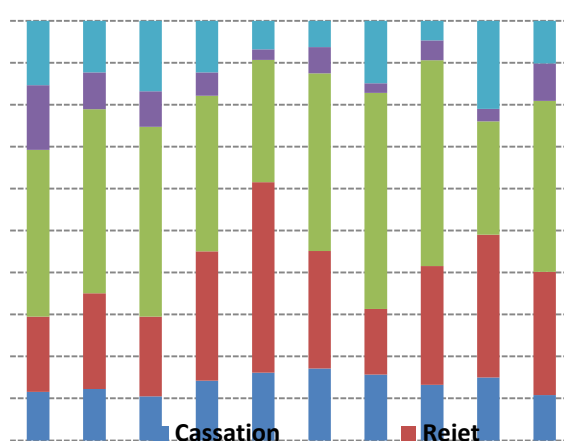
**Tableau 9 : Evolution des affaires nouvelles et des décisions rendues par la Cour de cassation**

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Affaires nouvelles	126	112	151	172	170	155	183	158	169	205
Décisions rendues	78	114	95	162	161	132	145	122	102	159
dont décisions sur le fond	23	40	28	73	99	79	42	44	49	63
% de décisions sur le fond	29,5	35,1	29,5	45,1	61,5	45,1	27,1	36,1	48,0	39,6
Proportion de décisions rédigées (%)	70,5	90,6	84,3	58,2	77,0	89,7	75,5	82,0	105,9	81,8

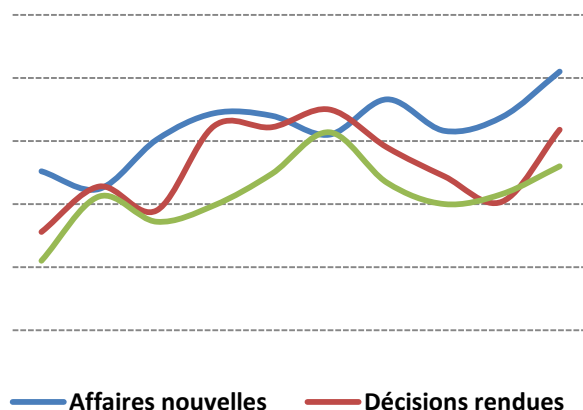
**Graphique 9 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles à la Cour de Cassation par chambre**



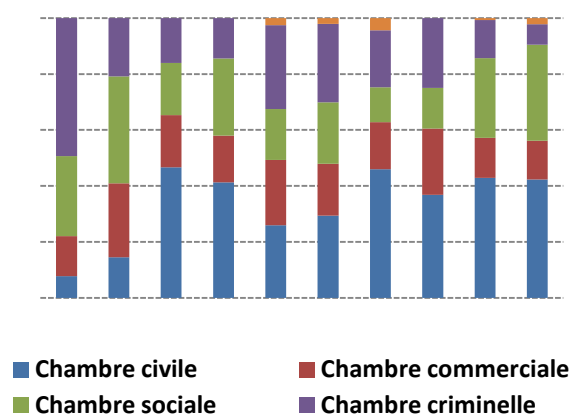
**Graphique 10 : Evolution de la répartition des décisions rendues par la Cour de Cassation selon leur nature**



**Graphique 11 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles, de décisions rendues et de décisions rédigées par la Cour de Cassation par chambre**



**Graphique 12 : Répartition du nombre d'affaires nouvelles orientées par le Parquet général de la Cour de Cassation dans les chambres**



	Moins de 6 mois	6mois à moins d'un an	1an à moins 2 ans	2ans à moins 3 ans	3ans à moins 4 ans	4ans à moins 5 ans	5ans et plus	TOTAL
<b>Ensemble</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>9</b>	<b>31</b>	<b>17</b>	<b>12</b>	<b>42</b>	<b>115</b>
Chambre civile	0	0	6	13	5	4	7	35
Chambre commerciale	0	0	3	2	4	2	9	20
Chambre sociale	0	1	0	12	8	5	23	49
Chambre criminelle	0	3	0	2	0	0	1	6
Chambre mixte et Chambres réunies	0	0	0	2	0	1	2	5

## III.2. Cours d'appel

### Points saillants :

- Augmentation des affaires nouvelles et des décisions rendues;
- Amélioration du nombre de décisions rédigées ;
- 60,7% des affaires pénales sont criminelles.

### Commentaire général :

Depuis 2003, le nombre d'affaires enregistré par les cours d'appel évolue en dent de scie. Après une baisse continue entre 2009 et 2011, on constate une augmentation de 24,4% en 2012. Cette augmentation dans la répartition se justifie par une croissance des affaires provenant des TGI et des TC (542 en 2011 contre 939 en 2012). Cependant, on constate une forte baisse des affaires provenant des tribunaux de travail de 76,2% entre 2011 et 2012

Quant aux décisions rendues, elles ont connu aussi une augmentation de 35,0% en 2012 par rapport à 2011. Celles rendues par les cours d'appel en matière sociale et correctionnelle connaissent une augmentation importante, respectivement de 56,2% et 58,7%. Aussi, les décisions de la juridiction du premier président ont connu une hausse de 44,2% en 2012 par rapport à 2011.

Les affaires enregistrées par la Cour d'Appel de Ouagadougou comme les années précédentes, représentent un plus grand nombre d'affaires nouvelles et de décisions rendues. On note 68,5% d'affaires nouvelles et 68,4% de décisions rendues. Mais en général, on constate une augmentation des affaires nouvelles et des décisions rendues dans chaque cour d'appel en 2012 par rapport à 2011.

Les décisions rédigées restent toujours faibles en 2012 même s'il y a une amélioration par rapport à 2011. Elles représentent 76,9% des décisions rendues contre 62,0% en 2011. La Cour d'Appel de Bobo-Dioulasso a rédigé 54,0% des décisions rendues tandis que celle de Ouagadougou en a rédigé 87,5%.

Les affaires nouvelles pénales ont augmenté de 10,4% en 2012. Cependant, cette augmentation est légèrement en dessous de celle de 2011 qui était de 42,9%. La composition par nature des affaires donne 60,7% de crimes, 38,6% de délits et 0,7% de contraventions, 47,5% des affaires proviennent de la Cour d'Appel de Bobo-Dioulasso et le reste provient de celle de Ouagadougou. La presque totalité des affaires pénales proviennent des tribunaux de grande instance (99,3%).

Les affaires pénales transmises par les parquets généraux dans les chambres correctionnelles et d'accusation connaissent une régression. Elles sont passées de 642 en 2011 à 519 en 2012. Mais comparativement à 2003, on enregistre une croissance de 126,6%. Les affaires transmises dans les chambres d'accusation sont légèrement supérieures avec 56,1% de l'ensemble des affaires.

### Notes méthodologiques :

**Concepts :** Voir Glossaire en annexe.

**Pourcentage de décisions sur le fond :** Rapport entre le nombre de décisions rendues sur le fond et le nombre total de décisions rendues multiplié par 100.

**Part des affaires nouvelles d'une chambre :** Rapport entre le nombre d'affaires nouvelles enregistrées dans une chambre et le nombre total d'affaires nouvelles enregistrées par l'ensemble de la Cour d'appel.

**Part des décisions rendues par nature :** Rapport entre le nombre de décisions rendues d'une nature donnée et le nombre total de décisions rendues.

**Proportion de décisions rédigées :** Rapport entre le nombre de décisions rédigées et le nombre total de décisions rendues.

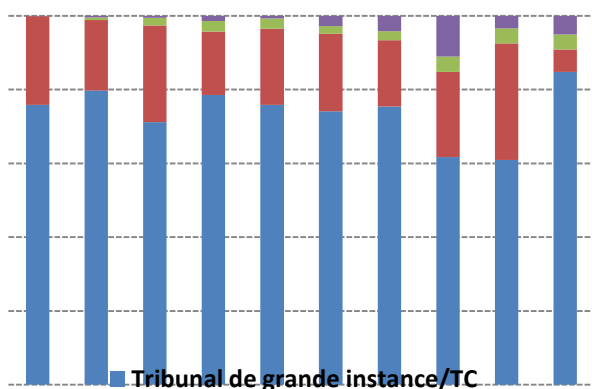
### **Sources statistiques**

Rôle général (civil, commercial, social), registre des plaintes, rôle social, plumeitifs et registres d'audience, rôle des référés, répertoire des décisions, rôle des appels correctionnels, rôle des affaires criminelles, registre de la chambre d'accusation des cours d'appel.

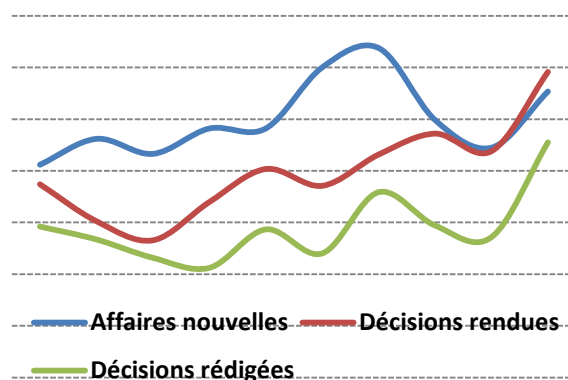
**Tableau 10 : Evolution des affaires nouvelles et des décisions rendues par les cours d'appel**

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Affaires nouvelles	824	924	866	964	964	1 200	1275	997	890	1 107
Décisions rendues	748	605	531	679	807	742	863	944	876	1 183
dont décisions sur le fond	561	447	383	514	566	525	633	744	589	821
% de décisions sur le fond (en %)	75,0	73,9	72,1	75,7	70,1	70,8	73,3	78,8	67,2	74,2
Décisions rédigées	<b>584</b>	<b>534</b>	<b>463</b>	<b>424</b>	<b>573</b>	<b>480</b>	<b>717</b>	<b>588</b>	<b>543</b>	<b>910</b>
Proportion de décisions rédigées (en %)	78,1	88,3	87,2	62,4	71,0	64,7	83,1	62,3	62,0	76,9

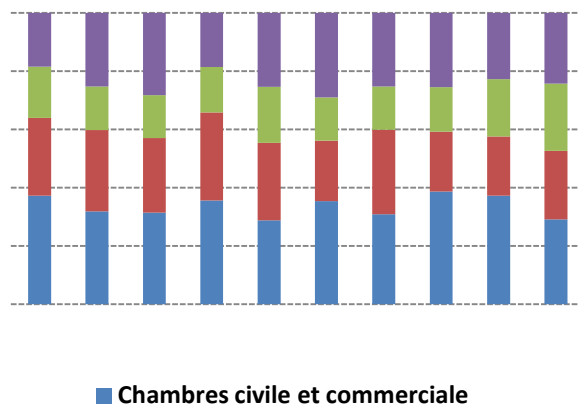
**Graphique 13 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles des CA selon leur origine**



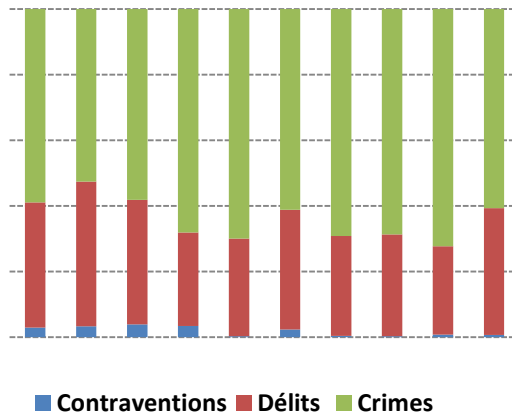
**Graphique 14 : Evolution des affaires nouvelles, décisions rendues et décisions rédigées par les CA**



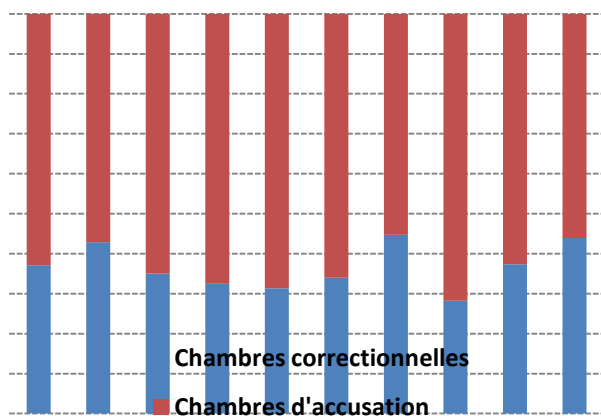
**Graphique 15 : Evolution de la répartition des décisions rendues par les CA par chambre**



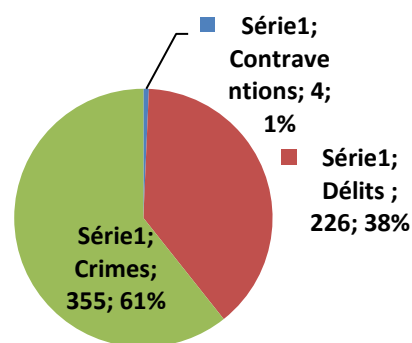
**Graphique 16 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles pénales des CA selon leur nature**



**Graphique 17 : Evolution des affaires des parquets selon les chambres de destination**



**Graphique 18 : Répartition des affaires nouvelles pénales selon la nature en 2012**





### III.3. Tribunaux de grande instance

#### Activités civiles et commerciales des tribunaux de grande instance

##### Points saillants :

- Une légère hausse des affaires nouvelles en 2012;
- Une légère baisse de la proportion des décisions civiles et commerciales rédigées ;
- Une durée de traitement des affaires civiles et commerciales relativement courte.

##### Commentaire général :

Dans l'ensemble, les affaires nouvelles civiles, commerciales, référés et les nouvelles requêtes d'ordonnances de l'ensemble des tribunaux de grande instance ont augmenté de 15,1% en 2012 par rapport à 2011, contrairement à l'année 2011 dont on avait enregistré une légère baisse de 2,4% par rapport à 2010. Dans la même logique, les affaires civiles, commerciales et les référés enrôlés dans les greffes des TGI après une baisse de 22,9% en 2011 ont augmenté de 2,5% en 2012 par rapport à 2011. L'ensemble des requêtes d'ordonnances occupant le premier rang parmi les catégories d'affaires nouvelles a aussi augmenté de 20,3% en 2012 par rapport à 2011, après une légère baisse de 2,6% en 2011.

La croissance des affaires nouvelles civiles et commerciales observée au niveau national a été soutenue par quelques tribunaux de grande instance dont la progression des affaires en 2012 est très remarquable. Nous observons par exemple dans les TGI de Koudougou, Diébougou et de Orodara une croissance respective de 142,7%, 93,0% et de 74,6% en 2012. Cette légère hausse des affaires nouvelles des chambres civiles et commerciales des TGI dans son ensemble révèle néanmoins des disparités, notamment de fortes baisses dans les TGI de Ouagadougou (40,5%) et de Banfora (60,3%). En 2012, les décisions sur le fond représentent 89,4% de l'ensemble des décisions rendues. Il faut noter que les décisions rendues évoluent dans le même sens que les affaires nouvelles depuis 2003 jusqu'en 2010, période à partir de laquelle on constate une variation dans le sens contraire suivant les années. Ainsi en 2011 pendant que les décisions augmentent de 8,5% les affaires nouvelles baissent de 1,9% contrairement à 2012 où les affaires nouvelles amorcent une allure croissante de 2,5% tandis que les décisions régressent de 3,6%. La proportion des décisions civiles et commerciales rédigées par décisions rendues régresse depuis 2010, en passant 93,9% en 2010 à 90,3% en 2011 puis à 87,9% en 2012. Les tribunaux de grande instance de Nouna, Yako et Djibo ont rédigé plus de décisions que de décisions rendues au cours de l'année 2012. Par contre les tribunaux de grande instance de Banfora, de Tenkodogo et de Koudougou n'ont rédigé respectivement que 66,7% et 72,9%, 75,2% des décisions rendues en matière civile en 2012. Cela signifierait que dans ces trois juridictions, le stock des décisions en attente de rédaction est important.

La structure de l'ensemble des décisions rendues par les tribunaux de grande instance dans les affaires civiles et commerciale reste inchangée. Les ordonnances restent toujours rendues comme majoritaires. Les décisions rendues concernant les affaires civiles et commerciales des TGI ont régressé de 3,2% en 2012 par rapport à 2011. Quant aux ordonnances d'injonction de payer, après une baisse de 88,7% en 2011, ont connu une forte hausse de 141,5% en 2012.

##### Notes méthodologiques :

**Concepts :** Voir Glossaire en annexe.

**Pourcentage des décisions rendues par affaire nouvelle :** Rapport entre le nombre de décisions rendues et le nombre d'affaires nouvelles multiplié par 100.

**Décisions rendues par magistrat :** Rapport entre le nombre de décisions rendues et le nombre de magistrats.

**Pourcentage de décisions sur le fond :** Rapport entre le nombre de décisions rendues sur le fond et le nombre total de décisions rendues.

**Part des décisions rendues par nature :** Rapport entre le nombre de décisions rendues d'une nature donnée et le nombre total de décisions rendues.

**Proportion de décisions rédigées :** Rapport entre le nombre de décisions rédigées et le nombre total de décisions rendues.

**Variation :** Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

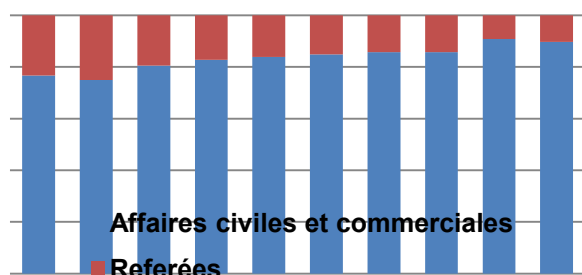
**Sources statistiques :** Rôles généraux, plunitifs des audiences civiles et commerciales, répertoires civils et commerciaux, registres des injonctions de payer, plunitifs des référés des tribunaux de grande instance.



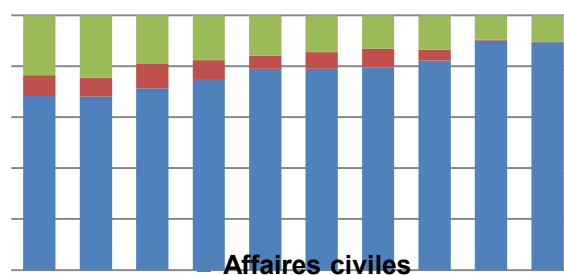
**Tableau 11 : Affaires nouvelles civiles et commerciales et décisions rendues par les TGI (y compris référés, hors mis injonctions de payer et ordonnances, hors mis les avants dire droit et jonctions)**

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Affaires nouvelles	2 690	2 425	2 684	3 435	4 209	4 639	6 014	7 582	7 440	7 629
Décisions rendues	2 525	2 518	2 654	3 334	3 694	4 233	5 317	6 012	6 521	6 286
dont décisions sur le fond	2 285	2 272	2 349	3 031	3 403	3 920	4 751	5 499	5 916	5 618
% de décisions sur le fond	90,5	90,2	88,5	90,9	92,1	92,6	89,4	91	90,7	89,4
Décisions rédigées	1 770	2 021	1 839	2 406	2 934	3 507	3 644	5 328	5 891	5 517
% de décisions rédigées	70,1	80,3	69,3	72,2	79,4	82,8	68,5	89	90,3	87,8

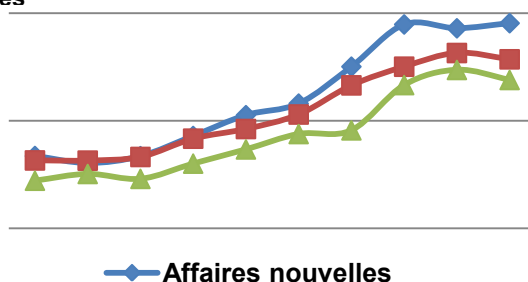
**Graphique 19 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles civiles et commerciales des TGI**



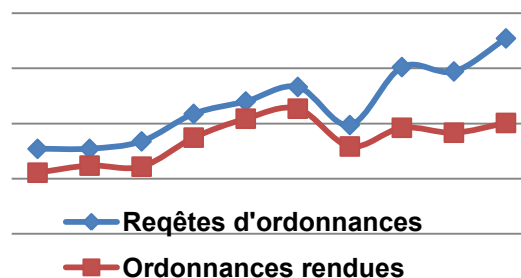
**Graphique 20 : Evolution de la répartition des décisions civiles et commerciales des TGI**



**Graphique 21 : Evolution des affaires nouvelles civiles et commerciales des TGI, décisions rendues et rédigées**



**Graphique 22 : Evolution des requêtes et d'ordonnances rendues par les TGI**



**Tableau 12 : Affaires civiles et commerciales nouvelles et décisions rendues par TGI (avec les référés)**

	Affaires nouvelles			Décisions rendues						
	Nombre	Variation en % /		Nombre	Variation en % /		Par affaire nouvelle (en%)	Par magistrat	% de décisions rédigées	
		2012	2003		2012	2003				
<b>Ensemble</b>	<b>7629</b>	<b>183,6</b>	<b>2,5</b>	<b>6286</b>	<b>148,5</b>	<b>-3,6</b>	<b>82,4</b>	<b>30,1</b>	<b>2012</b>	<b>87,8</b>
Banfora	60	66,7	-60,3	126	223,1	-3,8	210,0	18,0	66,7	
Bobo-Dioulasso	1142	100,7	13,7	941	76,2	15,9	82,4	31,4	98,6	
Bogandé	73	-	12,3	71	-	22,4	97,3	14,2	100,0	
Boromo	140	-	2,9	112	-	-4,3	80,0	22,4	78,6	
Dédougou	185	122,9	12,8	154	133,3	7,7	83,2	22,0	91,6	
Diapaga	121	-	34,4	110	-	42,9	90,9	27,5	100,0	
Diébougou	222	-	93,0	165	-	43,5	74,3	41,3	100,0	
Djibo	70	-	-17,6	64	-	-23,8	91,4	12,8	103,1	
Dori	147	320,0	-19,2	128	265,7	-12,9	87,1	21,3	89,8	
Fada N'gourma	221	202,7	37,3	194	181,2	36,6	87,8	27,7	88,1	
Gaoua	140	122,2	0,0	136	202,2	-3,5	97,1	22,7	78,7	
Kaya	292	235,6	-0,3	267	246,8	0,8	91,4	38,1	86,5	
Kongoussi	81	-	-10,0	71	-	-14,5	87,7	10,1	87,3	
Koudougou	1352	1075,7	142,7	1115	1293,8	64,0	82,5	139,4	75,2	
Léo	158	-	16,2	168	-	33,3	106,3	33,6	91,1	
Manga	317	-	-14,1	275	-	11,3	86,8	55,0	100,0	
Nouna	88	-	18,9	68	-	-8,1	77,3	17,0	107,4	
Orodara	117	-	74,6	91	-	42,2	77,8	22,8	98,9	
Ouagadougou	1414	3,7	-40,5	927	-31,7	-53,1	65,6	18,9	83,1	
Ouahigouya	161	54,8	-10,1	162	62,0	15,7	100,6	23,1	89,5	
Tenkodogo	501	211,2	24,3	420	228,1	45,8	83,8	38,2	72,9	
Tougan	118	-	-19,2	79	-	-35,2	66,9	15,8	89,9	
Yako	295	-	34,7	256	-	10,8	86,8	51,2	106,3	
Ziniaré	214	-	-10,1	186	-	-27,9	86,9	31,0	98,9	

La répartition des décisions rendues par type, tout comme dans les années précédentes est loin d'être uniforme. Les décisions de type réputées contradictoires, très minoritaires (0,7% des décisions), après une régression de 82,3% en 2011, ont connu une hausse de 15,4% en 2012 par rapport à 2011. Les décisions rendues par défaut ne représentant que 1,0% des décisions en 2012, évoluent en dents de scie. En effet, après une régression de 16,9% en 2010 elles augmentent de 34,7 % en 2011. En 2012 elles amorcent une allure descendante avec un taux de régression de 7,6% par rapport à 2011. Les décisions contradictoires quant à elles, représentent successivement 95,5% en 2010 , 98,3% en 2011 et 98,2% de l'ensemble des décisions des chambres civiles et commerciales des TGI en 2012.

Concernant la répartition des décisions rendues sur le fond en matière civile et commerciale, les décisions d'acceptation totale sont de loin les plus prédominantes depuis 2003. En 2012, elles représentent 91,0% de l'ensemble des décisions rendues sur le fond. Les décisions d'acceptation partielle et de rejet, minoritaires, représentent respectivement 2,9% et 6,1% de l'ensemble des décisions rendues sur le fond en 2012. Quant à leur évolution, on enregistre une chute de 41,3% pour les décisions d'acceptation partielle et une hausse de 16,2 % pour celles de rejet. Les décisions d'acceptation total après une augmentation de 11,8% en 2011 ont légèrement chuté de 4,4% en 2012.

La durée des procédures a connu une légère amélioration en 2012 pour la plupart des décisions rendues en matière civile et commerciale. La durée considérée est le temps écoulé entre l'enrôlement de l'affaire et la décision de justice. En effet, parmi les décisions civiles, 83,0% ont été rendues en moins de trois (3) mois et 0,2% des décisions au delà de trois (3) ans contre respectivement 82,5% et 0,1% en 2011.

En 2012, la durée moyenne pour rendre une décision civile est environ de deux (2) mois 21 jours contre 2 mois 26 jours en 2011.

#### **Notes méthodologiques :**

**Concepts** : Voir Glossaire en annexe.

**Pourcentage des décisions rendues par affaire nouvelle** : Rapport entre le nombre de décisions rendues et le nombre d'affaires nouvelles multiplié par 100.

**Décisions rendues par magistrat** : Rapport entre le nombre de décisions rendues et le nombre de magistrats.

**Pourcentage de décisions sur le fond** : Rapport entre le nombre de décisions rendues sur le fond et le nombre total de décisions rendues.

**Part des décisions rendues par nature** : Rapport entre le nombre de décisions rendues d'une nature donnée et le nombre total de décisions rendues.

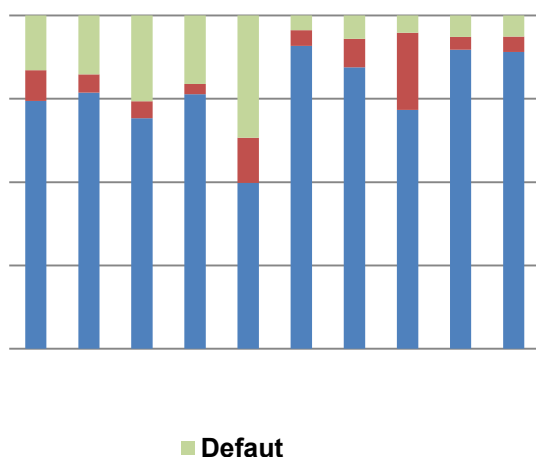
**Proportion de décisions rédigées** : Rapport entre le nombre de décisions rédigées et le nombre total de décisions rendues.

**Variation** : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

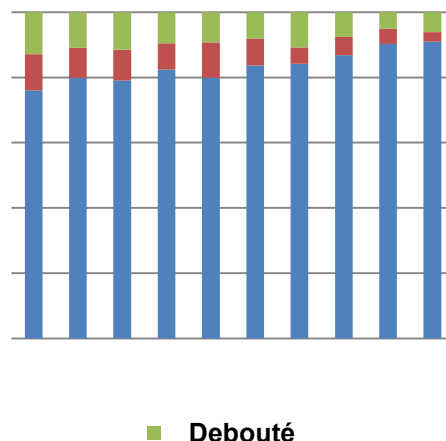
#### **Sources statistiques**

Rôles généraux, plunitifs des audiences civiles et commerciales, répertoires civils et commerciaux, courrier arrivée, courrier départ registres des injonctions de payer, plunitifs des référés des tribunaux de grande instance.

**Graphique 23 : Evolution de la répartition des décisions civiles et commerciales des TGI par type**



**Graphique 24 : Evolution de la répartition des décisions civiles et commerciales des TGI sur le fond selon leur nature**



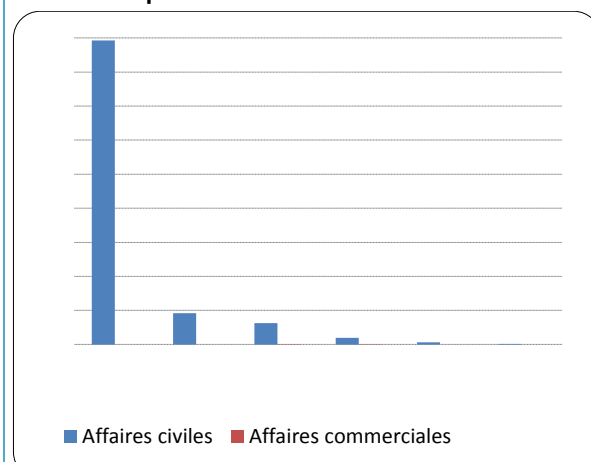
**Tableau 13 : Décisions civiles et commerciales rendues par les TGI selon la durée de la procédure**

		Moins de 3 mois	3 mois à moins de 6 mois	6 mois à moins d'un an	1 an à moins de 2 ans	2 ans à moins de 3 ans	3 ans et plus
2011	Affaires civiles	4569	499	239	190	31	8
	Proportion (en %)	82,5%	9,0%	4,3%	3,4%	0,6%	0,1%
2012	Affaires civiles	4461	461	312	96	33	9
	Proportion (en %)	83,0%	8,6%	5,8%	1,8%	0,6%	0,2%
2011	Affaires commerciales	5	1	1	3	0	3
	Proportion (en %)	38,5%	7,7%	7,7%	23,1%	0,0%	23,1%
2012	Affaires commerciales	0	0	2	1	0	0
	Proportion (en %)	0	0,0%	66,7%	33,3%	0,0%	0,0%

**Graphique 25 : Décisions rendues par les TGI en 2012 en matière civile et commerciale selon la durée de la procédure**



**Graphique 26 : Décisions rendues par les TGI en 2012 en matière civile et commerciale selon la durée de la procédure**



## Activités des parquets des tribunaux de grande instance

---

### Points saillants :

- Une hausse des affaires nouvelles enregistrées dans les parquets des TGI en 2012 ;
- Une forte augmentation du nombre de mineurs concernés par les activités des parquets en 2012;
- Une hausse relativement forte des affaires nouvelles civiles par rapport aux conclusions rendues dans des parquets en 2012.

### Commentaire général :

Les affaires nouvelles enregistrées dans les parquets des tribunaux de grande instance connaissent depuis 2003 une augmentation continue exceptée l'année 2011. Cette croissance est de 16,1% en 2012 par rapport à 2011. Il faut noter que cette hausse globale est loin d'être homogène dans toutes les juridictions. On observe une forte hausse dans les parquets de Tenkodogo (94,5%), de Léo (80,0%) et de Diébougou (59,4%) tandis que dans ceux de Tougan, de Bobo -Dioulasso et de Dédougou on enregistre une baisse respective de 13,5% ; 11,8% et de 8,0% en 2012 par rapport à 2011. Le parquet du tribunal de grande instance de Ouagadougou reste celui qui a connu le plus grand nombre d'affaires nouvelles puisqu'il a enregistré en 2012 plus d'un quart de l'ensemble des affaires nouvelles au niveau national. Le parquet près le Tribunal de grande instance de Bobo-Dioulasso occupe le deuxième rang avec une proportion très inférieure à celui de Ouagadougou soit 8,0% de l'ensemble des affaires nouvelles.

Quant à la répartition des orientations des affaires nouvelles dans les parquets, elle reste similaire aux années précédentes. En 2012, les affaires nouvelles des parquets ont été orientées à 71,7% vers les chambres correctionnelles et à 9,0% vers les cabinets d'instruction. Le taux de classement sans suite croît, passant de 15,5% en 2011 à 19,3% en 2012. Ce taux montre qu'environ un cinquième des affaires nouvelles sont classées sans suite.

En 2012, les affaires orientées vers les chambres correctionnelles sont composées de 71,3% d'affaires de flagrant délit et 28,7% des affaires de citation directe. Les affaires de flagrants délits tout comme celles de citation directe ont connu une augmentation respective de 11,8% et 13,4% en 2012 par rapport à 2011.

### Notes méthodologiques :

**Concepts** : Voir Glossaire en annexe.

**Part des affaires nouvelles d'une catégorie d'infractions** : Rapport entre le nombre d'affaires nouvelles d'une catégorie d'infractions donnée et le nombre total d'affaires nouvelles enregistrées par les parquets des TGI.

**Part des affaires orientées par « chambre »** : Rapport entre le nombre d'affaires orientées dans une « chambre » donnée et le nombre total d'affaires orientées.

**Taux de classement sans suite** : Rapport entre le nombre d'affaires classées sans suite et le nombre total d'affaires orientées.

**Taux de réponse pénale** : Rapport entre le nombre d'affaires orientées vers les chambres correctionnelles et les cabinets d'instruction et le nombre total d'affaires orientées.

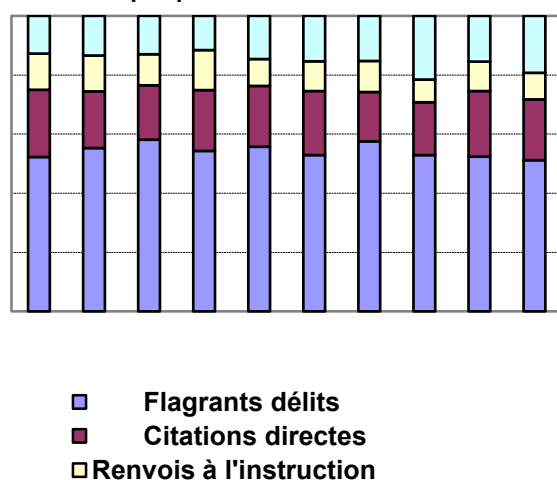
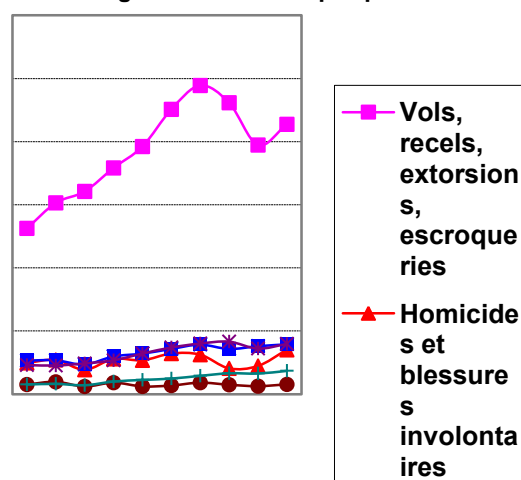
**Variation** : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

### **Sources statistiques**

Registres des plaintes et registres des orientations.

**Tableau 14 : Affaires nouvelles et orientations des parquets des TGI**

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Affaires nouvelles	5 779	6 451	6 392	7 524	8 295	9 587	10 568	10 696	8 771	10 186
Orientations des affaires										
Chambre correctionnelle	4 333	4 800	4 888	5 635	6 330	7 142	7 841	7 567	6 534	7 303
Saisines des juges d'instruction	705	784	671	1 020	755	968	1 112	822	875	914
Classements sans suite	741	867	833	869	1 210	1 477	1 615	2 307	1 362	1 969
<i>Taux de classement sans suite</i>	<i>12,8%</i>	<i>13,4%</i>	<i>13,0%</i>	<i>11,5%</i>	<i>14,6%</i>	<i>15,4%</i>	<i>15,3%</i>	<i>21,6%</i>	<i>15,5%</i>	<i>19,3%</i>
Activités relatives aux mineurs										
Mineurs impliqués	178	218	219	252	365	558	502	326	323	384
Mineurs mis sous OGP	78	115	108	139	222	448	315	93	125	248

**Graphique 27 : Evolution de la répartition des orientations des parquets des TGI****Graphique 28 : Evolution des principales infractions enregistrées dans les parquets des TGI****Tableau 15 : Evolution des affaires nouvelles enregistrées par les parquets par TGI**

	Ensemble des affaires				Crimes et délits contre les biens			Crimes et délits contre les particuliers		
	2012		Variation en % /		Nomb re	Variation en % /		Nombre	Variation en % /	
	Nombre	%	2012/03	2012/11		2012	2003		2011	2012
Ensemble	10 186	100,0	76,3	16,1	5 714	72,3	11,3	2 968	61,6	33,0
Banfora	519	5,1	90,1	36,2	213	21,7	3,4	235	256,1	82,2
Bobo-Dioulasso	844	8,3	-13,8	-11,8	534	24,8	-1,3	226	-53,0	27,0
Bogandé	282	2,8	-	29,4	164	-	10,8	70	-	42,9
Boromo	423	4,2	-	10,4	230	-	21,7	154	-	123,2
Dédougou	343	3,4	-37,9	-8,0	199	-38,0	5,3	105	-27,1	-27,1
Diapaga	189	1,9	-	18,1	79	-	2,6	77	-	40,0
Diébougou	228	2,2	-	59,4	109	-	23,9	87	-	89,1
Djibo	184	1,8	-	-7,5	97	-	-5,8	67	-	-10,7
Dori	315	3,1	15,0	18,9	154	-1,9	14,9	126	35,5	51,8
Fada N'gourma	505	5,0	31,5	39,1	245	33,2	25,0	133	-7,0	26,7
Gaoua	268	2,6	-28,2	3,5	151	-32,9	2,7	87	-10,3	29,9
Kaya	324	3,2	64,5	-3,3	209	54,8	-8,3	73	65,9	17,7
Kongoussi	128	1,3		26,7	64		-9,9	46		206,7
Koudougou	622	6,1	176,4	11,3	329	278,2	12,3	242	126,2	7,1
Léo	288	2,8	-	80,0	161	-	66,0	90	-	109,3
Manga	352	3,5	-	18,1	220	-	8,4	88	-	44,3
Nouna	169	1,7	-	36,3	99	-	47,8	56	-	24,4
Orodara	179	1,8	-	21,8	83	-	9,2	61	-	48,8
Ouagadougou	2 556	25,1	50,2	10,3	1 531	32,9	-0,1	584	49,4	29,2
Ouahigouya	230	2,3	-35,8	-0,9	134	-41,0	0,0	55	-40,2	-9,8
Tenkodogo	817	8,0	76,8	94,5	491	117,3	116,3	187	4,5	54,5
Tougan	148	1,5	-	-13,5	88	-	-2,2	39	-	14,7
Yako	60	0,6	-	-4,8	29	-	-23,7	14	-	40,0
Ziniaré	213	2,1	-	49,0	101	-	65,6	66	-	8,2

Depuis plusieurs années, les infractions les plus fréquentes sont les « crimes et délits contre les biens ». Les affaires concernant cette catégorie d'infraction représentent 56,1% de l'ensemble des affaires nouvelles et ont augmenté de 11,3% en 2012. Cette situation est due principalement aux délits « vols, recels, extorsions et escroqueries » qui sont les plus fréquents et constituent près de 74,8% de cette catégorie d'affaires au cours de l'année 2012. Après cette catégorie d'infraction, les crimes et délits contre les particuliers viennent en seconde position avec 29,1% de l'ensemble des affaires nouvelles.

Le nombre de mineurs impliqués dans les affaires pénales était en régression continue de 2008 jusqu'en 2011. Il a connu une augmentation de 18,9% en 2012 par rapport à 2011. La proportion de mineurs mis sous ordonnance de garde provisoire continue d'augmenter avec un taux d'accroissement de 34,4% en 2011 et de 98,4% en 2012. En ce qui concerne les infractions commises par les mineurs, les affaires de flagrant délit sont prédominantes et représentent environ 69,8% en 2012.

Les activités civiles du parquet sont dominées dans l'ensemble par l'établissement des actes relatifs à l'état des personnes qui représentent environ 56,8% des affaires nouvelles. Les rectifications, modifications, ajout de prénoms, représentent 97,3% des actes relatifs à l'état des personnes nouvellement enregistrés dans les parquets. Il faut aussi souligner que le ratio conclusion rendue par affaire nouvelle a régressé de 101,8% en 2011 à 86,4% en 2012. Quant aux naturalisations, elles ont régressé de 47,3% en 2012 par rapport à 2011. Les affaires nouvelles d'adoptions contrairement aux naturalisations ont connu une hausse de 18,3% en 2012 par rapport à 2011.

#### **Notes méthodologiques :**

**Concepts** : Voir Glossaire en annexe.

**Part des affaires nouvelles d'une catégorie d'infractions** : Rapport entre le nombre d'affaires nouvelles d'une catégorie d'infractions donnée et le nombre total d'affaires nouvelles enregistrées par les parquets des TGI.

**Part des affaires orientées par « chambre »** : Rapport entre le nombre d'affaires orientées dans une « chambre » donnée et le nombre total d'affaires orientées.

**Taux de classement sans suite** : Rapport entre le nombre d'affaires classées sans suite et le nombre total d'affaires orientées.

**Taux de réponse pénale** : Rapport entre le nombre d'affaires orientées vers les chambres correctionnelles et les cabinets d'instruction et le nombre total d'affaires orientées.

**Variation** : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

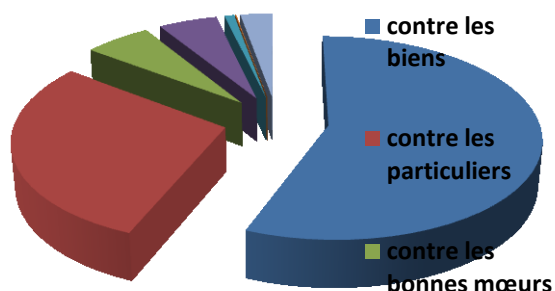
#### **Sources statistiques**

Registres des parquets.

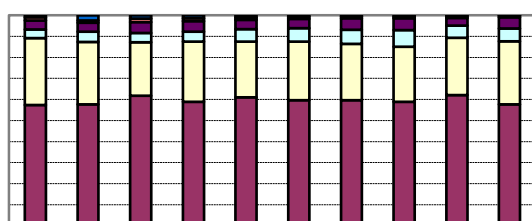
**Tableau 16 : Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets des TGI par catégorie d'infraction**

	Nombre	Variation en % /	
		2012	2011
<b>Ensemble</b>	10186	76,3	16,1
Crimes et délits contre les biens	5714	72,3	11,3
Crimes et délits contre les particuliers	2968	61,6	32,7
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	598	152,3	24,3
Crimes et délits contre la chose publique	525	115,2	72,1
Infractions en matière d'armes et munitions	87	-1,1	24,3
Contraventions	7	-87,5	-74,1
Infractions au code de la route	287		-44,4

**Graphique 29 : Répartition des affaires enregistrées en 2010 dans les Parquets des TGI**

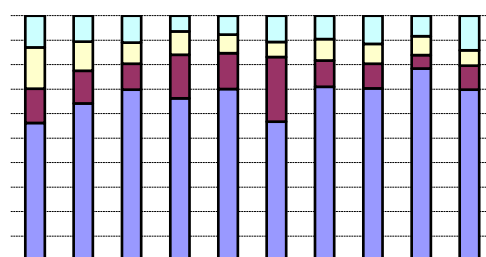


**Graphique 30 : Evolution de la répartition des affaires enregistrées dans les parquets des TGI par catégorie d'infraction**



■ Contre les biens  
■ Contre les particuliers  
■ Contre les bonnes mœurs  
■ Contre la chose publique  
■ En matière d'armes et munitions  
■ Contraventions

**Graphique 31 : Evolution de la répartition des mineurs selon l'orientation des affaires dans lesquelles ils sont impliqués par les parquets des TGI**

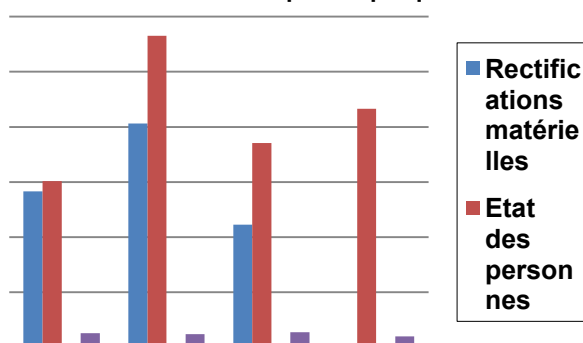


■ Renvoyés en flagrant délits  
■ Renvoyés en citation directe  
■ Renvoyés à l'instruction

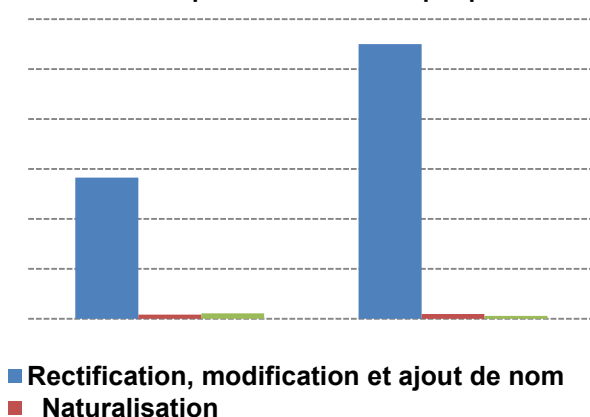
**Tableau 17 : Affaires « civiles » nouvelles et conclusions rendues par les parquets des TGI**

	Affaires nouvelles		Conclusions rendues		Conclusions/ Affaires nouvelles en %	
	2011	2012	2011	2012	2011	2012
<b>Ensemble</b>	<b>6110</b>	<b>9957</b>	<b>6217</b>	<b>8600</b>	<b>101,8</b>	<b>86,4</b>
Rectifications matérielles	2829	4059	2230	4065	78,8	100,1
Etat des personnes	3017	5652	3706	4331	122,8	76,6
Dont Rectification, modification et ajout de nom	2825	5497	3459	4172	122,4	75,9
Adoption	82	97	141	93	172,0	95,9
Naturalisation	110	58	106	66	96,4	113,8
Procédures collectives	2	2	2	2	100,0	100,0
Autres	262	244	279	202	106,5	82,8

**Graphique 32 : Répartition des affaires civiles nouvelles et des conclusions rendues par les parquets des TGI**



**Graphique 33 : Répartition des affaires nouvelles relatives à l'état des personnes dans les parquets**



## Activités des chambres correctionnelles des tribunaux de grande instance

---

### Points saillants :

### Points saillants :

- Une hausse des jugements rendus par les chambres correctionnelles des TGI en 2012 ;
- 91,7% des affaires de flagrants délits et 33,2% des affaires de citations directes sont traitées en moins de 3 mois.
- Une forte baisse des décisions rendues en matière de code de route.

### Commentaire général :

Le nombre de jugements rendus par les chambres correctionnelles des TGI, après une baisse successive de 3,9 % en 2010 et de 13,9% en 2011, a augmenté de 11,5% en 2012 par rapport à 2011. Cette croissance s'explique en partie par l'augmentation très remarquable de 52,4% des délits contre les particuliers en 2012 par rapport à 2011.

Le ratio jugements des chambres correctionnelles par nombre d'affaires orientées des parquets vers ces chambres est en régression continue depuis 2009 soit de 88,3% en 2010, 88,1% en 2011 et de 87,8% en 2012. Cette situation s'explique en partie par le fait que le nombre des affaires correctionnelles orienté par les parquets augmentent proportionnellement plus que les décisions rendues par les chambres correctionnelles d'année en année.

La répartition des jugements rendus par catégorie d'infractions reste inchangée dans son ensemble. Les jugements concernant les « délits contre les biens » demeurent majoritaires avec 66,7% de l'ensemble des jugements, suivis des jugements relatifs aux « délits contre les particuliers » qui représentent 19,7%. Il convient de noter que les jugements concernant les « délits contre les particuliers » ont plus que doublé en 2012 soit un taux d'accroissement de 52,4% par rapport à 2011. Les « infractions en matière du code de la route », après un accroissement de 23,7% en 2011, amorcent une allure descendante avec un taux de régression de 43,2% en 2012.

### Notes méthodologiques :

**Concepts** : Voir Glossaire en annexe.

**Part des jugements rendus par catégorie de délits** : Rapport entre le nombre de jugements rendus d'une catégorie donnée et le nombre total de jugements rendus.

**Part des jugements rendus par type de procédure** : Rapport entre le nombre de jugements rendus par une procédure donnée et le nombre total de jugements rendus.

**Part des jugements rendus par type** : Rapport entre le nombre de jugements rendus selon un type donné et le nombre total de jugements rendus.

**Ratio de jugements rendus par affaires reçues des parquets** : Rapport entre le nombre de jugements rendus par les chambres correctionnelles et le nombre total d'affaires orientées par les parquets vers ces chambres.

**Variation** : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

### **Sources statistiques**

Plumitifs d'audiences correctionnelles, répertoires des jugements correctionnels.

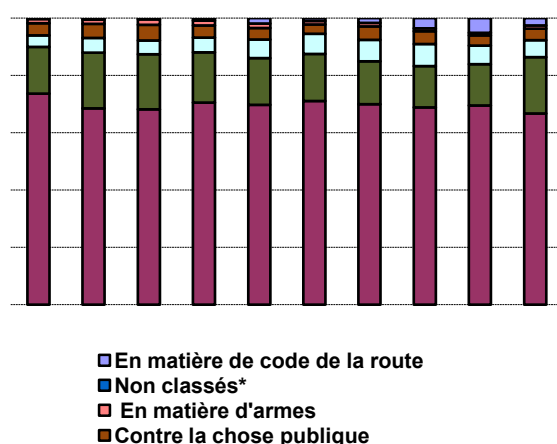


**Tableau 18 : Jugements rendus par les chambres correctionnelles des TGI selon la catégorie d'infraction commise**

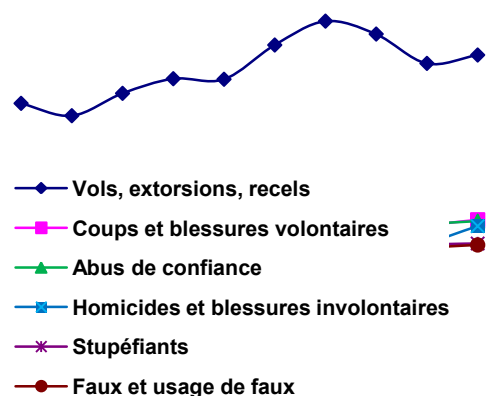
	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
<b>Ensemble</b>	<b>4 258</b>	<b>4 292</b>	<b>4 903</b>	<b>5 272</b>	<b>5 247</b>	<b>6 183</b>	<b>6954</b>	<b>6686</b>	<b>5755</b>	<b>6414</b>
Délits contre les biens	3 138	2 938	3 341	3 717	3 659	4 398	4868	4604	4002	4281
Délits contre les particuliers	694	839	945	928	858	1 014	1038	963	829	1262
Délits contre la famille et les bonnes mœurs	170	218	233	271	337	432	511	514	370	375
Délits contre la chose publique	181	210	271	224	214	201	327	300	208	264
Délits en matière d'armes et de munitions	59	63	92	88	80	79	89	69	54	66
Infraction non déterminée*	16	24	21	44	0	0	0	0	0	0
Infraction en matière de code de la route	-	-	-	-	99	59	112	236	292	166
% de jugements rendus/affaires reçues des parquets (en %)	98,3	89,4	100,3	93,6	82,9	86,6	88,7	88,3	88,1	87,8

\*Délits dont la qualification n'a pas pu être déterminée sur la source d'information

**Graphique 34 : Evolution de la répartition des jugements correctionnels des TGI par catégorie de délits**



**Graphique 35 : Evolution du nombre de jugements de principaux délits par les TGI**



**Tableau 19 : Evolution du nombre de jugements correctionnels rendus par TGI**

	Ensemble des jugements rendus				Délits contre les biens			Délits contre les Particuliers		
	2012		Variation en % /		Nombre	Variation en % /		Nombre	Variation en % /	
	Nbre	%	2003	2011		2003	2011	2012	2003	2011
<b>Ensemble</b>	<b>6414</b>	<b>100,0</b>	<b>50,6</b>	<b>11,5</b>	<b>4281</b>	<b>36,4</b>	<b>7,1</b>	<b>1262</b>	<b>81,8</b>	<b>52,4</b>
Banfora	316	4,9	150,8	17,0	165	73,7	11,5	89	423,5	97,8
Bobo-Dioulasso	654	10,2	9,7	26,7	467	3,3	20,4	113	18,9	140,4
Bogandé	238	3,7	-	24,6	173	-	13,8	32	-	28,0
Boromo	238	3,7	-	12,3	160	-	3,9	56	-	115,4
Dédougou	252	3,9	-30,8	16,1	149	-42,0	22,1	63	0,0	26,0
Diapaga	99	1,5	-	-11,6	64	-	3,2	26	-	-23,5
Diébougou	184	2,9	-	48,4	113	-	37,8	47	-	56,7
Djibo	127	2,0	-	-0,8	71	-	7,6	48	-	-5,9
Dori	204	3,2	25,2	43,7	124	9,7	34,8	60	81,8	160,9
Fada N'gourma	294	4,6	6,5	35,5	181	0,6	19,1	38	-43,3	40,7
Gaoua	172	2,7	-39,4	-8,0	114	-43,3	-5,0	41	17,1	24,2
Kaya	254	4,0	28,3	-9,6	185	34,1	-11,1	37	15,6	5,7
Kongoussi	97	1,5	-	-3,0	59	-	-23,4	26	-	100,0
Koudougou	407	6,3	88,4	24,5	210	33,8	7,7	132	144,4	230,0
Léo	190	3,0	-	75,9	141	-	54,9	13	-	8,3
Manga	241	3,8	-	6,2	170	-	0,6	38	-	18,8
Nouna	94	1,5	-	10,6	66	-	32,0	23	-	27,8
Orodara	90	1,4	-	-6,3	52	-	-20,0	20	-	0,0
Ouagadougou	1312	20,5	-6,1	-3,8	965	-13,5	-5,4	185	25,0	55,5
Ouahigouya	157	2,4	-45,9	4,0	103	-52,3	-3,7	29	-49,1	26,1
Tenkodogo	468	7,3	34,5	10,6	353	65,0	16,5	63	-32,3	-7,4
Tougan	120	1,9	-	-17,2	74	-	-15,9	24	-	-14,3
Yako	47	0,7	-	-4,1	28	-	-17,6	7	-	-30,0
Ziniaré	159	2,5	-	91,6	94	-	80,8	52	-	173,7

Les jugements rendus en matière de flagrant délit, majoritaires, représentent 77,0% de l'ensemble en 2012 contre 23,0 % de jugements rendus en matière de citation directe.

Les jugements rendus contradictoirement sont en progression continue de 2004 à 2009, période à partir de laquelle, ils commencent à évoluer en dents de scie jusqu'en 2012. Le ratio des jugements contradictoires par rapport à l'ensemble des jugements rendus reste inchangé, soit 97,3%. Quant aux jugements rendus par défaut, ils ont connu une légère augmentation de 6,25% en 2011 et de 19,4% en 2012 par rapport à 2011.

La durée moyenne de traitement d'une affaire de flagrant délit est environ d' 1 mois 19 jours tandis que celle d'une affaire de citation directe est de 11 mois 29 jours. On peut noter que 91,7% des jugements de flagrants délits et 33.2% des jugements de citation directe sont rendus en moins de trois (3) mois.

#### **Notes méthodologiques :**

**Concepts** : Voir Glossaire en annexe.

**Part des jugements rendus par catégorie de délits** : Rapport entre le nombre de jugements rendus d'une catégorie donnée et le nombre total de jugements rendus.

**Part des jugements rendus par type de procédure** : Rapport entre le nombre de jugements rendus par une procédure donnée et le nombre total de jugements rendus.

**Part des jugements rendus par type**: Rapport entre le nombre de jugements rendus selon un type donné et le nombre total de jugements rendus.

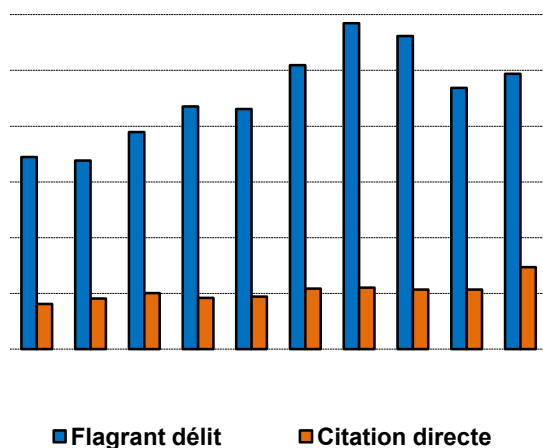
**Ratio de jugements rendus par affaires reçues des parquets** : Rapport entre le nombre de jugements rendus par les chambres correctionnelles et le nombre total d'affaires orientées par les parquets vers ces chambres.

**Variation**: Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

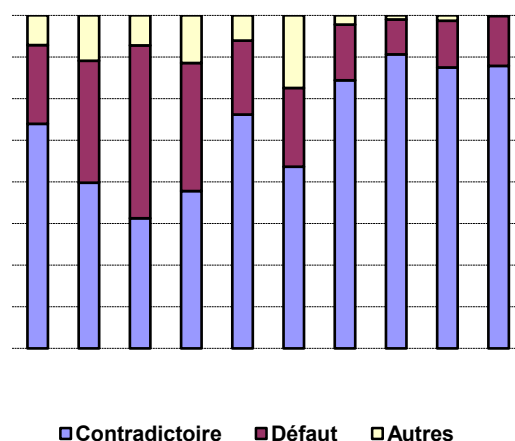
#### **Sources statistiques**

Plumitifs d'audiences correctionnelles, répertoires des jugements correctionnels.

**Graphique 36 : Evolution de la répartition des jugements correctionnels des TGI selon la procédure**



**Graphique 37 : Evolution de la répartition des jugements correctionnels des TGI selon le type**



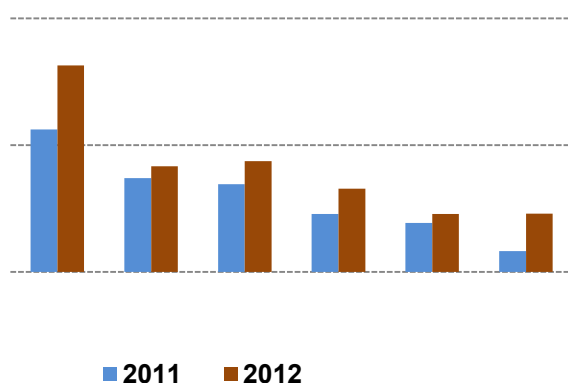
**Tableau 20 : Jugements rendus par les chambres correctionnelles des TGI selon la durée de la procédure**

Flagrants délits	Moins de 15 jours	15 jours à 1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	1 an et plus	Total
2010	1 250	1 559	2 080	453	103	76	5 521
2011	1 200	1 259	1 782	326	73	46	4 686
2012	1 446	1 515	1 571	255	54	100	4 941

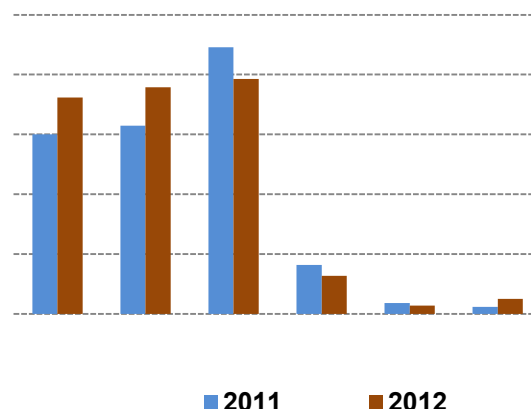
  

Citations directes	Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	1 an-2 ans	2 ans-3 ans	3 ans et plus	Total
2010	389	221	166	84	60	153	1 073
2011	337	222	208	137	116	49	1 069
2012	489	250	262	197	137	138	1 473

**Graphique 38 : Jugements correctionnels rendus par les TGI selon la procédure de citation directe par durée de la procédure (en mois)**



**Graphique 39 : Jugements correctionnels rendus par les TGI selon la procédure de flagrant délit par durée de la procédure (en jours)**



## Activités des cabinets d'instruction des tribunaux de grande instance

---

### Points saillants :

- Une hausse du nombre d'affaires nouvelles et une baisse du nombre d'affaires terminées en 2012;
- 50,4% des affaires terminées ont connu une durée de traitement de plus de 5 ans ;
- 11,7% des affaires en cours sont contre X.

### Commentaire général :

Les affaires nouvelles enregistrées dans les cabinets d'instruction, après une baisse continue de 18,8% en 2010 et de 16,2% en 2011, ont augmenté de 18,4% en 2012. Les affaires nouvelles de 2012 sont composées de 82,0% d'affaires criminelles et de 22,0% d'affaires correctionnelles.

Les affaires terminées, contrairement à 2011 où l'on avait enregistré une forte croissance de 116,2%, ont connu une baisse de 27,1% en 2012. Dans le même temps, le ratio des affaires terminées à l'instruction par rapport aux affaires nouvelles a baissé, passant de 125,6% en 2011 à 77,3% en 2012. La régression significative de ce ratio en 2012 pourrait s'expliquer par la hausse du nombre des affaires nouvelles et la baisse conséquente du nombre des affaires terminées. Il faut noter que malgré la baisse du ratio affaires terminées par affaires nouvelles au niveau national, des cabinets d'instruction comme ceux de Bobo-Dioulasso, de Ouahigouya et de Yako ont pu clôturer au moins le double des affaires qu'ils ont reçues au cours de la même année 2012. Ce ratio est supérieur de 200% dans ces trois juridictions. Cet effort pourrait être un gage de diminution du nombre très élevé du stock des affaires en cours dans les cabinets d'instruction.

Les affaires en cours d'instruction sont en perpétuelle croissance depuis 2002 excepté l'année 2011 où elles ont baissé de 2,4% par rapport à 2010. En 2012 le nombre des affaires en cours ont connu une hausse de 3,5%.

Cette hausse pourrait s'expliquer en partie par la diminution du ratio affaires nouvelles par affaires terminées qui passe de 125,6% en 2011 à 77,3% en 2012.

### Notes méthodologiques :

**Concepts :** Voir Glossaire en annexe.

**Part des affaires nouvelles (respectivement : affaires terminées, affaires en cours) selon leur nature :** Rapport entre le nombre d'affaires nouvelles (respectivement : affaires terminées, affaires en cours) d'une nature donnée et le nombre total d'affaires nouvelles (respectivement : affaires terminées, affaires en cours).

**Ratio affaires terminées par affaires nouvelles :** Rapport entre le nombre d'affaires terminées et le nombre d'affaires nouvelles.

**Proportion d'inculpés détenus au moins 12 mois :** Rapport entre le nombre de personnes mises en détention provisoire et libérées au cours de l'année dans la procédure d'instruction des affaires pour une durée d'au moins 12 mois et le nombre total de personnes libérées au cours de l'année qui étaient mises en détention provisoire dans la procédure d'instruction des affaires.

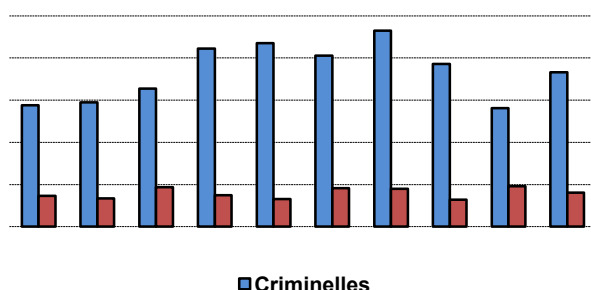
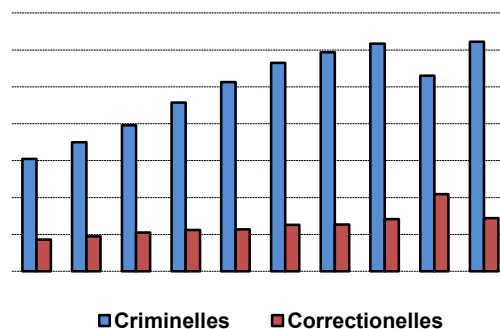
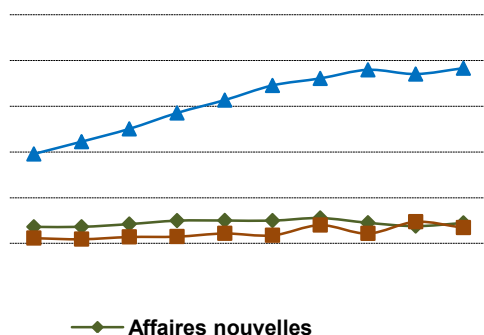
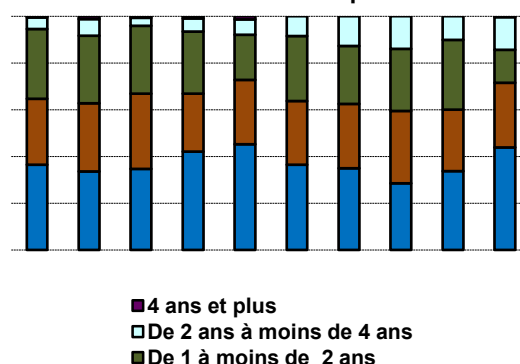
**Variation :** Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

### **Sources statistiques**

Registres d'instruction des cabinets d'instruction des TGI de 1995 à 2012.

**Tableau 21 : Affaires nouvelles, affaires terminées et affaires en cours d'instruction au 31/12**

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Affaires nouvelles	722	724	843	994	1 001	995	1109	900	754	893
Affaires terminées	232	186	283	299	438	355	801	438	947	690
Affaires en cours au 31/12	3 906	4 444	5 004	5 699	6 262	6 902	7 210	7 586	7 401	7 657

**Graphique 40 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles en instruction par type d'infraction****Graphique 41 : Evolution du nombre d'affaires en cours d'instruction par type d'infraction****Graphique 42 : Evolution des affaires nouvelles, affaires terminées et affaires en cours d'instruction au 31/12****Graphique 43 : Evolution de la répartition des inculpés selon la durée de détention préventive****Tableau 22 : Evolution des affaires nouvelles et affaires en cours d'instruction, du ratio Affaires terminées / Affaires nouvelles et du nombre d'inculpés détenus pendant plus de 12 mois dans la procédure d'instruction par TGI**

	Affaires nouvelles			Affaires terminées/ Affaires nouvelles			Affaires en cours			Inculpés détenus plus de 12 mois	
	Nombre	Variation en %/		En %			Nombre	Variation en %/		Nombre	%
	2012	2003	2011	2003	2011	2012	2012	2003	2011	2012	2012
<b>Ensemble</b>	<b>893</b>	<b>23,7</b>	<b>18,4</b>	<b>32,1</b>	<b>125,6</b>	<b>77,3</b>	<b>7657</b>	<b>96,0</b>	<b>3,5</b>	<b>204</b>	<b>28,5</b>
Banfora	33	-8,3	32,0	16,7	160,0	48,5	293	176,4	2,4	6	42,9
Bobo-Dioulasso	52	-42,2	-11,9	25,6	225,4	248,1	406	-23,8	-31,1	10	40,0
Bogandé	24	-	-4,0	-	56,0	29,2	151	-	7,1	5	35,7
Boromo	23	-	-28,1	-	71,9	191,3	121	-	-12,3	4	10,5
Dédougou	34	-32,0	9,7	90,0	41,9	82,4	257	-14,0	8,0	9	27,3
Diapaga	32	-	128,6	-	0,0	12,5	97	-	29,3	10	47,6
Diébougou	22	-	15,8	-	0,0	9,1	179	-	752,4	4	26,7
Djibo	14	-	27,3	-	100,0	50,0	106	-	15,2	3	37,5
Dori	24	26,3	-7,7	57,9	0,0	120,8	286	110,3	-4,0	1	5,0
Fada N'gourma	25	-30,6	-39,0	55,6	53,7	20,0	619	113,4	-1,7	40	59,7
Gaoua	20	-48,7	5,3	25,6	573,7	65,0	365	30,8	9,6	7	53,8
Kaya	21	-19,2	75,0	23,1	316,7	28,6	307	50,5	-21,3	9	37,5
Kongoussi	10	-	66,7	-	250,0	40,0	55	-	17,0	4	36,4
Koudougou	63	117,2	31,3	13,8	106,3	33,3	210	740,0	26,5	10	24,4
Léo	32	-	52,4	-	42,9	3,1	92	-	73,6	2	33,3
Manga	39	-	69,6	-	56,5	59,0	220	-	35,0	11	36,7
Nouna	18	-	-21,7	-	87,0	72,2	41	-	10,8	4	13,3
Orodara	20	-	33,3	-	73,3	15,0	48	-	65,5	2	7,7
Ouagadougou	268	-15,2	33,3	19,9	150,7	63,4	2721	87,8	3,2	45	22,7
Ouahigouya	15	-16,7	-28,6	200,0	138,1	200,0	125	-19,9	-15,5	5	50,0
Tenkodogo	57	-9,5	35,7	12,7	152,4	175,4	777	81,1	6,0	3	10,3
Tougan	9	-	-18,2	-	109,1	88,9	58	-	45,0	6	50,0
Yako	10	-	42,9	-	157,1	210,0	46	-	-17,9	2	16,7
Ziniaré	28	-	27,3	-	27,3	21,4	77	-	24,2	2	10,0

La durée moyenne pour terminer une affaire à l'instruction est environ de quatre ans et un mois (4 ans et 1 mois). On note que 50,4% de ces affaires ont connu une durée de traitement de plus de cinq (5) ans et 7,5% ont été traitées en moins d'un an.

Quant à la durée moyenne des affaires en cours d'instruction, elle est de trois (3) ans onze (11) mois et près de 50,5% sont en instruction depuis cinq (5) ans. Il faut souligner que 44,1% des affaires contre X sont en instruction depuis cinq (5) ans. Au regard de ces taux, on pourrait dire que la durée de traitement au niveau de l'instruction en 2012 reste quasiment inchangé.

Le nombre des inculpés détenus et mis en liberté provisoire en cours d'année, après une baisse en 2010 et en 2011, a connu une hausse en 2012. On enregistre précisément un taux de régression de ce nombre de 59,4% en 2010 par rapport à 2009 et de 12,26% en 2011 par rapport à 2010, contre un taux de croissance de 39,2% en 2012.

#### **Notes méthodologiques :**

**Concepts** : Voir Glossaire en annexe.

**Part des affaires nouvelles (respectivement : affaires terminées, affaires en cours) selon leur nature** : Rapport entre le nombre d'affaires nouvelles (respectivement : affaires terminées, affaires en cours) d'une nature donnée et le nombre total d'affaires nouvelles (respectivement : affaires terminées, affaires en cours).

**Ratio affaires terminées par affaires nouvelles** : Rapport entre le nombre d'affaires terminées et le nombre d'affaires nouvelles.

**Proportion d'inculpés détenus au moins 12 mois** : Rapport entre le nombre de personnes mises en détention provisoire et libérées au cours de l'année dans la procédure d'instruction des affaires pour une durée d'au moins 12 mois et le nombre total de personnes libérées au cours de l'année qui étaient mises en détention provisoire dans la procédure d'instruction des affaires.

**Variation** : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

#### **Sources statistiques**

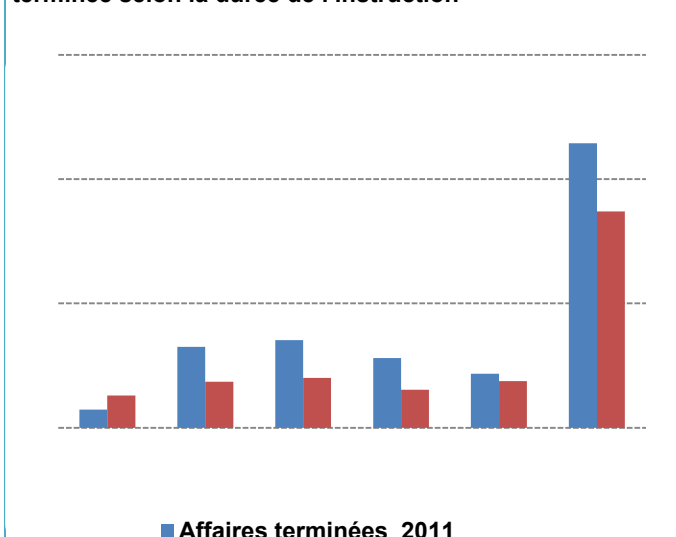
Registres d'instruction des cabinets d'instruction des TGI de 1995 à 2012.

**Tableau 23 : Affaires terminées en 2012, affaires en cours au 31 décembre 2012 et affaires contre X en cours au 31 décembre 2012 selon la durée de procédure**

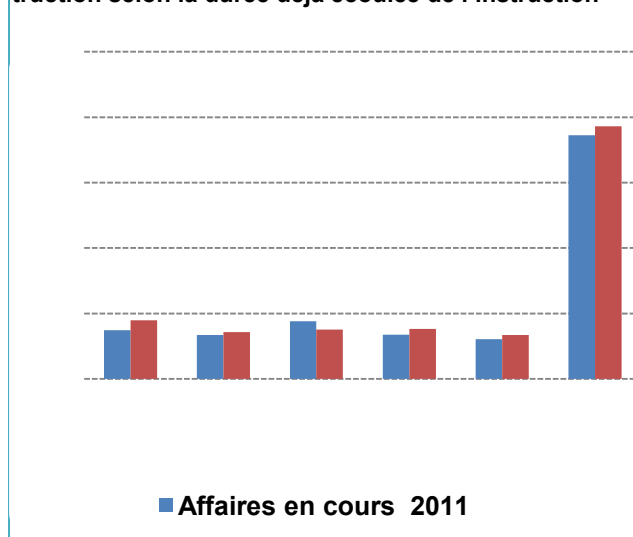
		Moins d'un an	De 1 an à moins de 2 ans	De 2 ans à moins de 3 ans	De 3 ans à moins de 4 ans	De 4 ans à moins de 5 ans	5 ans et plus	Total
Affaires terminées	2010	41	69	47	48	28	201	447
	2011	29	130	141	112	87	458	957
	2012	52	74	80	61	75	348	690
Affaires en cours	2010	811	1058	836	733	582	3455	7475
	2011	745	671	882	677	605	3726	7306
	2012	895	714	751	764	670	3863	7657
Affaires contre X en cours	2010	88	77	134	66	129	385	879
	2011	71	64	110	106	62	394	807
	2012	104	98	92	92	114	395	895

NB : le nombre d'affaires contre X est pris en compte dans les affaires en cours (X = personne inconnue)

**Graphique 44 : Nombre d'affaires dont l'instruction s'est terminée selon la durée de l'instruction**



**Graphique 45 : Nombre d'affaires en cours d'instruction selon la durée déjà écoulée de l'instruction**



## Activités des greffes des tribunaux de grande instance

---

### Points saillants :

- Une forte croissance de l'ensemble des activités des greffes en 2012;
- Une augmentation du nombre de certificats de nationalité délivrés en 2012 ;
- Une augmentation continue du nombre de bulletins n°3 de casier judiciaire délivrés depuis 2008.

### Commentaire général :

Les activités des greffes des tribunaux de grande instance dans l' ensemble, ont augmenté de 23,8% en 2012 par rapport à 2011. Cette forte croissance s'explique essentiellement par l'accroissement de 31,8% du nombre de bulletins n°3 du casier judiciaire et de 16,3% de celui du certificat de nationalité en 2012 par rapport à 2011.

Force est de constater que la forte hausse du nombre des bulletins n°3 du casier judiciaire au niveau national n'est pas homogène dans tous les TGI. Cette variation est positive dans tous les TGI excepté celui de Tougan où l'on constate une régression de 8,8% en 2012 par rapport à 2011. Elle est très remarquable dans les TGI de Koudougou (100,5%), Kongoussi (88,0%) et de Dori 70,7%, en 2012 par rapport à 2011. Par ailleurs, la délivrance des bulletins n°3 du casier judiciaire représente 60,7% de l'ensemble des actes délivrés par les greffes des TGI en 2012. Les greffes des TGI de Ouagadougou (27,0%), de Bobo Dioulasso (15,8%) et de Koudougou (10,0%) délivrent environ 52,8% de l'ensemble des bulletins n°3 du casier judiciaire au niveau national au cours de l'année 2012.

En 2012, le nombre de certificats de nationalité des personnes physiques et morales représente 36,0% des actes délivrés par les greffes des TGI. En outre, il a connu en 2012 une hausse de 16,3% après une baisse de 6,7% en 2011. Cette croissance est générale sur le territoire national excepté les greffes des TGI de Yako, de Fada N'gourma et Manga, où l'on observe une baisse respective de 54,3%, 13,0% et 5,7% en 2012 par rapport à 2011. Le TGI de Ouagadougou, à lui seul, a établi 33,5 % de l'ensemble des certificats de nationalité délivrés en 2012.

Outre ces deux activités majeures des greffes, les registres du commerce et du crédit mobilier (RCCM) et des certificats de non faillites représentent respectivement 0,6% et 1,2% de l'ensemble des actes délivrés par les greffes.

Les immatriculations au RCCM après une forte régression de 75,0% en 2011 par rapport à 2010 ont connu de nouveau une hausse de 15,4% en 2012. Les inscriptions des personnes morales bien qu'elles soient minoritaires, après une augmentation de 32,92% en 2010 par rapport à 2009, ont régressé respectivement de 91,1% et 44,8% en 2011 et en 2012.

### Notes méthodologiques :

**Concepts** : Voir Glossaire en annexe.

**Part des immatriculations au RCCM par type de personne** : Rapport entre le nombre d'immatriculations d'un type de personnes donné et le nombre total d'immatriculations au RCCM.

**Variation** : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

### Sources statistiques

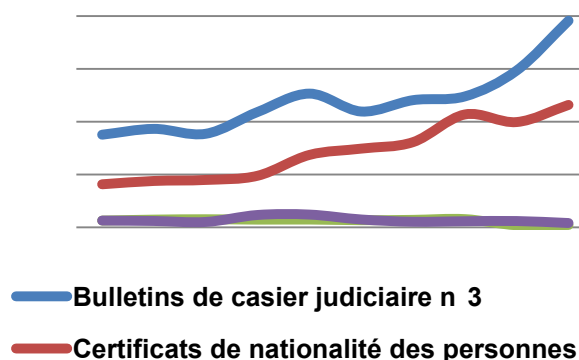
Registre du commerce et du crédit mobilier, divers autres registres du greffe des TGI.



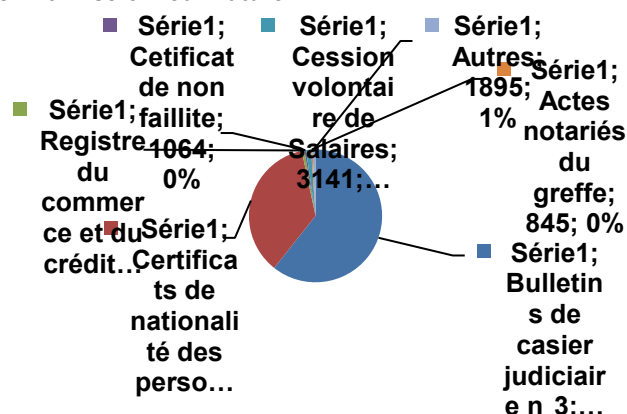
**Tableau 24 : Bulletins de casier judiciaire n°3 et certificats de nationalité de personnes délivrés, immatriculations au RCCM et cessions volontaire de salaires**

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Bulletins de casier judiciaire n°3	70 047	74 452	70 742	87 254	101 140	87 603	96 208	99 017	111 864	156 350
Certificats de nationalité des personnes	32 548	35 073	35 833	39 006	54 797	59 709	64 492	85 424	79 670	92 662
Registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM) dont	5 016	5 737	6 031	5 724	5 784	5 300	4 526	6 118	1 432	1 651
Personnes physiques	4 056	4 460	4 533	3 922	3 724	3 455	3 598	3 942	1 157	1 393
Personnes morales	487	537	597	699	677	763	811	1 078	96	53
Cession volontaire de salaires	5 011	4 709	3 974	9 305	9 602	5 853	4 114	4 515	4 668	3 141

**Graphique 46 : Evolution du nombre des principaux actes de greffes des TGI**



**Graphique 47 : Répartition des actes de greffe des TGI en 2012 selon leur nature**



**Tableau 25 : Evolution du nombre de bulletins de casier judiciaire n°3, de certificats de nationalité de personnes délivrés et d'immatriculations au RCCM par TGI**

	Bulletins de casier judiciaire			Certificats de nationalité			Immatriculations au RCCM		
	Nombre	Variation en % /		Nombre	Variation en % /		Nombre	Variation en % /	
	2012	2011	2003	2012	2003	2011	2012	2003	2011
<b>Ensemble</b>	<b>156 350</b>	<b>31,8</b>	<b>123,2</b>	<b>92 662</b>	<b>184,7</b>	<b>16,3</b>	<b>1 446</b>	<b>-68,2</b>	<b>15,4</b>
Banfora	4 611	58,0	123,8	2 585	206,6	23,9	67	52,3	-8,2
Bobo-Dioulasso	24 763	3,1	123,3	12 322	239,3	21,1	0	-100,0	-
Bogandé	1 502	54,4	-	548	-	62,1	17	-	-
Boromo	3 460	37,4	-	1574	-	10,6	31	-	3,3
Dédougou	4 660	60,0	-10,6	1816	31,2	25,9	73	30,4	49,0
Diapaga	1 644	47,3	-	578	-	43,4	15	-	25,0
Diébougou	2 287	8,5	-	977	-	24,8	36	-	157,1
Djibo	1 420	15,0	-	838	-	18,0	32	-	39,1
Dori	1 765	70,7	113,2	1 292	259,9	59,7	64	88,2	-11,1
Fada N'gourma	2 557	3,1	-15,5	1 434	38,3	-13,0	80	11,1	9,6
Gaoua	2 084	25,4	-1,9	1 003	80,1	40,9	74	-6,3	-16,9
Kaya	5 066	29,5	104,9	2 998	264,7	10,1	101	7,4	7,4
Kongoussi	1 312	88,0	-	1 167	-	89,1	57	-	78,1
Koudougou	15 689	100,5	190,4	5 422	-	8,1	145	-	39,4
Léo	1 444	61,7	-	985	-	55,1	29	-	107,1
Manga	3 769	36,1	-	2 110	-	-5,7	59	-	156,5
Nouna	1 759	78,4	-	937	-	77,5	22	-	10,0
Orodara	697	36,9	-	136	-	4,6	17	-	-45,2
Ouagadougou	4 2170	26,1	66,9	31 019	84,2	9,2	0	-100,0	-
Ouahigouya	8 782	40,1	36,6	4 358	120,3	31,7	175	-3,3	-
Tenkodogo	14 448	52,3	135,3	10 280	232,5	51,5	185	-7,5	25,0
Tougan	3 281	-8,8	-	1 572	-	15,2	33	-	3,1
Yako	3854	37,6	-	771	-	-54,3	38	-	35,7
Ziniaré	3326	33,4	-	5 940	-	4,3	96	-	14,3

### III.4. Tribunaux d'instance

#### Points saillants :

- Toutes les affaires nouvelles sont introduites par voie de saisine directe ;
- 2 mois 2 jours : temps moyen pour rendre une décision commerciale;
- 2 mois 3 jours : temps moyen pour rendre une décision civile ;
- 100% de décisions rédigées pour les affaires de simple police à Bobo-Dioulasso ;

#### Commentaire général :

L'ensemble des affaires nouvelles dans les tribunaux d'instance (y compris les contraventions) poursuit sa croissance avec 681 en 2012 contre 672 en 2011. Si les affaires nouvelles civiles et commerciales sont prédominantes en 2012, il faut noter que cette croissance est surtout liée aux affaires contraventionnelles qui, depuis 2009, ne cessent d'augmenter (55 en 2009, 113 en 2011 et 170 en 2012). En effet, ces affaires nouvelles sont composées de 36,0% d'injonction de payer, 39,1% d'affaires civiles et de 24,9% de contravention.

Concernant les décisions rendues (hors injonction de payer), on note dans l'ensemble des tribunaux d'instance, une croissance en 2012 de 37,4% par rapport à 2011. Les décisions rendues en matière civile et commerciale montrent une hausse de 52,2% par rapport à 2011 et de 162,0% par rapport à 2004. Cette augmentation est beaucoup remarquée au niveau du tribunal d'instance de Ouagadougou. Par nature, les décisions d'acceptation totale et partielle prennent le dessus avec 29,8% des décisions rendues. On peut noter par ailleurs que les radiations et les conciliations constituent respectivement 12,4% et 7,7% des décisions rendues.

Les décisions rédigées représentent 50,7% des décisions rendues. Elles ne prennent pas en compte les décisions pénales.

Le nombre de décisions rendues par magistrat a enregistré une croissance passant ainsi de 19,4 en 2011 à 34,5 en 2012. Au niveau du tribunal d'instance de Bobo-Dioulasso, on note 21,5 décisions rendues par magistrat et celui de Ouagadougou montre 41,0 décisions rendues par magistrat.

Les affaires nouvelles de simple police ont connu une augmentation en 2012 de 50,4% par rapport à 2011. Celles enregistrées par le TI de Ouagadougou ont plus que doublé. Les décisions rendues, quant à elles, ont crû de 66,1%. Toutes les décisions pénales rendues par le tribunal de simple police de Bobo-Dioulasso ont été rédigées, par contre celles de Ouagadougou sont rédigées à l'ordre de 54,3%.

On note que le temps moyen mis pour rendre une décision civile dans les tribunaux d'instance est de 2 mois 3 jours contre 2 mois 9 jours en 2011, et celui pour rendre une décision commerciale est de 2 mois 2 jours contre 2 mois 16 jours en 2011.

#### Notes méthodologiques :

**Concepts** : Voir Glossaire en annexe.

**Décisions rendues par magistrat** : Rapport entre le nombre de décisions rendues et le nombre de magistrats.

**Part d'affaires nouvelles par type** : Rapport entre le nombre d'affaires nouvelles d'un type donné et le nombre total d'affaires nouvelles.

**Part des décisions rendues par nature** : Rapport entre le nombre de décisions rendues d'une nature donnée et le nombre total de décisions rendues.

**Proportion de décisions rédigées** : Rapport entre le nombre de décisions rédigées et le nombre total de décisions rendues.

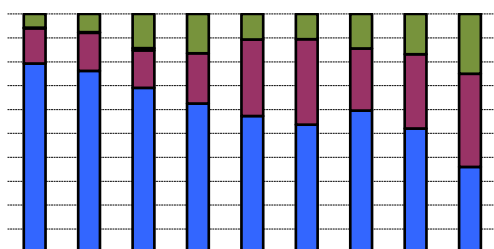
**Variation** : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

**Sources statistiques** : Rôles, plumitifs des audiences, registres des injonctions de payer, répertoires civils et commerciaux, répertoires de simple police.

**Tableau 26 : Affaires nouvelles, décisions rendues et jugements rendus par magistrat en matière civile et commerciale dans les tribunaux d'instance**

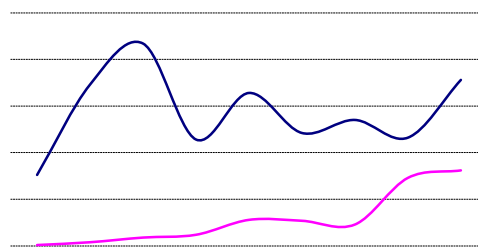
	Affaires nouvelles civiles et commerciales			Décisions rendues			Jugements rendus / magistrat		
	Nombre	Variation en % /		Nombre	Variation en % /		Nombre		
	2012	2004	2011	2012	2004	2011	2004	2011	2012
<b>Ensemble</b>	266	241,0	27,3	207	162,0	52,2	19,8	19,4	34,5
Bobo-Dioulasso	61	221,1	15,1	43	13,2	-2,3	19,0	22,0	21,5
Ouagadougou	205	247,5	31,4	164	300,0	78,3	20,5	18,4	41,0

Graphique 48 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles civiles et commerciales des TI selon leur nature



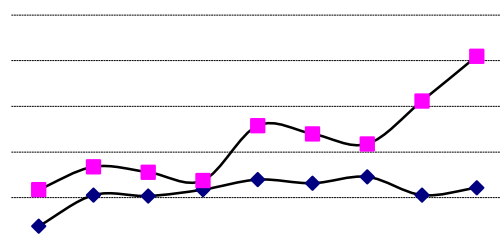
■ Contraventions pénales

Graphique 49 : Evolution du nombre de décisions rendues par les TI dans les affaires civiles et commerciales



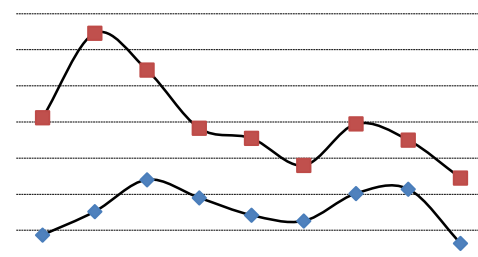
— Décisions sur le fond

Graphique 50 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles civiles et commerciales par TI



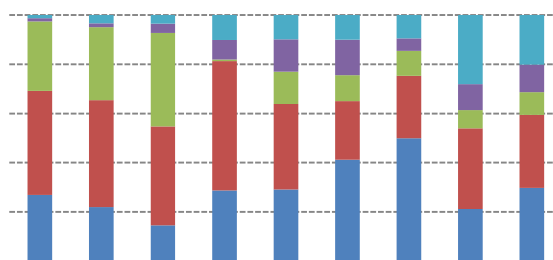
— Bobo dioulasso — Ouagadougou

Graphique 51 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles d'injonctions de payer par TI



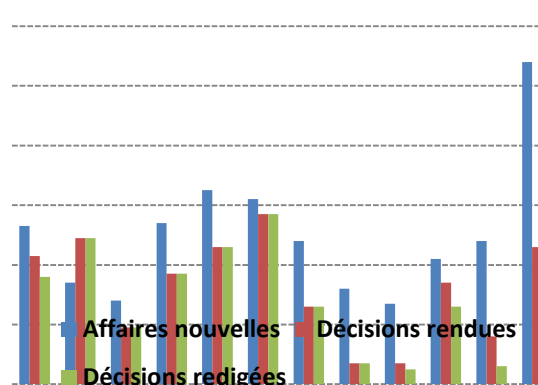
— Ouagadougou — Bobo dioulasso

Graphique 52 : Evolution de la répartition des décisions rendues par les TI en matière civile et commerciale selon leur nature



■ Acceptation totale  
■ Acceptation partielle  
■ Rejet

Graphique 53 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles, de décisions rendues et de décisions rédigées relatives aux affaires de simple police par TI



	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Affaires nouvelles	520	848	787	511*	554*	466*	577*	559*	511*
Décisions rendues	78	182	234	139*	213*	160*	158*	189*	259*
Proportion des décisions rédigées	15%	21,5%	29,7%	27,2%	38,4%	34%	27,4%	33,8%	50,7%
Temps moyen mis pour rendre une décision civile	-	-	-	-	-	-	-	-	2 mois 9jrs
Temps moyen mis pour rendre une décision commerciale	-	-	-	-	-	-	-	-	2 mois 16jrs

\*sans les contraventions

### III.5. Tribunaux de commerce

---

#### Points saillants :

- Un ratio décision rendue par affaire nouvelle de 86,8% ;
- Une proportion de décision rédigée de 98,2% ;
- Une amélioration du délai de traitement d'une affaire commerciale.

#### Commentaire général :

Le nombre des affaires nouvelles dans les tribunaux de commerce enregistre une augmentation, passant de 509 en 2011 à 590 en 2012. On note 43,1 % de référés contre 33,4% en 2011. Les décisions rendues quant à elles, donnent un nombre de 512 en 2012, contre 461 en 2011, avec respectivement 44,9% et 30,8% de décisions de référés.

Il faut noter que 98,2% des décisions rendues ont été rédigées au cours de l'année 2012. Si le ratio décisions rendues sur affaires nouvelles était de 90,6% en 2011, il est de 86,8% en 2012..

La répartition des décisions rendues présente 93,0% de type contradictoire, 4,5% de réputé contradictoire et 2,5% de décisions de type par défaut. La nature des décisions montre 32,2% de décisions d'acceptation totale, 26,8% de décisions d'acceptation partielle, 19,7% de rejet et 11,3% de nature autres (irrecevabilité, incompétence et désistement).

La durée moyenne de traitement des affaires dans les tribunaux de commerce est environs de 8 mois 2 jours. Elle connaît une légère amélioration par rapport à 2011, où elle était de 9 mois 6 jours. Par tribunal de commerce, elle est de 8 mois 22 jours à Ouagadougou et 4 mois 18 jours à Bobo-Dioulasso.

Les activités des greffes des tribunaux de commerce en 2012 donnent 5 106 immatriculations au RCCM contre 4173 en 2011, 896 modifications aux RCCM contre 1020 en 2011, 130 radiations contre 127 en 2011, 158 suretés mobilières contre 42 en 2011, et 16 990 certificats de non faillite et autres contre 14 569 en 2011.

#### Notes méthodologiques :

**Concepts** : Voir Glossaire en annexe.

**Décisions rendues par magistrat** : Rapport entre le nombre de décisions rendues et le nombre de magistrats.

**Part d'affaires nouvelles par type** : Rapport entre le nombre d'affaires nouvelles d'un type donné et le nombre total d'affaires nouvelles.

**Part des décisions rendues par nature** : Rapport entre le nombre de décisions rendues d'une nature donnée et le nombre total de décisions rendues.

**Proportion de décisions rédigées** : Rapport entre le nombre de décisions rédigées et le nombre total de décisions rendues.

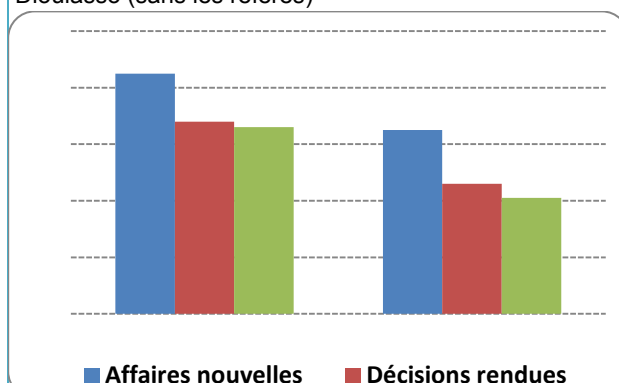
**Variation** : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

**Sources statistiques** : Rôles, plunitifs des audiences, registres des injonctions de payer, répertoires civils et commerciaux, répertoires de simple police.

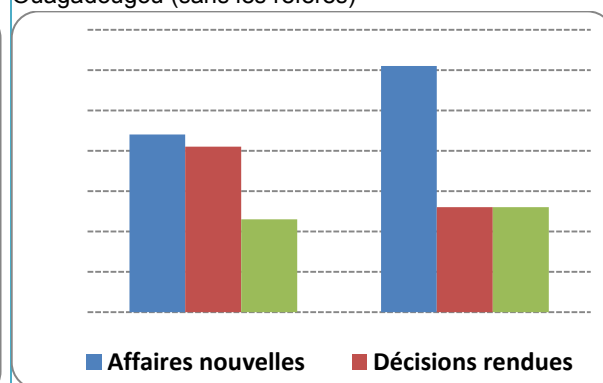
**Tableau 26** : Affaires nouvelles, décisions rendues et décisions rédigées dans les tribunaux de commerce

	Affaires ordinaires		Référés	
	2011	2012	2011	2012
Affaires nouvelles	339	336	170	254
Décisions rendues	319	282	142	230
Décisions rédigées	299	277	150	226
Proportion des décisions rédigées	93,7%	98,2%	105,6%	98,3%

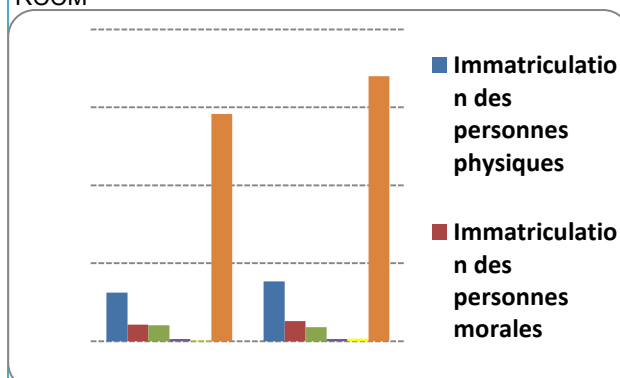
**Graphique 48** : Affaires nouvelles, décisions rendues et décisions rédigées par le tribunal de commerce de Bobo Dioulasso (sans les référés)



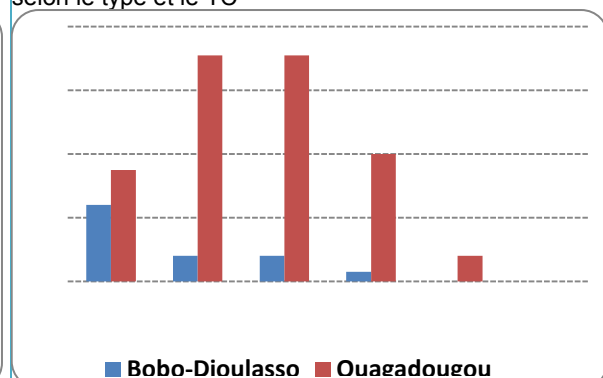
**Graphique 49** : Affaires nouvelles, décisions rendues et décisions rédigées par le tribunal de commerce de Ouagadougou (sans les référés)



**Graphique 50** : Répartition des activités relatives au RCCM



**Graphique 51** : Répartition des décisions commerciales selon le type et le TC



**Tableau 27** : Durée de traitement des affaires commerciales par tribunal de commerce

		Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins d'un an	De 1 an à moins de 2 ans	de 2 ans à moins de 3 ans	3 ans et plus
<b>Bobo-Dioulasso</b>	2011	39	20	9	0	0	0
	2012	24	8	8	3	0	0
<b>Ouagadougou</b>	2011	15	47	111	72	6	0
	2012	35	71	71	40	8	0

## III.6. Juridictions pour mineurs : Juges des enfants et Tribunaux pour enfants

### Points saillants :

- Une forte augmentation du nombre des affaires nouvelles et des décisions rendues relative aux mineurs en danger en 2012;
- Une baisse continue des décisions concernant les mineurs en conflit avec la loi enregistrées par les Juges des enfants depuis 2009;
- Aucune décision rendue par le TPE de Ouagadougou.

### Commentaire général :

Depuis leur ouverture, les tribunaux pour enfants connaissent un volume d'affaires très limité. En 2012, ils ont reçu au total 5 affaires dont quatre (4) affaires de crime et une (1) affaire contraventionnelle. Il ressort de ces données que quatre (4) de ces affaires sont enregistrées à Ouagadougou et une (1) à Bobo-Dioulasso.

Les décisions rendues quant à elles sont uniquement au nombre de deux (2). Elles ont été rendues par le TPE de Bobo-Dioulasso. Le nombre de décisions rendues par magistrat est de 0,5 pour Bobo-Dioulasso et de 0 pour Ouagadougou.

Les affaires nouvelles des juges des enfants relatives à la protection des mineurs en danger ont enregistré une forte croissance de 409,1% par rapport à 2011. On note 3 affaires à Bobo-Dioulasso et 53 affaires à Ouagadougou. Quant aux décisions rendues par rapport à ce type d'affaires, elles sont passées de 18 en 2011 à 96 en 2012, soit une augmentation significative de 433,3%. Cette augmentation est remarquable à Ouagadougou avec une croissance de 520%.

Les affaires relatives aux mineurs en conflit avec la loi des juges des enfants ont été, comme dans les années précédentes, les plus fréquentes. D'une part, une stabilité des affaires nouvelles et d'autre part, une baisse des décisions rendues au cours de l'année 2012. En effet, le nombre des affaires nouvelles est passé de 72 en 2011 à 73 en 2012, soit une croissance de 1,4%. Les décisions rendues ont connu une baisse de 20,3% entre 2011 et 2012. Comme à l'accoutumé, on relève un nombre de mineurs impliqués supérieur aux affaires nouvelles. Cela s'explique que dans une affaire donnée, on peut retrouver plusieurs mineurs qui y sont impliqués. En 2012 le nombre de mineurs en conflits avec la loi est de 87 alors qu'il était de 79 en 2011. Cependant, le nombre des « affaires en instruction au 31 décembre » varie en dents de scie depuis 2005. Il est de 29 en 2012 contre 20 en 2011. Le nombre moyen de décisions rendues par magistrat est de 8,5 pour Bobo-Dioulasso et de 15 pour Ouagadougou.

### Notes méthodologiques :

**Concepts** : Voir Glossaire en annexe.

**Décisions rendues par magistrat** : Rapport entre le nombre de décisions rendues et le nombre de magistrats.

**Part d'affaires nouvelles par type** : Rapport entre le nombre d'affaires nouvelles d'un type donné et le nombre total d'affaires nouvelles.

**Part des décisions rendues par nature** : Rapport entre le nombre de décisions rendues d'une nature donnée et le nombre total de décisions rendues.

**Variation** : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

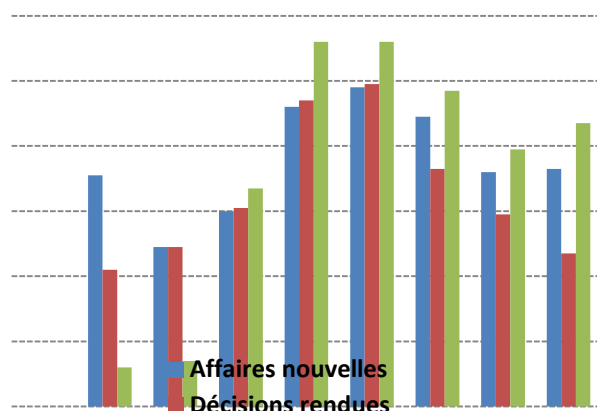
### Sources statistiques

Rôles, plumitifs des audiences, répertoires des jugements des JE et des TPE.

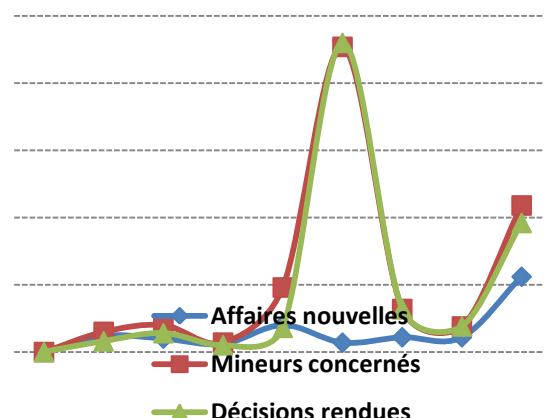
**Tableau 28 : Affaires nouvelles, décisions rendues et nombre de décisions rendues par magistrat dans les juridictions pour mineurs**

	Affaires nouvelles		Décisions rendues		Décisions rendues / magistrat	
	Nombre 2012	Variation en % / 2011	Nombre 2012	Variation en % / 2011	Nombre 2011	Nombre 2012
<b>Juge des enfants</b>	<b>73</b>	<b>1,4</b>	<b>47</b>	<b>-20,3</b>	<b>14,8</b>	<b>11,8</b>
Bobo-Dioulasso	23	-30,3	17	-37,0	13,5	8,5
Ouagadougou	50	28,2	30	-6,3	16,0	15,0
<b>Tribunaux pour enfants</b>	<b>5</b>	<b>-44,4</b>	<b>2</b>	<b>-87,5</b>	<b>2,3</b>	<b>0,2</b>
Bobo-Dioulasso	1	-75,0	2	-50,0	1,3	0,5
Ouagadougou	4	-20,0	0	-100,0	3,0	0,0

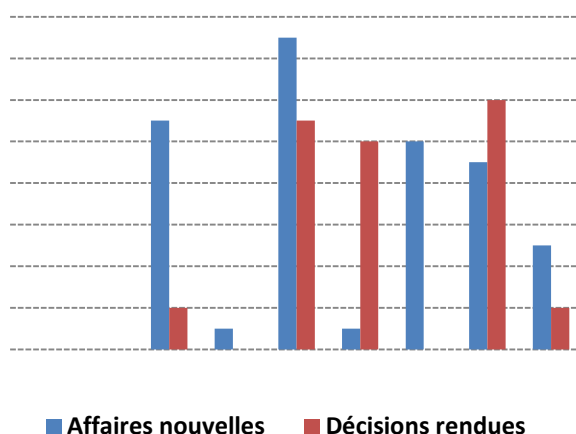
**Graphique 54 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles, de mineurs et de décisions rendues par les JE concernant les mineurs en conflit avec la loi**



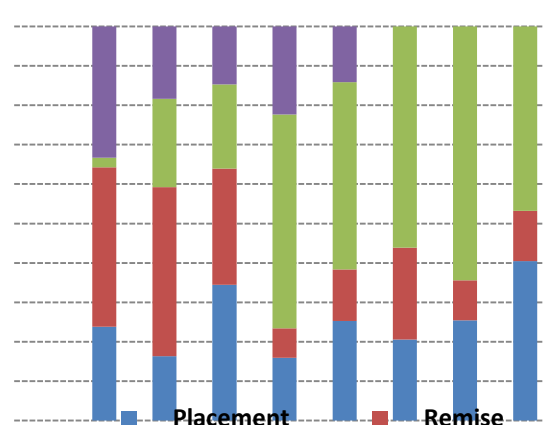
**Graphique 55 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles, de mineurs et de décisions rendues par les JE concernant les mineurs en danger**



**Graphique 56 : Evolution des affaires nouvelles et décisions rendues des tribunaux pour enfants**



**Graphique 57 : Evolution de la répartition selon la nature des décisions concernant les mineurs en conflit avec la loi rendues par les JE**



**Tableau 29 : Evolution du nombre d'affaires nouvelles enregistrées par les TPE**

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
<b>Affaires nouvelles</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>11</b>	<b>1</b>	<b>15</b>	<b>1</b>	<b>15</b>	<b>9</b>	<b>5</b>
Contraventions	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Délits	0	0	3	1	4	1	0	2	1
Crimes	0	0	8	0	11	0	15	7	4

### III.7. Tribunaux du travail

#### Points saillants :

- Une augmentation continue du nombre d'affaires nouvelles depuis 2004;
- Une régression progressive du ratio décision rendue par affaire nouvelle depuis 2003 ;
- 46,7 décisions rendues par magistrat du tribunal de travail en 2012.

#### Commentaire général :

Les affaires nouvellement entrées dans les tribunaux du travail ont atteint 1 404 soit une hausse de 46,0% et de 211,9% respectivement par rapport à 2011 et 2003. Ces variations sont remarquables dans le tribunal de travail de Koudougou qui présente une augmentation de 218, 4% par rapport à 2011 et de 403,2% par rapport à 2003.

Comme les années précédentes, le tribunal de travail de Ouagadougou a enregistré le plus grand nombre d'affaire. Cette juridiction a reçu 65,9% des affaires nouvelles des tribunaux du travail. Suivent les tribunaux de travail de Bobo et de Koudougou avec respectivement 19,9% et 14,1%.

La répartition des affaires nouvelles par nature montre une croissance du nombre par rapport à 2011 des affaires nouvelles de quelle que soit la nature. Ainsi il y a eu une croissance de 39,7% des ruptures de contrat, 43,6% des non paiements de salaire, de 200% des affaires de sécurité sociale. Par ailleurs, la première cause des litiges portés devant les tribunaux de travail est la rupture de contrat avec 49,4%. Suivi du non-paiement de salaire 21,2%.

Quant aux décisions rendues, une croissance de 15,2% est observée par rapport à 2011. Hors mis les radiations, 81,1% des décisions rendues sont des décisions sur le fond. Les décisions d'acceptation partielle sont majoritaires avec une proportion de 43,3% des décisions rendues (hors radiation).

La structuration des décisions rendues par type de comparution montre une prédominance des décisions contradictoires avec une proportion de 83,4% en 2012 contre 75,7% en 2011. Les décisions par défaut et réputées contradictoires ne représente que respectivement 9,2% et 7,4%.

Le ratio décision rendue par affaire nouvelle est en régression depuis 2003. Elle était de 83,3% en 2003, 81,7% en 2011 et seulement 55,0% en 2012. Le tribunal de travail de Ouagadougou enregistre la plus grande baisse du ratio passant de 86,9% en 2011 à 59,8% en 2012.

Le nombre moyen de jugements rendus par magistrat est en baisse depuis 2010. En effet, il est passé de 56,2 en 2010, à 51,5 en 2011 et à 46,7 en 2012. En moyenne, un juge du tribunal de travail de Koudougou a rendu 60 décisions au cours de l'année 2012, contre 54,4 pour un juge du tribunal de travail de Ouagadougou et 28 pour un juge du tribunal de travail de Bobo-Dioulasso.

La durée moyenne de traitement d'une affaire sociale dans les tribunaux de travail n'a pas sensiblement variée en 2012. Elle est de 1 an 2 mois contre 1 an 3 mois en 2011. 38% des décisions ont été rendues entre [1an; 2ans], 31,6% [6 mois ,1 an].

#### Notes méthodologiques :

**Concepts :** Voir Glossaire en annexe.

**Décisions rendues par magistrat :** Rapport entre le nombre de décisions rendues et le nombre de magistrats.

**Part d'affaires nouvelles par type :** Rapport entre le nombre d'affaires nouvelles d'un type donné et le nombre total d'affaires nouvelles.

**Part des décisions rendues par nature :** Rapport entre le nombre de décisions rendues d'une nature donnée et le nombre total de décisions rendues.

**Variation :** Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

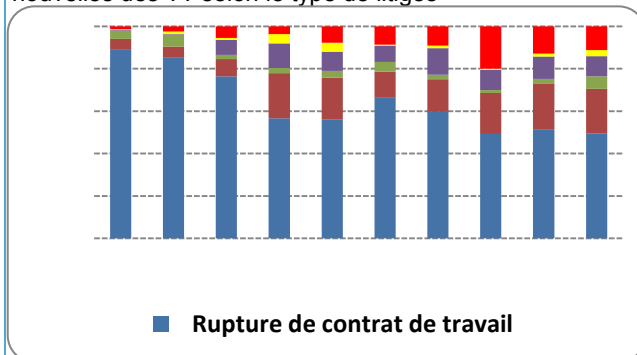
**Sources statistiques :** Rôles, plumitifs des audiences, répertoires des jugements des tribunaux du travail.



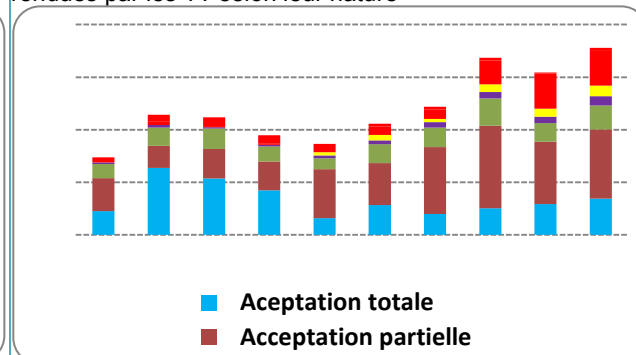
**Tableau 29 : Affaires nouvelles, décisions rendues et proportion de décisions rédigées par les tribunaux du travail**

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Affaires nouvelles	354	323	440	459	578	673	710	739	756	1 104
Décisions rendues (y compris radiations)	295	457	447	379	346	423	488	674	618	712
Proportion des décisions rédigées %	92,9	93,4	92,8	93,9	97,1	81,3	96,3	78,2	76,4	77,8
Temps moyen mis pour rendre une décision sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	1an 3mois	1 an 3mois

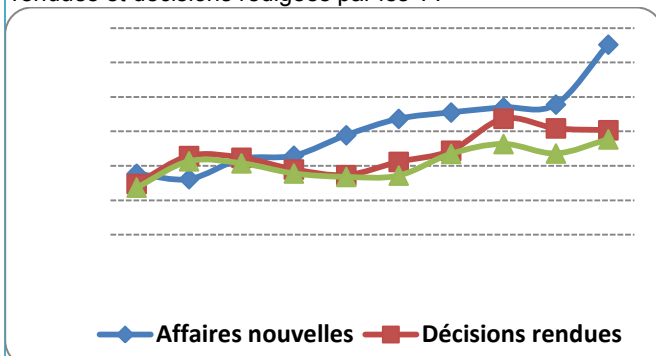
**Graphique 58 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles des TT selon le type de litiges**



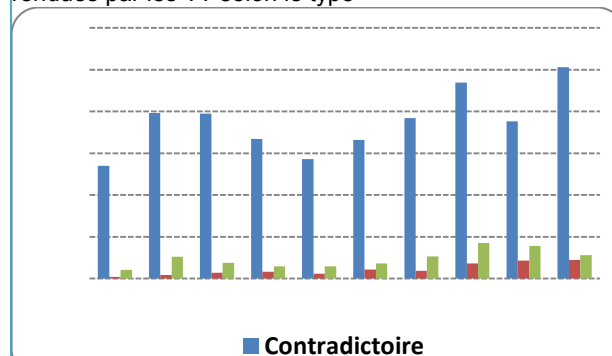
**Graphique 59 : Evolution de la répartition des décisions rendues par les TT selon leur nature**



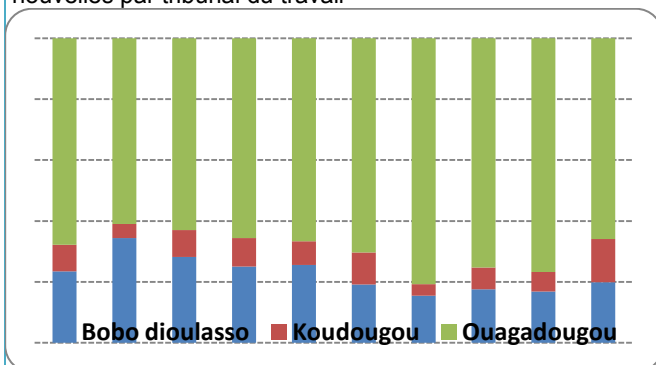
**Graphique 60 : Evolution des affaires nouvelles, décisions rendues et décisions rédigées par les TT**



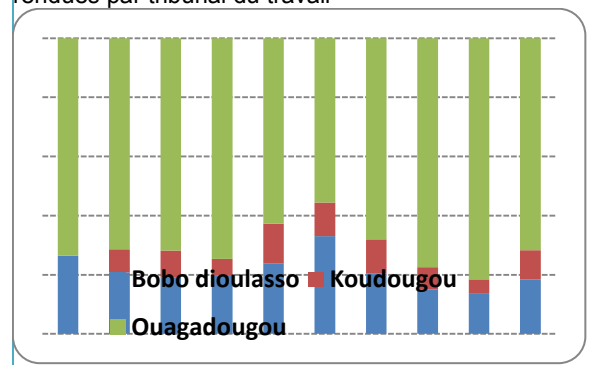
**Graphique 61 : Evolution de la répartition des décisions rendues par les TT selon le type**



**Graphique 62 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles par tribunal du travail**



**Graphique 63 : Evolution de la répartition des décisions rendues par tribunal du travail**



**Tableau 30 : Evolution des affaires nouvelles et des ratios *Décisions rendues/Affaires nouvelles* et *Décisions rendues par magistrat* dans les tribunaux du travail**

	Affaires nouvelles			Décisions rendues / Affaires nouvelles (en %)			Nombre de décisions rendues / Magistrat		
	Nombre	Variation /							
	2012	2003	2011	2003	2011	2012	2003	2011	2012
<b>Ensemble</b>	<b>1104</b>	<b>211,9</b>	<b>46,0</b>	<b>83,3</b>	<b>81,7</b>	<b>55,0</b>	<b>49,167</b>	<b>51,5</b>	<b>46,7</b>
Bobo-Dioulasso	220	165,1	73,2	94,0	66,9	50,9	78	28,3	28,0
Koudougou	156	403,2	218,4	0,0	59,2	38,5	-	29,0	60,0
Ouagadougou	728	203,3	25,5	90,4	86,9	59,8	43,4	63,0	54,4

## IV. Activités des juridictions de l'ordre administratif

---

### IV.1. Cour des comptes

---

#### Points saillants :

- Une baisse des comptes de gestion reçus en 2012 ;
- Aucun arrêt rendu relatif au contrôle juridictionnel en 2012;
- Une baisse du nombre de contrôle de gestion effectué en 2012.

#### Commentaire général :

Le nombre de comptes de gestion reçus par la cour des comptes est 344 en 2012 en régression de 13,8% contre une hausse de 70,5% en 2011. La régression se ressent plus sur les comptes de gestion reçus des entreprises publiques (-18,2%) et des collectivités territoriales (-16,1%). La répartition des comptes de gestion reçus en 2012 donne 74,1% des collectivités territoriales, 20,6% d'opérations de l'Etat, de et de 5,2% des entreprises publiques.

Quant aux décisions rendues en matière de contrôle juridictionnel, contrairement à 2011 où la Cour des Comptes a rendu 139 arrêts, aucune décision n'a été rendue en 2012.

Les activités de contrôle de la gestion sont peu nombreuses évoluent en dents de scie depuis 2009. Elles varient entre 2 et 13 par an. De 3 en 2010 elles ont atteint 8 en 2011 et redescendu à 5 en 2012. Le nombre de contrôles effectués par chambre a connu un changement dans l'ensemble. La Chambre chargée des opérations de l'Etat n'a effectué aucun contrôle, la chambre chargée du contrôle des entreprises publiques deux (2) contrôles et la chambre chargée du contrôle des collectivités territoriales trois(3) contrôles en 2012.

Les suites au contrôle de la gestion n'ont pratiquement pas évolué en 2012. Les référés restent au nombre de quatre (4) comme en 2011 et les lettres du premier président sont passées à 0 contre 1 en 2011.

#### Notes méthodologiques :

**Concepts** : Voir Glossaire en annexe.

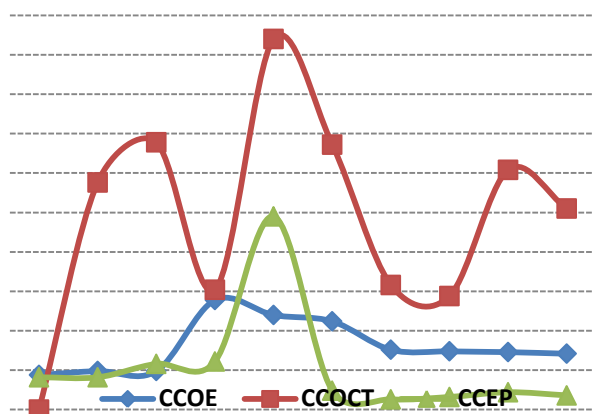
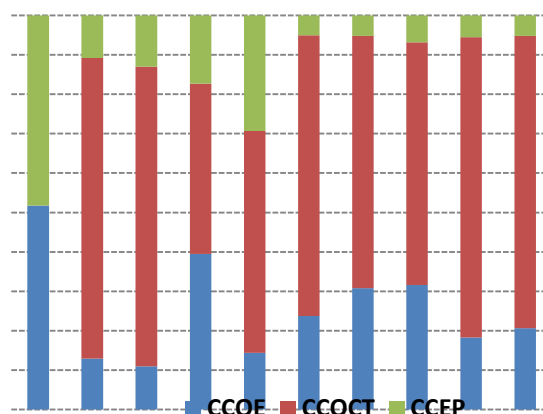
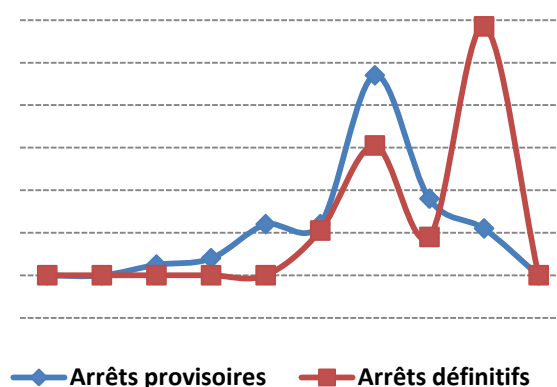
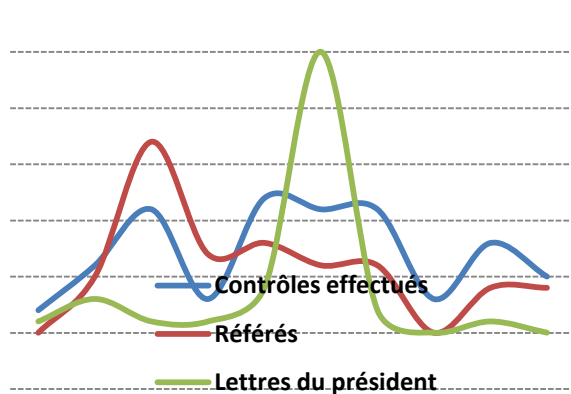
**Variation**: Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

#### **Sources statistiques**

Rôles du greffe central et des greffes de chambres, plunitifs des audiences de la Cour des comptes.

**Tableau 31 : Comptes reçus, arrêts rendus et contrôles de gestion effectués par la Cour des comptes**

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Comptes de gestion reçus	85	378	446	352	835	472	247	234	399	344
Arrêts provisoires	0	0	0	2	24	24	94	36	22	0
Arrêts définitifs	0	0	0	0	2	21	61	18	117	0
Contrôles de gestion effectués	2	6	11	3	13	11	11	3	8	5
Décision de référés	0	5	17	7	8	6	6	0	4	4
Lettres du président (décision)	1	3	1	1	4	25	2	0	1	0

**Graphique 64 : Evolution du nombre de comptes reçus par les différentes chambres de la Cour des comptes****Graphique 65 : Evolution de la répartition des comptes reçus par la Cour des comptes par chambre****Graphique 66 : Evolution du nombre d'arrêts rendus par la Cour des comptes suite au contrôle de comptes****Graphique 67 : Evolution du nombre de contrôles de gestion effectués et des décisions rendues****Tableau 32 : Evolution des comptes reçus par la Cour des comptes, du nombre d'arrêts rendus par compte reçu et du nombre de référés et lettres du président par contrôle effectué**

	Comptes reçus			Nombre d'arrêts rendus/ comptes reçus		Nombre de référés et lettres du président / contrôles effectués	
	Nombre	Variation (%) /					
	2012	2003	2011	2011	2012	2011	2012
Ensemble	344	304,7	-13,8	0,06	0,00	0,63	0,80
Chambre chargée du contrôle des opérations de l'Etat	71	61,4	-2,7	0,04	0,00	1,33	-
Chambre chargée du contrôle des collectivités territoriales	255	-	-16,1	0,00	0,00	0,50	2,00
Chambre chargée du contrôle des entreprises publiques	18	-56,1	-18,2	0,86	0,00	1,00	0,00

## IV.2. Conseil d'Etat

### Points saillants :

- Une augmentation de 83,0 % du nombre d'affaires nouvelles par rapport à 2011 ;
- Une proportion de 36,0% des affaires électorales ;
- Une augmentation du ratio décision rendue par affaire nouvelle
- 9 décisions rendues en moyenne par juge au Conseil d'Etat en 2012.

### Commentaire général

Le nombre des affaires nouvelles du Conseil d'Etat a presque doublé en 2012, soit 172 affaires nouvelles contre 94 en 2011. Les contentieux de la fonction publique croissent de (92,3%), les marchés publics de (8,3%), et le foncier de (23,3%). En outre, il y a 62 affaires de contentieux électoral 62 en 2012 dû évidemment aux élections couplées (municipales et législatives) de 2012.

La répartition des affaires nouvelles par type de contentieux en 2012 donne 36,0% de contentieux Electoral qui occupe la première place, 21,5% de contentieux Foncier, 14,5% de contentieux Fonction Publique, 7,6% de contentieux des Marchés Publics et 19,2% du contentieux « autres »,

Le nombre de décisions rendues suit la même tendance que les affaires nouvelles. En effet, elles ont connu une augmentation de 121,1% par rapport à 2011. Ce qui ramène le ratio décisions rendues par affaires nouvelles à 73,3% en 2012 contre 60,6% en 2011.

Comme toutes les années précédentes, on observe une domination des affaires jugées en appel avec 69,0%, suivie des affaires de saisine directe jugées avec 28 ,6% et enfin les affaires jugées en cassation 2,4%.

Les affaires jugées en appel ont cru en 2012 de 112,2%. Près de 55,2% sont des décisions de confirmation, 28,7% des décisions d'annulation et 16,1% autres décisions. Quant aux affaires de saisine directe jugées, elles connaissent une croissance de 260,0% et représentent 41,7% des décisions d'irrecevabilité et 38,9% de décisions de rejet.

Le nombre moyen de décisions rendues par magistrat connaît une nette amélioration au fil des années. De 1,1 en 2003 et de 4,1 en 2011, on se retrouve avec 9,0 en 2012. Cette forte progression en 2012 est due certainement aux affaires électorales dont les délais sont courts et bien déterminés.

### Notes méthodologiques :

**Concepts** : Voir Glossaire en annexe.

**Décisions rendues par affaire nouvelle** : Rapport entre le nombre de décisions rendues et le nombre d'affaires nouvelles.

**Décisions rendues par magistrat** : Rapport entre le nombre de décisions rendues et le nombre de magistrats.

**Part des décisions rendues par nature** : Rapport entre le nombre de décisions rendues d'une nature donnée et le nombre total de décisions rendues.

**Part des décisions rendues par type de saisine** : Rapport entre le nombre de décisions rendues suite à un type de saisine donné et le nombre total de décisions rendues.

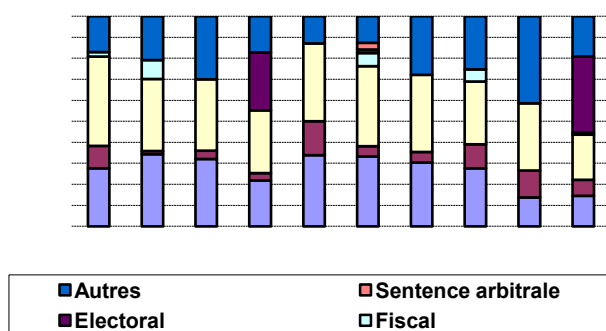
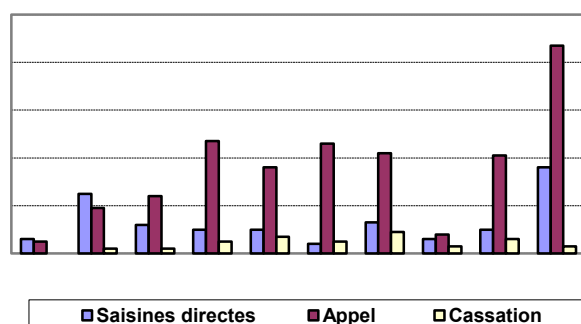
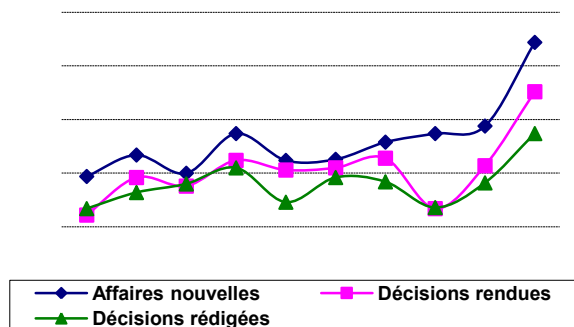
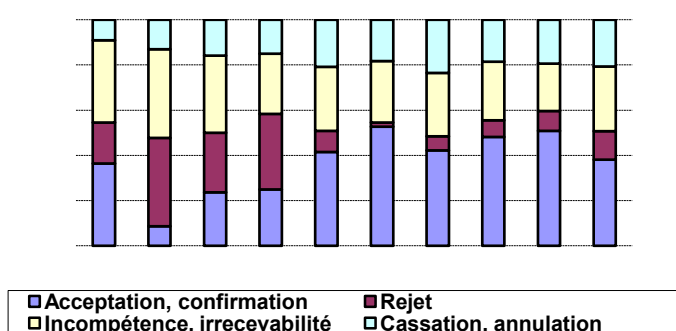
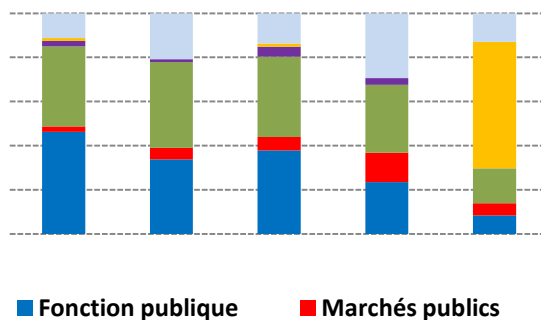
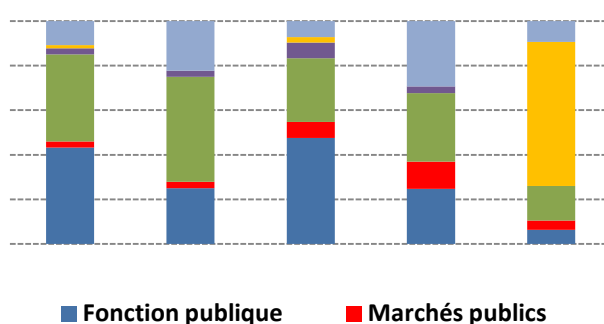
**Variation**: Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

### **Sources statistiques**

Rôles du greffe central et des greffes de chambres, plunitifs des 'audiences du Conseil d'Etat.

**Tableau 33 : Affaires nouvelles et décisions rendues par le Conseil d'Etat**

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
<b>Affaires nouvelles</b>	<b>47</b>	<b>67</b>	<b>50</b>	<b>87</b>	<b>62</b>	<b>63</b>	<b>79</b>	<b>87</b>	<b>94</b>	<b>172</b>
<b>Ensemble des décisions rendues</b>	<b>11</b>	<b>46</b>	<b>38</b>	<b>62</b>	<b>53</b>	<b>55</b>	<b>64</b>	<b>27</b>	<b>57</b>	<b>126</b>
Décisions rendues pour jugement en saisine directe	6	25	12	10	10	4	13	6	10	36
Décisions rendues pour jugement en appel direct	5	19	24	47	36	46	42	18	41	87
Décisions rendues pour arrêts en cassation	0	2	2	5	7	5	9	3	6	3

**Graphique 68 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles du CE selon le type de contentieux****Graphique 69 : Evolution des affaires jugées par le Conseil d'Etat selon la nature de la saisine****Graphique 70 : Evolution des affaires nouvelles, décisions rendues et décisions rédigées au CE****Graphique 71 : Evolution de la répartition des décisions rendues par le CE selon leur nature****Graphique 72 : Répartition des affaires nouvelles reçues en par le Commissariat du gouvernement du CE****Graphique 73 : Répartition des conclusions rendues par le Commissariat du gouvernement du CE****Tableau 34 : Evolution des affaires nouvelles et des ratios Décisions rendues/Affaires nouvelles et Décisions rendues par magistrat au Conseil d'Etat**

	Affaires nouvelles			Décisions rendues / Affaires nouvelles (en %)			Nombre de décisions rendues par magistrat		
	Nombre	Variation en %		2003	2011	2012	2003	2011	2012
<b>Ensemble</b>	<b>172</b>	<b>266,0</b>	<b>83,0</b>	<b>19,1</b>	<b>60,6</b>	<b>73,3</b>	<b>1,1</b>	<b>4,1</b>	<b>9,0</b>
Fonction publique	25	92,3	92,3	69,2	130,8	92,0	-	-	-
Marchés publics	13	160,0	8,3	0,0	33,3	61,5	-	-	-
Foncier	37	85,0	23,3	0,0	60,0	59,5	-	-	-
Fiscal	2	100,0	-	0,0	-	0,0	-	-	-
Electoral	62	-	-	-	-	88,7	-	-	-
Sentence arbitrale	0	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	33	312,5	-15,4	0,0	41,0	54,5	-	-	-

## IV.3. Tribunaux administratifs

### Points saillants :

- Forte augmentation des affaires nouvelles en 2012;
- Forte augmentation des décisions rendues en 2012 ;
- Domination des affaires du contentieux électoral en 2012 ;
- 77,6% de décisions rédigées en 2012.

### Commentaire général

Les affaires nouvelles dans les tribunaux administratifs ont connu une très forte augmentation en 2012. De 194 en 2011, elles sont passées à 434 en 2012. Cette situation s'explique par le nombre d'affaires électorales enregistrées (127) et la croissance des affaires nouvelles relatives aux autres contentieux.

La classification suivant les types de contentieux des affaires nouvelles montre que 29,3% sont des affaires électorales, 27,4% d'affaires de foncier, 16,4% de fonction publique, 14,1 % de marchés publics, 9,7% des autres. Les affaires de foncier qui ont toujours occupé le premier rang depuis 2007 cèdent leur place aux affaires électorales.

Les décisions rendues par les tribunaux administratifs présentent une augmentation de près de 149,6% par rapport à 2011. Cela s'explique par les décisions sur les contentieux électoraux. La répartition selon la nature donne principalement 23,7% de décisions de rejet, 19,9% de décisions d'acceptation totale, 17,7% de décisions d'irrecevabilité.

La proportion des décisions rédigées par rapport aux décisions rendues dans l'ensemble des tribunaux administratifs a cru, passant de 68,5% en 2011 à 77,6% en 2012. Le tribunal administratif de Ouagadougou présente un ratio de 78,9% de décisions rédigées par décisions rendues tandis que celui de Bobo-Dioulasso est à 72,7%.

Les affaires nouvelles enregistrées par les commissaires du gouvernement des tribunaux administratifs ont connu une croissance en 2012 de 95,4% par rapport à 2011. Cette augmentation s'aligne dans la même logique que celle observée dans les greffes des tribunaux administratifs. Elle est plus remarquable pour le contentieux fonction publique (62,2%) et celui électoral.

Le temps moyen mis pour rendre un jugement en matière administrative est toujours de 1 an 4 mois en 2012 malgré le nombre de décisions en matière électorale rendues. En effet, 11,9% ont été traitées dans l'intervalle de moins de trois (3) mois, 2,1% dans l'intervalle de trois (3) à six (6) mois, 18,7% dans l'intervalle de six (6) mois à un (1) an, 49,2% dans l'intervalle d'un (1) à deux (2) ans et 17,6% dans l'intervalle de 2 à 3 ans.

### Notes méthodologiques :

**Concepts** : Voir Glossaire en annexe.

**Décisions rendues par affaire nouvelle** : Rapport entre le nombre de décisions rendues et le nombre d'affaires nouvelles.

**Part des affaires nouvelles par type de contentieux** : Rapport entre le nombre d'affaires nouvelles d'un type donné de contentieux et le nombre total d'affaires nouvelles.

**Part des décisions rendues par nature** : Rapport entre le nombre de décisions rendues d'une nature donnée et le nombre total de décisions rendues.

**Part des décisions rendues par type de saisine** : Rapport entre le nombre de décisions rendues suite à un type de saisine donné et le nombre total de décisions rendues.

**Proportion de décisions rédigées** : Rapport entre le nombre de décisions rédigées et le nombre total de décisions rendues.

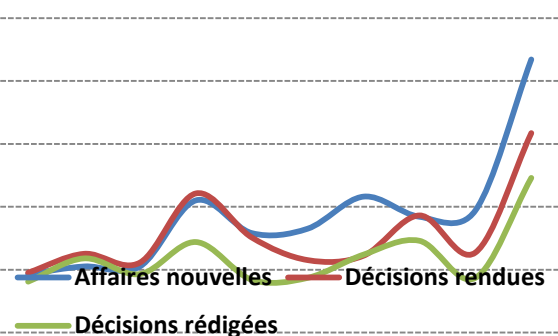
**Variation** : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

**Sources statistiques** : Registres d'entrée et répertoires des greffes des tribunaux administratifs.

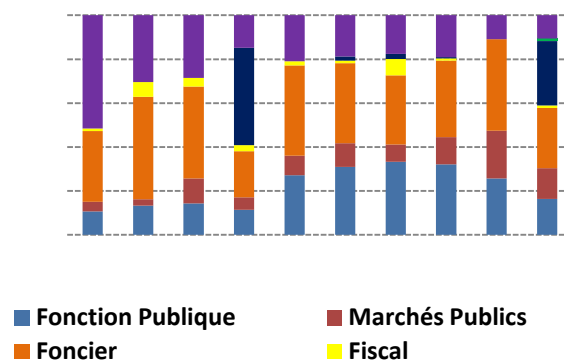
**Tableau 35 : Affaires nouvelles, décisions rendues et proportion de décisions rédigées par les TA**

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Affaires nouvelles	93	105	105	210	158	165	216	184	194	434
Décisions rendues	95	125	111	221	151	115	122	186	127	317
dont Décisions sur le fond	42	65	60	130	72	51	67	103	73	179
% de Décisions sur le fond	44,2%	52,0%	54,1%	58,8%	47,7%	44,3%	54,9	55,4	57,5	56,5
Proportion de décisions rédigées	85,3%	94,4%	83,8%	64,7%	55,6%	75,7%	101,6%	78,5%	68,5%	77,6%
Temps moyen mis pour rendre une décision dans les TA	-	-	-	-	-	-	-	-	1 an 4 mois	1 an 4 mois

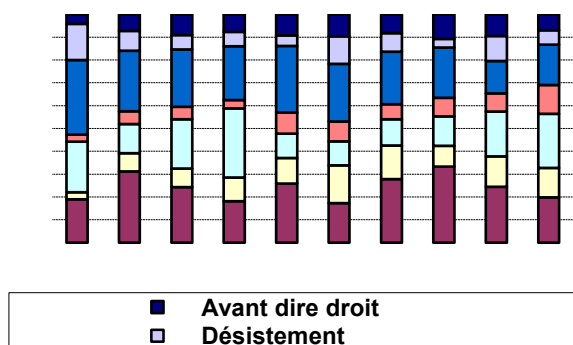
**Graphique 74 : Evolution des affaires nouvelles, décisions rendues et décisions rédigées des TA**



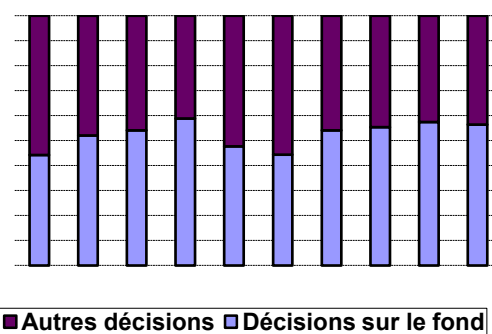
**Graphique 75 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles des TA selon le type de contentieux**



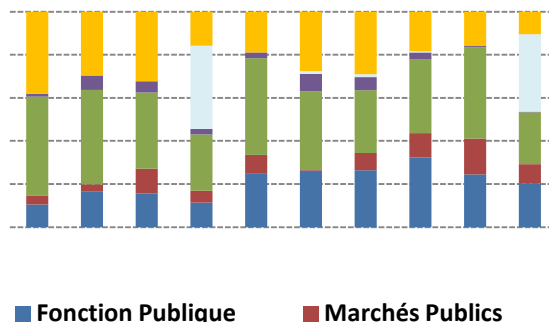
**Graphique 76 : Evolution de la répartition des décisions rendues par les TA selon leur nature**



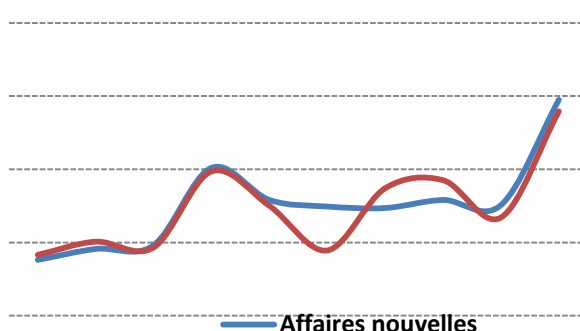
**Graphique 77 : Evolution de la répartition des décisions rendues par les TA**



**Graphique 78 : Evolution de la répartition des affaires nouvelles reçues par les commissariats du gouvernement des TA selon le type de contentieux**



**Graphique 79 : Evolution des affaires nouvelles et des conclusions rendues par les commissariats du gouvernement des TA**



**Tableau 36 : Evolution des affaires nouvelles et des ratios Décisions rendues/Affaires nouvelles et Décisions rédigées/Décisions rendues par TA**

	Affaires nouvelles			Décisions rendues / Affaires nouvelles (en %)			Décisions rédigées / Décisions rendues (en %)		
	Nombre	Variation en % /		2003	2011	2012	2003	2011	2012
Ensemble	434	366,7	123,7	102,2	65,5	65,5	85,3	68,5	77,6
Bobo-Dioulasso	43	87,0	43,3	65,2	73,3	73,3	0,0	50,0	72,7
Ouagadougou	262	413,7	107,9	139,2	55,6	55,6	108,5	64,3	78,9
Autres tribunaux	129	578,9	239,5	47,4	92,1	92,1	44,4	60,0	77,1

## V. Etablissements pénitentiaires

### V.1. Nombre de détenus et occupation des EP au 31/12

#### Points saillants :

- 43,9% de surpopulation carcérale en 2012;
- Une augmentation de la capacité d'accueil en 2012 ;
- Une baisse considérable du nombre des Ordres de Mise à Disposition(OMD).

#### Commentaire général :

L'effectif des détenus au 31 décembre 2012 dans les établissements pénitentiaires (EP)avoisine celui de l'année 2011. En effet, le nombre de détenus a baissé de quatre (4) personnes soit un pourcentage de -0,08% au 31 décembre 2012 par rapport au 31 décembre 2011. Les contrastes existent cependant d'un établissement pénitentiaire à un autre. On constate les plus forts taux de croissance dans les EP de Diapaga (22,4%), Ziniaré (28,0%), Manga (47,2%), Orodara (56,5%) tandis que les EP de Tenkodogo (-17,1%), Baporo (-18,8%) et Nouna (-24,1%) ont enregistré les plus fortes baisses.

Le taux d'occupation de l'ensemble des EP marque toujours une amélioration. De 159,4% en 2010, il est passé à un taux de 149,1% en 2011 et 143,9% en 2012 . Ceci est dû à l'augmentation à nouveau de la capacité d'accueil de 120 places. La surpopulation carcérale reste cependant une réalité dans la quasi-totalité des EP. Les taux d'occupation les plus élevés (supérieur à 250%) ont été enregistré dans les EP de Bobo-Dioulasso, Ouagadougou et Fada N'gourma.

La situation carcérale des détenus par catégorie a connu des changements dont les plus remarquables ont été constatés au niveau des prévenus et des OMD. Le nombre de prévenus est passé de 522 à 615 soit une augmentation de 17,8% et celui des OMD de 262 à 67soit une baisse de 74,4% (en 2012 par rapport à 2011). La proportion des détenus en entente de jugement par rapport à l'ensemble des détenus est en baisse (37,3% en 2011 et 34,8% en 2012)

Le ratio détenus/GSP continue de diminuer, passant de 5,1 détenus pour 1 GSP en 2011 à 4,2 détenus pour 1 GSP en 2012. Ce ratio était de 11,7 en 2003.

#### Notes méthodologiques :

**Concepts** : Voir Glossaire en annexe.

**Détenus par GSP** : Rapport entre le nombre de détenus au 31 décembre de l'année et le nombre de personnels de la garde de sécurité pénitentiaire en service.

**Part des détenus d'une catégorie donnée** : Rapport entre le nombre de détenus d'une catégorie donnée (prévenus, inculpés ou condamnés) et le nombre total de détenus au 31 décembre.

**Taux d'occupation** : Rapport entre le nombre de détenus et le nombre de places théoriques disponibles (capacité d'accueil) au 31 décembre.

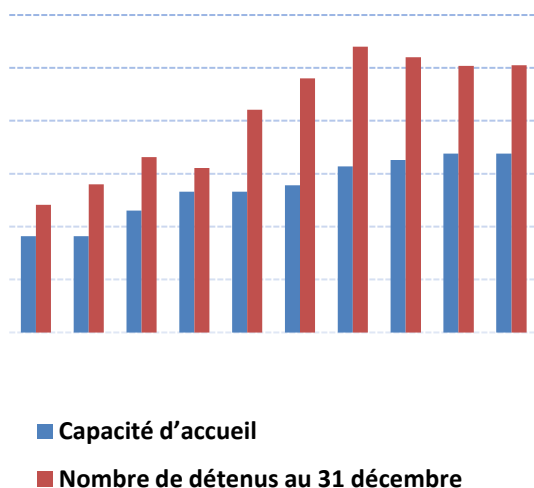
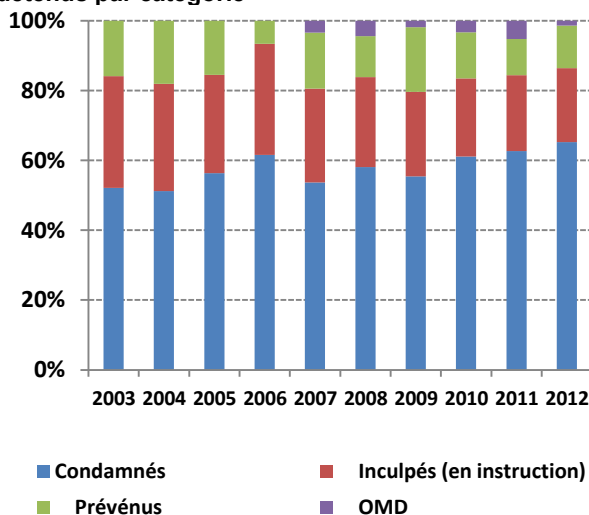
**Variation**: Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

**Sources statistiques** Registres d'entrée, registres des prévenus, registres des inculpés, registres des condamnés, registres de sortie, rapports moraux mensuels.



**Tableau 37 : Effectif des détenus par catégorie et proportion de détenus en attente de jugement au 31/12**

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
<b>Ensemble des détenus</b>	<b>2 414</b>	<b>2 799</b>	<b>3 315</b>	<b>3 108</b>	<b>4 207</b>	<b>4 801</b>	<b>5 400</b>	<b>5 198</b>	<b>5 039</b>	<b>5 035</b>
Détenus en attente de jugement	1 155	1 366	1 448	1 195	1 947	2 013	2 410	2 019	1 880	1 751
Inculpés (en instruction)	772	862	936	990	1 131	1 240	1 328	1 160	1 096	1 069
Prévenus	383	504	512	205	674	563	1 000	689	522	615
OMD	-	-	-	-	142	210	82	170	262	67
Condamnés	1 259	1 433	1 867	1 913	2 260	2 788	2 990	3 179	3 159	3 284
% de détenus en attente de jugement	47,8	48,8	43,7	38,4	46,3	41,9	44,6	38,8	37,3	34,8

**Graphique 80 : Evolution du nombre de détenus et de la capacité d'accueil des EP****Graphique 81 : Evolution de la répartition des détenus par catégorie****Tableau 38 : Evolution de l'effectif des détenus, de l'occupation des EP et du rapport Détenus/GSP**

	Détenus			Occupation des établissements pénitentiaires				Détenus / GSP		
	Effectif au 31/12 2012	Variation en % /		Capacité d'accueil en 2012	Taux d'occupation au 31/12 en %			Nombre au 31/12		
		2003	2011		2003	2011	2012	2003	2011	2012
<b>Ensemble</b>	<b>5035</b>	<b>108,6</b>	<b>-0,08</b>	<b>3500</b>	<b>132,6</b>	<b>149,1</b>	<b>143,9</b>	<b>11,7</b>	<b>5,1</b>	<b>4,2</b>
Banfora	211	-	14,1	120	-	154,2	175,8	-	5,4	5,3
Baporo	39	11,4	-18,8	80	43,8	60,0	48,8	3,9	1,8	1,2
Bobo-Dioulasso	477	10,4	-2,1	180	240,0	270,6	265,0	8,3	4,8	3,8
Bogandé	128	-	2,4	120	-	104,2	106,7	-	4,8	4,0
Boromo	145	-	0,7	120	-	120,0	120,8	-	4,4	4,7
Dédougou	176	-18,1	12,1	120	179,2	130,8	146,7	9,3	4,1	4,5
Diapaga	120	-	22,4	120	-	81,7	100,0	-	3,5	3,2
Diébougou	79	-	9,7	120	-	60,0	65,8	-	3,8	3,0
Djibo	115	-	9,5	120	-	87,5	95,8	-	4,6	3,4
Dori	132	57,1	-6,4	120	70,0	117,5	110,0	8,4	3,8	3,8
Fada N'gourma	315	131,6	-4,0	120	113,3	273,3	262,5	8,0	9,6	9,0
Gaoua	135	-24,6	17,4	150	119,3	76,7	90,0	10,5	3,7	3,8
Kaya	212	71,0	-5,4	120	103,3	186,7	176,7	7,3	5,5	5,7
Kongoussi	67	-	-9,5	120	-	61,7	55,8	-	2,8	2,2
Koudougou	192	46,6	-5,0	120	102,2	168,3	160,0	7,7	4,7	4,6
Léo	125	-	0,0	120	-	104,2	104,2	-	5	3,6
Manga	234	-	47,2	120	-	132,5	195,0	-	8,4	7,3
Nouna	41	-	-24,1	120	-	45,0	34,2	-	2,8	1,3
Orodara	72	-	56,5	120	-	38,3	60,0	-	1,6	2,3
Ouagadougou	1439	88,6	-6,3	570	133,9	269,5	252,5	7,6	7,1	7,3
Ouahigouya	111	-25	1,8	120	123,3	90,8	92,5	21,1	2,7	2,8
Tenkodogo	243	45,5	-17,1	120	139,2	244,2	202,5	8,4	7,7	5,3
Tougan	77	-	-6,1	120	-	68,3	64,2	-	3,4	2,4
Yako	45	-	-6,3	120	-	-	37,5	-	2,7	1,6
Ziniaré	105	-	28,0	120	-	68,3	87,5	-	3,7	2,8

# Caractéristiques des entrées dans les établissements pénitentiaires

## Points saillants :

- Une augmentation de 7,5% du nombre d'entrées dans les EP en 2012 ;
- Des détenus nouvellement entrés dans les EP au cours de l'année 2012 relativement jeunes (moins de 40 ans) et en majorité de sexe masculin.

## Commentaire général :

Le nombre d'entrées dans l'ensemble des EP a connu une évolution de sens contraire par rapport à l'année 2011. Il a ainsi augmenté de 7,5% au cours de l'année 2012 après avoir baissé successivement en 2010 et en 2011. Les EP ayant enregistré une forte augmentation sont ceux de Manga (31,0%), Orodara (44,6%), Ziniaré (50,4%) et Tenkodogo (54,4%) tandis que ceux enregistrant une forte baisse sont Djibo (-18,1%) et Ouahigouya (-19,0%).

La répartition des détenus nouvellement entrés dans les EP au cours de l'année 2012 selon la tranche d'âge est restée invariable par rapport aux années précédentes. La tranche d'âge de 25 à moins de 39 ans a connu le plus grand effectif soit près de la moitié des détenus entrés (48%). S'en suivent les tranches d'âge de 18 à moins de 24 ans et de 40 ans et +] avec respectivement 28% et 18% des entrées. La tranche d'âge de 13 à 17 ans (mineurs) vient en dernière position avec 6%.

La moyenne d'âge des personnes entrées dans les EP au cours de l'année 2012 a faiblement évolué. Elle est passée de 31,1 ans en 2011 à 31,7 ans en 2012 d'où une augmentation de sept (7) mois.

Les entrées en 2012 réparties selon le sexe marquent une nette prédominance des hommes sur les femmes (97,5% contre 2,5%). La proportion des personnes entrées de sexe masculin dans les EP en 2012 reste approximativement identique à celle de 2011 (97,3%). Celle des personnes de sexe féminin tend toujours en baisse (2,7% et 2,5% respectivement en 2011 et 2012).

## Notes méthodologiques :

**Concepts** : Voir Glossaire en annexe.

**Proportion des entrées d'une tranche d'âge donnée** : Rapport entre le nombre des entrées d'une tranche d'âge donnée et le nombre total des entrées au cours d'une année.

**Proportion des entrées d'un sexe donné** : Rapport entre le nombre des entrées de sexe masculin ou de sexe féminin et le nombre total d'incarcérés au cours d'une année.

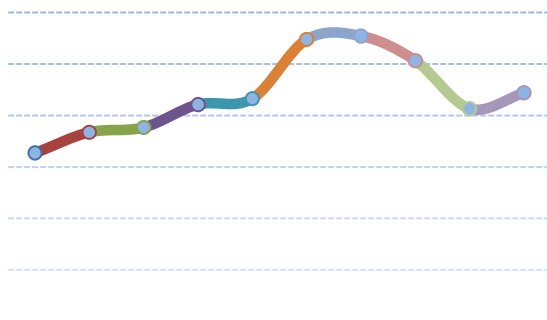
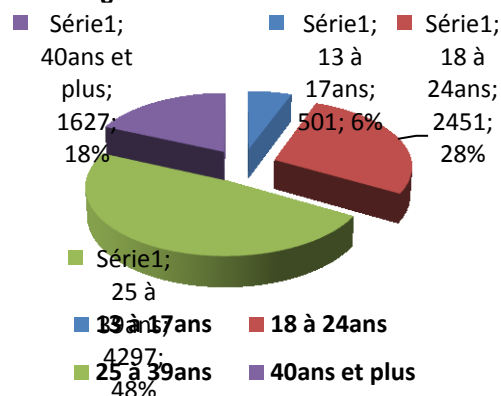
**Variation** : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

## Sources statistiques

Registres des entrées

**Tableau 39 : Incarcérations dans les établissements pénitentiaires selon le sexe et la classe d'âge**

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
<b>Ensemble des entrées</b>	<b>6 540</b>	<b>7 342</b>	<b>7 528</b>	<b>8 418</b>	<b>8 645</b>	<b>10 945</b>	<b>11 077</b>	<b>10122</b>	<b>8257</b>	<b>8876</b>
Répartition des entrées selon le sexe										
Hommes	6 419	7 160	7 368	8 210	8376	10 658	10 672	9813	8032	8653
Femmes	121	182	160	208	269	287	405	309	225	223
Répartition des entrées selon l'âge										
13 à 17ans	281	271	296	394	470	702	716	540	483	501
18 à 24ans	2 012	2 523	2 405	2 840	2694	3 399	3 049	2842	2412	2451
25 à 39ans	3 177	3 339	3 552	3 865	4009	5 285	5 648	4979	4007	4297
40ans et plus	1 070	1 209	1 275	1 319	1472	1 559	1664	1761	1355	1627
Age moyen (en années)	31,0	31,1	31,1	30,6	31,1	30,3	30,9	31,4	31,1	31,7

**Graphique 82 : Evolution du nombre total d'entrées dans les EP****Graphique 83 : Répartition des entrées dans les EP par tranche d'âge au 31/12/2012****Tableau 40 : Evolution du nombre d'entrées dans les établissements pénitentiaires**

	Nombre d'entrées dans les EP										Variation en % de 2012 /	
	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2003	2011
<b>Ensemble</b>	<b>6 540</b>	<b>7 342</b>	<b>7 528</b>	<b>8 418</b>	<b>8 645</b>	<b>10 945</b>	<b>11077</b>	<b>10122</b>	<b>8257</b>	<b>8876</b>	<b>35,7</b>	<b>7,5</b>
Banfora	-	-	194	260	324	266	354	335	303	312	-	3,0
Baporo	32	64	69	47	82	77	-	86	59	76	137,5	28,8
Bobo-Dioulasso	1 001	986	1 072	990	859	1 144	957	926	672	640	-36,1	-4,8
Bogandé	-	-	131	235	284	230	358	292	310	375	-	21,0
Boromo	-	-	-	263	295	342	441	348	298	298	-	0,0
Dédougou	580	477	465	305	283	299	355	293	227	286	-50,7	26,0
Diapaga	-	-	-	40	140	182	182	241	251	263	-	4,8
Diébougou	-	-	-	-	-	-	-	-	173	163	-	-5,8
Djibo	-	-	-	-	-	-	173	159	199	163	-	-18,1
Dori	210	233	206	261	256	333	400	298	244	280	33,3	14,8
Fada N'gourma	389	493	390	406	440	524	635	533	465	502	29,0	8,0
Gaoua	567	462	493	396	415	420	444	363	225	241	-57,5	7,1
Kaya	315	478	309	364	449	556	506	431	366	396	25,7	8,2
Kongoussi	-	-	53	237	204	242	197	155	114	136	-	19,3
Koudougou	363	560	559	516	420	424	585	545	292	343	-5,5	17,5
Léo	-	-	-	-	-	141	315	235	244	291	-	19,3
Manga	-	-	37	315	405	448	402	296	271	355	-	31,0
Nouna	-	-	-	-	-	-	64	118	107	113	-	5,6
Orodara	-	-	-	-	-	-	117	119	92	133	-	44,6
Ouagadougou*	2 268	2 653	2 475	2 562	2 494	4 075	3054	2974	2264	2173	-4,2	-4,0
Ouahigouya**	411	413	414	321	406	405	495	378	273	221	-46,2	-19,0
Tenkodogo	404	523	577	745	742	679	853	793	450	695	72,0	54,4
Tougan	-	-	84	155	147	158	190	204	185	192	-	3,8
Yako	-	-	-	-	-	-	-	-	52	47	-	-9,6
Ziniaré	-	-	-	-	-	-	-	-	121	182	-	50,4

\* Y compris Ziniaré(exception de 2011 et 2012)

\*\* Y compris Yako(exception de 2011 et 2012)

## V.2. Caractéristiques des prévenus

### Points saillants :

- Une croissance de la proportion des prévenus sur l'ensemble des détenus entre 2011 et 2012 ;
- Une hausse de la durée moyenne de détention préventive en 2012 par rapport à 2011 ;
- Une forte proportion des prévenus détenus pour crimes et délits contre les biens.

### Commentaire général :

Le pourcentage des prévenus par rapport à l'ensemble des détenus a augmenté en 2012 par rapport à 2011 (respectivement 10,4% et 12,2%). Ce pourcentage était cependant en baisse en 2010 et en 2011.

La proportion des prévenus par rapport aux détenus en attente de jugement a également connu une hausse de 34,8% en 2012 contre 27,8% en 2011. La plus importante proportion des prévenus a été enregistrée en 2009 prenant plus de 40% des détenus en attente de jugement. Celle des détenus en attente de jugement sur l'ensemble des détenus se situe à 35% en 2012 contre 37,3% en 2011.

La répartition des prévenus selon le sexe en 2012, montre, à l'instar des années précédentes, une prédominance des prévenus de sexe masculin (98,7%). ce taux était de 99% en 2011. L'âge moyen des détenus prévenus reste pratiquement le même que celui des années antérieures (29 ans 4 mois en 2011 et 30 ans en 2012). . La proportion des prévenus mineurs augmente d'année en année (5,4% en 2010, 7,3% en 2011 et 8,9% en 2012).

L'analyse des prévenus selon les catégories d'infractions pour lesquelles ils ont été mis en cause en 2012 présente la même répartition qu'en 2011. Cette répartition classe en première place la catégorie d'infraction pour crimes et délits contre les biens (70,4%). S'en suivent les crimes et délits contre les particuliers avec 18,2%, les crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs avec 6,0%, les crimes et délits contre la chose publique avec 4,6% et les infractions en matière d'armes et de munitions avec 0,8%. Une comparaison par rapport aux proportions de l'année précédente montre une hausse des prévenus dans toutes les catégories d'infractions.

La durée moyenne de la détention préventive est passée de 1 mois 15 jours en 2011 à 1 mois 27 jours en 2012 soit une détention de 12 jours de plus que celle de 2011. En 2009 cette durée de détention préventive était en moyenne de 2 mois 3 jours. Elle a été moins longue pendant deux ans (2010 et 2011) avant de connaître une hausse en 2012. Plus de 34% des prévenus étaient en détention pour une durée de moins de 15 jours et plus de 80% pour une durée de moins de 2 mois. Le taux des prévenus dont la durée de détention est plus longue (>1 ans) est de 3,6%.

### Notes méthodologiques :

**Concepts** : Voir Glossaire en annexe.

**Proportion des prévenus d'une tranche d'âge donnée** : Rapport entre le nombre de prévenus d'une tranche d'âge donnée et le nombre total de prévenus au cours d'une année.

**Proportion des prévenus d'un sexe donné** : Rapport entre le nombre de prévenus de sexe masculin ou de sexe féminin et le nombre total de prévenus au cours d'une année.

**Proportion des prévenus d'une catégorie d'infractions donnée** : Rapport entre le nombre de prévenus détenus principalement pour une catégorie d'infractions donnée et le nombre total de prévenus à la fin de l'année

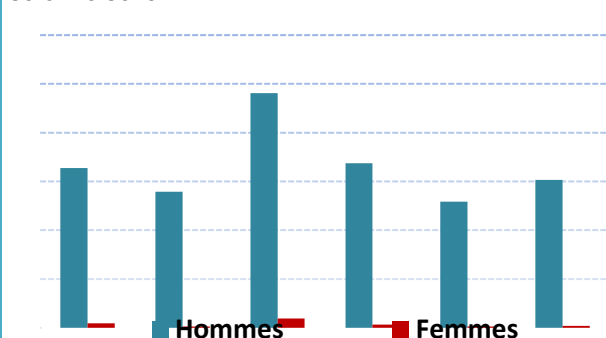
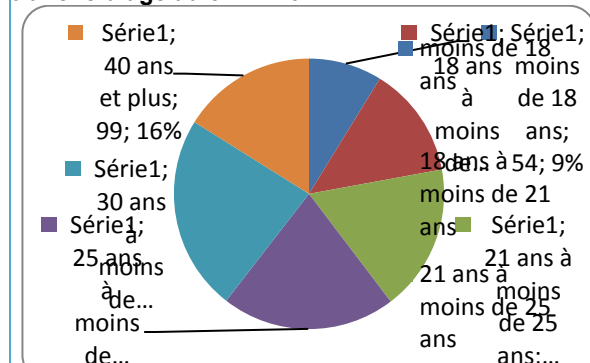
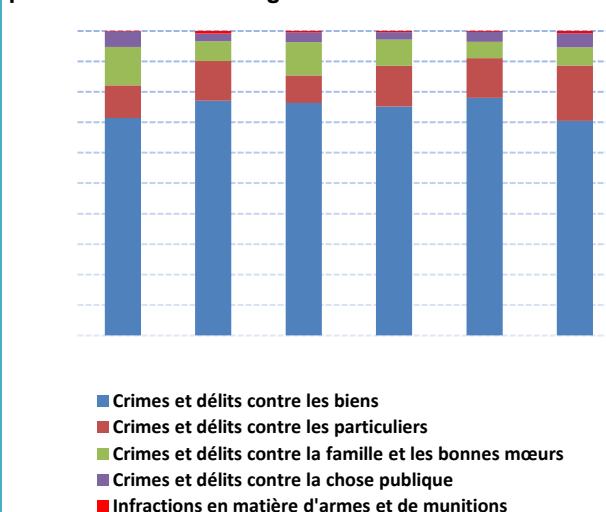
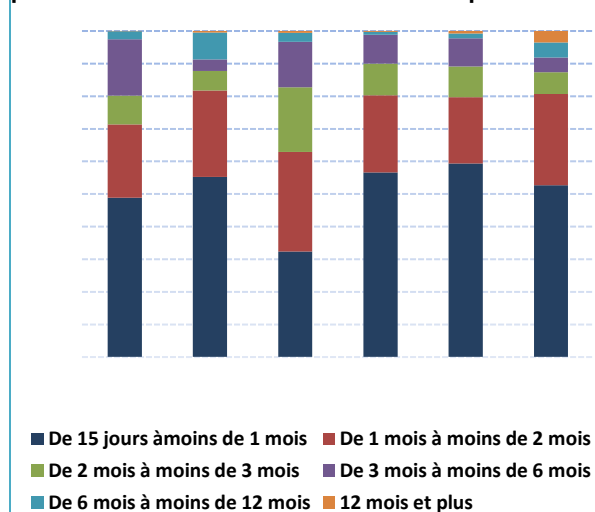
**Variation** : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

### Sources statistiques

Registres des prévenus

**Tableau 41 : Prévenus selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infraction et la durée de la détention préventive**

	2007	2008	2009	2010	2011	2012
<b>Ensemble des prévenus</b>	<b>674</b>	<b>563</b>	<b>1000</b>	<b>689</b>	<b>522</b>	<b>615</b>
Répartition selon le sexe						
Hommes	655	558	962	675	517	607
Femmes	19	5	38	14	5	8
Répartition selon l'âge						
moins de 18 ans	47	43	49	37	38	54
18 ans à moins de 21 ans	84	77	137	105	58	82
21 ans à moins de 25 ans	147	107	208	126	109	108
25 ans à moins de 30 ans	177	139	266	157	120	128
30 ans à moins de 40 ans	136	125	244	171	141	144
40 ans et plus	83	72	96	93	56	99
Age moyen (en années)	29,0	28,5	29.3	29.7	29,4	30,0
Répartition selon la catégorie de l'infraction						
Crimes et délits contre les biens	481	434	763	518	407	433
Crimes et délits contre les particuliers	72	73	91	92	68	112
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	85	37	109	59	28	37
Crimes et délits contre la chose publique	34	14	31	17	17	28
Infractions en matière d'armes et de munitions	2	5	6	3	2	5
Répartition selon la durée de détention préventive						
Moins de 15 jours -			-	-	-	213
De 15 jours à moins de 1 mois	329	311	323	390	310	111
De 1 mois à moins de 2 mois	152	149	306	163	106	172
De 2 mois à moins de 3 mois	59	34	198	67	49	41
De 3 mois à moins de 6 mois	117	20	140	61	45	28
De 6 mois à moins de 12 mois	16	46	27	6	8	28
Plus de 12 mois	1	3	6	2	4	22
Durée moyenne de détention préventive (en mois)	1,8	1,8	2.1	1.4	1,5	1,9

**Graphique 84 : Evolution de l'effectif des prévenus selon le sexe****Graphique 85 : Répartition des prévenus selon la tranche d'âge au 31/12/2012****Graphique 86 : Evolution de la répartition des prévenus selon la catégorie d'infraction****Graphique 87 : Evolution de la répartition des prévenus selon la durée de la détention préventive**

### V.3. Caractéristiques des inculpés

---

#### Points saillants :

- Une diminution progressive du nombre d'inculpés dans les EP au 31/12/ 2012 par rapport au 31/12/2011 ;
- Une prédominance des inculpés de sexe masculin en 2012 ;
- Une croissance de la proportion des inculpés détenus pour crimes et délits contre les particuliers au 31/12/2012;
- Une baisse de la durée moyenne de la détention préventive au 31/12/2012.

#### Commentaire général :

La proportion des inculpés par rapport à l'ensemble des détenus marque encore une légère baisse passant de 21,8% de détenus en 2011 à 21,2% de détenus en 2012. Ceci s'explique par une variation en baisse du nombre des inculpés dans son ensemble . Ainsi, l'effectif des détenus inculpés est passé de 1096 en 2011 à 1069 en 2012 soit une décroissance de 2,5%. Cette baisse est cependant moins forte que celle enregistrée au 31 décembre de l'année 2011 (5,5%). Les plus fortes baisses ont été constatées dans les MAC de Fada N'gourma (-42,3%), Yako (-42,9%), Nouna (-43,5%) et Dori (-46,4%). Tandis que les hausses les plus fortes sont enregistrées dans les MAC de Diapaga (72,0%), Banfora (75,9%), Orodara (100,0%) et Léo (142,9%).

La répartition des inculpés selon le sexe est restée relativement stable par rapport aux années précédentes. Ainsi plus de 95% des inculpés sont de genre masculin. Le nombre de femmes inculpées est resté identique à celui de l'année antérieure (30). Celui des hommes marque une faible baisse (1066 en 2011 et 1039 en 2012).

L'âge moyen des inculpés, après avoir connu une baisse en 2011 par rapport à 2010, s'est accru à nouveau avec une moyenne de 33,3 ans contre une moyenne de 32,6 ans en 2011. L'évolution de cette moyenne d'âge est presque stationnaire depuis 2003 où elle était à 31,8 ans.

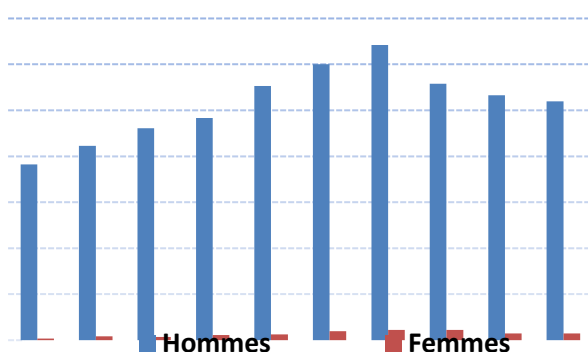
La structure par tranche d'âge des inculpés n'a pratiquement pas changée entre la période de 2003 à 2012. La tranche d'âge [25-39 ans] regroupe 56% des détenus inculpés. La tranche d'âge [18-24ans] vient en deuxième position avec 22% des détenus inculpés suivie de la tranche [40 ans et +] avec un pourcentage de 20. La proportion des mineurs reste la plus faible avec 2% des détenus inculpés. Contrairement aux années antérieures le nombre de mineurs n'a pas varié entre 2011 et 2012.

La proportion des inculpés de moins de 25 ans a connu une légère hausse en passant de 20,8% en 2011 à 23,7% en 2012. En 2009, cette proportion était à hauteur de 27,6%.

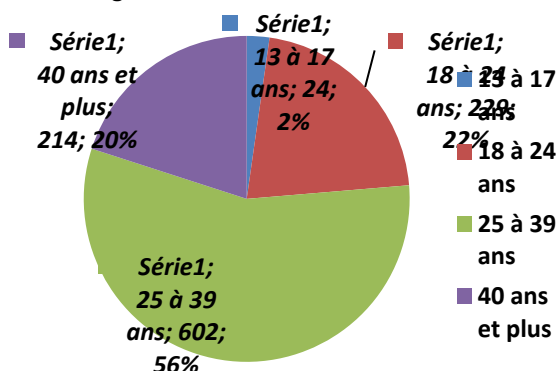
**Tableau 42 : Effectif des inculpés selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infraction et la durée de la détention préventive**

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
<b>Ensemble des inculpés</b>	<b>772</b>	<b>862</b>	<b>936</b>	<b>990</b>	<b>1 131</b>	<b>1 240</b>	<b>1328</b>	<b>1160</b>	<b>1096</b>	<b>1069</b>
Répartition selon le sexe										
Hommes	765	845	922	967	1 106	1 201	1284	1116	1066	1039
Femmes	7	17	14	23	25	39	44	44	30	30
Répartition selon l'âge										
13 à 17 ans	15	34	38	42	23	25	40	14	24	24
18 à 24 ans	211	224	234	304	278	326	354	282	264	229
25 à 39 ans	406	441	516	491	614	660	707	640	609	602
40 ans et plus	140	163	148	153	216	229	227	224	199	214
<i>Age moyen (en années)</i>	<i>31,8</i>	<i>31,7</i>	<i>30,8</i>	<i>30,7</i>	<i>32,4</i>	<i>32,5</i>	<i>34,4</i>	<i>33,0</i>	<i>32,6</i>	<i>33,3</i>
Répartition selon la catégorie d'infraction										
Crimes et délits contre les particuliers	502	518	566	604	782	760	843	837	759	787
Crimes et délits contre les biens	152	115	124	121	99	137	142	102	121	72
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	33	62	64	44	48	57	43	39	34	29
Crimes et délits contre la chose publique	84	153	180	220	147	263	291	172	156	175
Infractions en matière d'armes et de munitions	1	14	2	1	55	23	9	10	26	6
Répartition selon la durée de détention préventive										
Moins de 6 mois	276	451	312	370	338	493	416	300	394	365
6 mois à moins de 12 mois	196	159	280	301	421	272	362	276	178	219
1 an à moins de 2 ans	132	173	226	188	254	287	309	327	225	206
2 ans et plus	168	79	118	131	118	188	241	257	299	279
<i>Durée moyenne de détention préventive (en mois)</i>	<i>14,3</i>	<i>10,0</i>	<i>11,7</i>	<i>11,9</i>	<i>12,0</i>	<i>12,8</i>	<i>14,1</i>	<i>16,0</i>	<i>16,1</i>	<i>15,7</i>

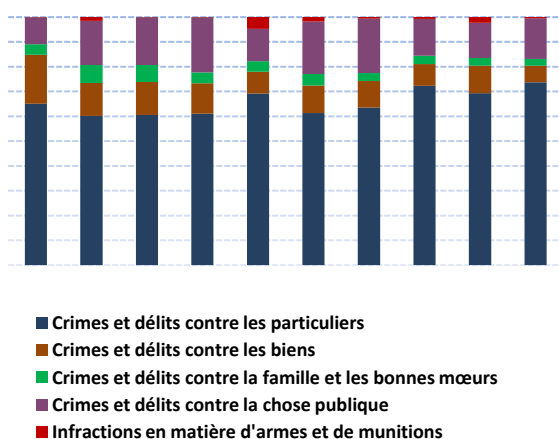
**Graphique 88 : Evolution de l'effectif des inculpés selon le sexe**



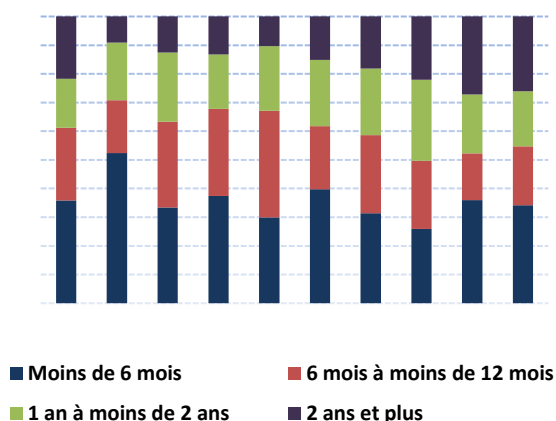
**Graphique 89 : Répartition des inculpés selon la tranche d'âge au 31/12/2012**



**Graphique 90 : Evolution de la répartition des inculpés selon la catégorie d'infraction**



**Graphique 91 : Evolution de la répartition des inculpés selon la durée de la détention préventive**





## Caractéristiques des inculpés (suite et fin)

La répartition des inculpés suivant les catégories d'infractions commises en 2012 a conservé les mêmes tendances que les années antérieures. Ainsi, plus de 73% des détenus sont inculpés pour crimes et délits contre les particuliers, 16% sont inculpés pour crimes et délits contre la chose publique. Les détenus inculpés pour infraction en matière d'armes et de munitions sont dans une proportion de 0,5% en 2012. Une analyse comparative par rapport à l'année précédente nous donne une hausse en nombre des inculpés pour crimes et délits contre les particuliers (759 en 2011 et 787 en 2012) et une baisse considérable des personnes inculpées pour infraction en matière d'armes et de munitions (26 en 2011 et 6 en 2012). Le nombre des détenus inculpés pour crimes et délits contre les biens a également baissé (121 en 2011 et 72 en 2012).

Les MAC dont le nombre d'inculpés pour crimes et délits contre les particuliers ont connu une forte hausse sont celles de Bogandé (131,6%) et Léo (166,7%). Celles qui ont enregistré les plus fortes baisses sont Nouna (-40,9%), Fada N'gourma (-41,5%) et Dori (-42,1%).

La répartition des inculpés selon la durée de détention préventive en 2012 présente une évolution de sens contraire par rapport à celle de 2011. La détention préventive dont la durée est inférieure à 6 mois représente la plus importante proportion avec 34,1% des inculpés. Celle dont la durée de détention excède 2 ans représente une proportion de 26,1% des inculpés. La durée moyenne de détention préventive des inculpés est en baisse par rapport à celle enregistrée en 2011. Elle est ainsi passée de 16 mois 3 jours en 2011 à 15 mois 21 jours en 2012 soit une diminution de 16 jours en moyenne.

La durée de la détention préventive de plus de deux (2) ans diffère selon les EP. Ainsi, environ 50% des inculpés font plus de deux ans en détention dans les MAC de Bobo-Dioulasso, Fada N'gourma, Kaya et Tougan. Ce taux est inférieur à 10% dans les MAC de Tenkodogo, Orodara et Léo.

### Notes méthodologiques :

**Concepts :** Voir Glossaire en annexe.

**Proportion d'inculpés d'une tranche d'âge donnée :** Rapport entre le nombre d'inculpés d'une tranche d'âge donnée et le nombre total d'inculpés au 31 décembre.

**Proportion d'inculpés d'un sexe donné :** Rapport entre le nombre d'inculpés de sexe masculin ou de sexe féminin et le nombre total d'inculpés au 31 décembre.

**Proportion d'inculpés d'une catégorie d'infractions donnée :** Rapport entre le nombre d'inculpés détenus principalement pour une catégorie d'infractions donnée et le nombre total d'inculpés au 31 décembre.

**Proportion d'inculpés d'une durée de détention donnée :** Rapport entre le nombre d'inculpés en détention provisoire pendant une durée donnée et le nombre total d'inculpés au 31 décembre.

**Variation :** Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

### **Sources statistiques**

Registre des inculpés.



**Tableau 43 : Evolution de l'effectif des inculpés selon certaines catégories d'infractions par EP**

	Ensemble des inculpés			Inculpés pour crimes et délits contre les particuliers			Inculpés pour crimes et délits contre les biens		
	Nombre au 31/12/2012	Variation en % /		Nombre au 31/12/2012	Variation en % /		Nombre au 31/12/2012	Variation en % /	
		2003	2011		2003	2011		2003	2011
<b>Ensemble</b>	<b>1069</b>	<b>38,5</b>	<b>-2,5</b>	<b>787</b>	<b>56,8</b>	<b>3,7</b>	<b>72</b>	<b>-52,3</b>	<b>-40,5</b>
Banfora	51	-	75,9	37	-	54,2	0	-	-100,0
Baporo	0	-	0	0	-	0	0	-	-
Bobo-Dioulasso	102	-17,7	5,2	86	43,3	2,4	3	-93,5	0,0
Bogandé	59	-	22,9	44	-	131,6	1	-	0,0
Boromo	39	-	-36,1	34	-	-12,8	1	-	-87,5
Dédougou	32	-37,3	-3,0	29	-31,0	7,4	0	-100,0	-
Diapaga	43	-	72,0	27	-	28,6	2	-	100,0
Diébougou	17	-	-34,6	13	-	-27,8	2	-	-71,4
Djibo	21	-	40,0	21	-	40,0	0	-	-
Dori	15	-28,6	-46,4	11	-31,3	-42,1	0	-100,0	-100,0
Fada N'gourma	75	33,9	-42,3	55	10,0	-41,5	5	-	-50,0
Gaoua	35	-57,8	-2,8	33	-38,9	17,9	0	-100,0	-
Kaya	38	-34,5	-7,3	31	-31,1	14,8	2	-71,4	-71,4
Kongoussi	17	-	13,3	14	-	27,3	0	-	-100,0
Koudougou	56	211,1	5,7	39	178,6	11,4	2	100,0	-71,4
Léo	34	-	142,9	24	-	166,7	0	-	-100,0
Manga	61	-	52,5	46	-	58,6	11	-	83,3
Nouna	13	-	-43,5	13	-	-40,9	0	-	-
Orodara	18	-	100,0	12	-	71,4	2	-	100,0
Ouagadougou	212	-22,1	-7,8	111	-28,8	6,7	35	-32,7	-44,4
Ouahigouya	26	-39,5	13,0	25	-26,5	25,0	1	-75,0	-
Tenkodogo	45	-2,2	-13,5	34	9,7	-20,9	3	-66,7	-
Tougan	23	-	-32,4	23	-	-32,4	0	-	-
Yako	4	-	-42,9	3	-	-57,1	0	-	-
Ziniaré	33	-	22,2	22	-	-4,3	2	-	-

**Tableau 44 : Effectif des inculpés par rapport à l'ensemble des détenus, évolution de la proportion des inculpés de moins de 25 ans et de celle des inculpés ayant eu une détention de 2 ans et plus par EP**

	Inculpés en % de détenus			Inculpés de moins de 25 ans en % des inculpés			Inculpés en détention de 2 ans et plus en % des inculpés		
	2003	2011	2012	2003	2011	2012	2003	2011	2012
<b>Ensemble</b>	<b>32,0</b>	<b>21,8</b>	<b>21,2</b>	<b>29,3</b>	<b>20,8</b>	<b>23,7</b>	<b>21,8</b>	<b>27,3</b>	<b>26,1</b>
Banfora	-	15,7	24,2	-	31,0	37,3	-	20,7	11,8
Baporo	-	-	0,0	-	-	-	-	-	0,0
Bobo-Dioulasso	28,7	19,9	21,4	12,9	18,6	20,6	70,2	54,6	52,0
Bogandé	-	38,4	46,1	-	27,1	15,3	-	64,6	27,1
Boromo	-	42,4	26,9	-	19,7	20,5	-	16,4	28,2
Dédougou	23,7	21,0	18,2	43,1	30,3	25,0	15,7	9,1	18,6
Diapaga	-	25,5	35,8	-	12,0	16,3	-	40,0	14,0
Diébougou	-	36,1	21,5	-	7,7	11,8	-	7,7	17,6
Djibo	-	14,3	18,3	-	53,3	52,4	-	13,3	19,0
Dori	25,0	19,9	11,4	23,8	17,9	26,7	28,6	0,0	13,3
Fada N'gourma	41,2	39,6	23,8	28,6	24,6	22,7	0,0	38,5	54,7
Gaoua	46,4	31,3	25,9	38,6	27,8	25,7	20,5	27,7	25,7
Kaya	46,8	18,3	17,9	17,2	26,8	18,4	34,5	56,1	47,4
Kongoussi	-	20,3	25,4	-	13,3	23,5	-	33,3	23,5
Koudougou	13,7	26,2	29,2	61,1	30,2	19,6	-	15,1	28,6
Léo	-	11,2	23,9	-	42,9	23,5	-	42,9	5,9
Manga	-	25,2	26,1	-	32,5	44,3	-	20,0	19,7
Nouna	-	42,6	31,7	-	69,6	7,7	-	13,0	15,4
Orodara	-	19,6	25,0	-	22,2	27,8	-	0,0	5,6
Ouagadougou	35,6	15,0	14,7	29,8	21,3	17,0	10,7	16,1	17,9
Ouahigouya	29,1	21,1	23,4	37,2	47,8	38,5	2,3	21,7	19,2
Tenkodogo	27,5	17,7	18,5	37,0	36,5	35,6	0,0	19,2	4,4
Tougan	-	41,5	29,9	-	38,2	21,7	-	35,3	47,8
Yako	-	14,6	8,9	-	14,3	0,0	-	28,6	25,0
Ziniaré	-	32,9	31,4	-	25,9	24,2	-	11,1	30,3

## V.4. Caractéristiques des condamnés

---

### Points saillants :

- Une hausse du nombre de condamnés au 31 décembre 2012 par rapport au 31 décembre 2011 ;
- Une croissance continue de la proportion de condamnés sur l'ensemble des détenus en 2012 ;
- Une augmentation de la durée moyenne de la peine prononcée.

### Commentaire général :

Le nombre de condamnés dans l'ensemble des EP a connu une croissance en 2012. De 3179 en 2010, ce nombre a baissé en 2011 à 3159 avant de rehausser à 3284 en 2012. Soit une augmentation de 4% au 31 décembre 2012 par rapport à la même date de l'année précédente. De 2003 à 2012 l'effectif des condamnés est passé de 1259 à 3284 soit une variation de 160,8%. On constate une hausse significative du nombre des condamnés dans certains EP en 2012. Il s'agit de Gaoua (30,8%), Fada N'gourma (33,8%), Boromo (38,2%), Orodara (47,1%) et Diébougou (74,2%). D'autres, par contre, enregistrent une baisse, notamment les EP de Kongoussi (-24,6%), Diapaga (-26,9%) et Bogandé (-31,0%).

Quant à la proportion des condamnés sur l'ensemble des détenus, elle poursuit, comme dans les années antérieures, sa croissance en passant de 62,7% en 2011 à 65,0% en 2012. Ceci montre que les détenus condamnés occupent une part importante de la population carcérale. Dans certaines MAC, cette proportion est supérieure à 70% des détenus tel que Tenkodogo (71,6%), Dédougou (72,2%), Kaya (75,9%), Dori (78,0%), et Yako (91,1%).

La répartition des condamnés par sexe montre, comme au niveau des détenus en attente de jugement, un fort taux de masculinité. Les condamnés de sexe masculin représentent ainsi plus de 99%.

L'âge moyen des détenus condamnés en 2012 (31,5 ans) a marqué une légère augmentation par rapport à celui de 2011 (30,8 ans). C'est la moyenne la plus élevée en considérant celles de 2003 à 2011. La répartition des détenus condamnés par tranche d'âge est restée la même que celles des années précédentes. La classe [25-39 ans] enregistre la plus forte proportion de condamnés (57,4%). La classe [18-24 ans] vient en deuxième position avec 27% des condamnés suivie par la classe [40 ans et +] avec 14% des effectifs. La plus faible proportion (2%) concerne la classe des mineurs [13-17 ans].

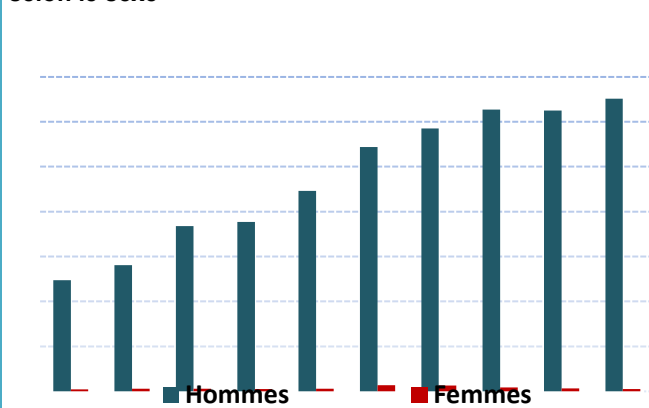
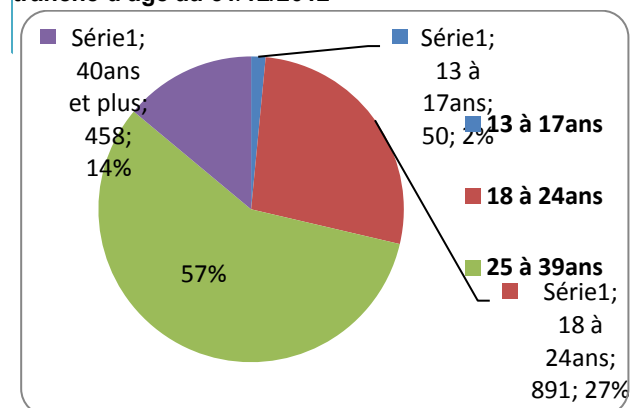
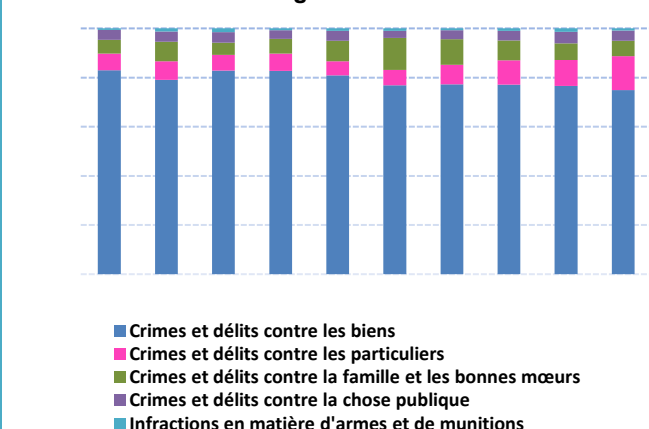
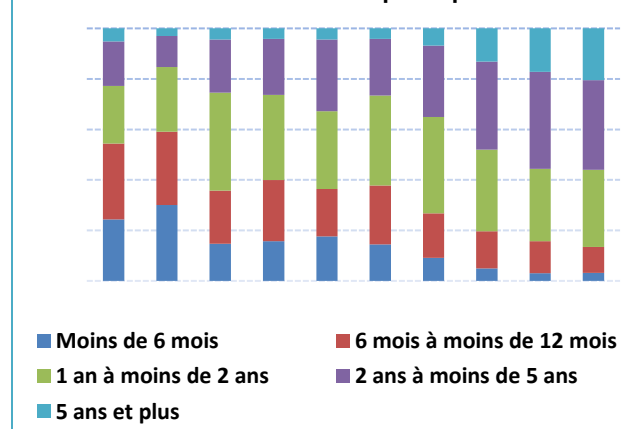
Le nombre de condamnés dont l'âge est inférieur à 25 ans a baissé faiblement. Il est passé d'une proportion de 33,1% en 2011 à 28,7% en 2012 tandis qu'il était à 38,2% en 2003. Les plus fortes proportions ont été remarquées dans les MAC de Koudougou et Yako (respectivement 41,2% et 41,5%).

L'observation des condamnés, faite suivant la catégorie d'infractions commises, reste pratiquement la même qu'en 2011. Près de 75% des détenus ont été condamnés pour crimes et délits contre les biens. Les crimes et délits contre les particuliers occupent le deuxième rang avec 13,8%. Les infractions en matière d'armes et de munitions se classe en dernière position avec moins de 1%. L'effectif de cette dernière classe est en baisse (45 en 2011 et 32 en 2012 soit un taux de variation de -28,9%).

La variation en 2012 par rapport à 2011 du nombre de condamnés pour crimes et délits contre les particuliers est de 35,1%. La répartition par MAC donne des pourcentages très diversifiés. Les variations les plus fortes ont été enregistrées dans les MAC de Bogandé (500%), Gaoua (178,6%) et Diébougou (166,7). Celles en baisse sont enregistrées à Tougan (-100%) et à Diapaga (-81,3%).

**Tableau 45 : Effectif des condamnés selon le sexe, la classe d'âge, la catégorie d'infraction et la peine prononcée**

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
<b>Ensemble des condamnés</b>	<b>1 259</b>	<b>1 433</b>	<b>1 867</b>	<b>1 913</b>	<b>2 260</b>	<b>2 788</b>	<b>2 990</b>	<b>3 179</b>	<b>3 159</b>	<b>3 284</b>
Répartition selon le sexe										
Hommes	1 237	1 403	1 839	1 886	2 230	2 720	2 926	3 137	3 126	3 258
Femmes	22	30	28	27	30	68	64	42	33	26
Répartition selon l'âge										
13 à 17ans	21	29	24	42	37	58	94	59	47	50
18 à 24ans	460	483	601	690	845	911	980	987	996	891
25 à 39ans	631	718	1 031	908	1 109	1 409	1 548	1 745	1 722	1 885
40 ans et plus	147	203	211	273	269	410	368	388	394	458
<i>Age moyen (en années)</i>	<i>29,4</i>	<i>30,5</i>	<i>29,6</i>	<i>30,3</i>	<i>29,7</i>	<i>31,0</i>	<i>30,3</i>	<i>30,7</i>	<i>30,8</i>	<i>31,5</i>
Répartition selon la catégorie de l'infraction										
Crimes et délits contre les biens	1 045	1 133	1 546	1 581	1 827	2 141	2 307	2 450	2 417	2 458
Crimes et délits contre les particuliers	85	108	118	136	129	175	238	314	336	454
Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs	70	113	93	114	190	364	313	259	213	204
Crimes et délits contre la chose publique	51	60	81	66	89	78	110	123	148	136
Infractions en matière d'armes et de munitions	8	19	29	16	25	30	22	33	45	32
Répartition selon la durée peine prononcée										
Moins de 6 mois	306	430	273	299	399	402	271	158	97	104
6 mois à moins de 12 mois	379	416	394	465	424	651	529	465	399	338
1 an à moins de 2 ans	286	367	725	645	696	993	1 141	1 027	905	1 001
2 ans à moins de 5 ans	222	176	393	425	640	625	844	1 108	1 212	1 165
5 ans et plus	66	44	82	79	101	117	205	421	546	676
<i>Durée moyenne de la peine (en mois)</i>	<i>19,5</i>	<i>15,9</i>	<i>22,0</i>	<i>21,4</i>	<i>23,9</i>	<i>22,2</i>	<i>26,8</i>	<i>33,7</i>	<i>38,1</i>	<i>39,9</i>

**Graphique 92 : Evolution de l'effectif des condamnés selon le sexe****Graphique 93 : Répartition des condamnés selon la tranche d'âge au 31/12/2012****Graphique 94 : Evolution de la répartition des condamnés selon la catégorie d'infraction****Graphique 95 : Evolution de la répartition des condamnés selon la durée de la peine prononcée**

## Caractéristiques des condamnés (suite et fin)

---

La durée moyenne de la peine prononcée a encore augmenté. Ainsi, l'on constate depuis 2009 des peines de condamnation prononcées de plus en plus longues au fil des années. D'une durée de 33 mois 21 jours en 2010, elle est passée à une durée de 38 mois 3 jours en 2011 avant d'atteindre 39 mois 21 jours en 2012. Cette durée moyenne était de 19 mois 15 jours en 2003.

La répartition des condamnés selon la durée de la peine prononcée reste sensiblement la même que celle de 2011. En 2012, 3,1% des condamnés étaient détenus pour une durée de moins de 6 mois. La proportion des condamnés dont la durée de la peine est comprise entre 2 à 5 ans reste prédominante avec 35,5% de condamnés.

Les peines d'emprisonnement de plus de 5 ans sont de plus en plus prononcées suivant les années. Ainsi, en 2012 20,6% des peines étaient prononcées pour une durée de plus de 5 ans alors que ce pourcentage était de 17,3 en 2011. Les EP où plus de 60% des condamnés ont des peines supérieures ou égales à 2 ans sont ceux de Banfora (76,2%), Dori (64,1%), Manga (64,9%), Ouagadougou (60,4%) et Tougan (60,9%).

### Notes méthodologiques :

**Concepts** : Voir Glossaire en annexe.

**Proportion de condamnés d'une tranche d'âge donnée** : Rapport entre le nombre de condamnés d'une tranche d'âge donnée et le nombre total de condamnés à la fin de l'année.

**Proportion de condamnés d'un sexe donné** : Rapport entre le nombre de condamnés de sexe masculin ou de sexe féminin et le nombre total de condamnés à la fin de l'année.

**Proportion de condamnés d'une catégorie d'infractions donnée** : Rapport entre le nombre de condamnés détenus principalement pour une catégorie d'infractions donnée et le nombre total de condamnés à la fin de l'année.

**Proportion de condamnés d'une durée de détention donnée** : Rapport entre le nombre de condamnés à une peine d'une durée donnée et le nombre total de condamnés à la fin de l'année.

**Variation** : Ecart entre la valeur de la variable au cours d'une année donnée et la valeur de cette variable au cours d'une année antérieure (dite de base) rapporté à cette même valeur de l'année de base. Il s'agit du taux de croissance ou taux d'évolution.

### **Sources statistiques**

Registres des condamnés.

**Tableau 46 : Evolution de l'effectif des condamnés selon certaines catégories d'infractions par EP**

	Ensemble des condamnés			Condamnés pour crimes et délits contre les particuliers			Condamnés pour crimes et délits contre les biens		
	Nombre au 31/12 2012	Variation en % /		Nombre au 31/12/ 2012	Variation en %/		Nombre au 31/12/ 2012	Variation en % /	
		2003	2011		2003	2011		2003	2011
<b>Ensemble</b>	<b>3284</b>	<b>160,8</b>	<b>4,0</b>	<b>454</b>	<b>434,1</b>	<b>35,1</b>	<b>2458</b>	<b>135,2</b>	<b>1,7</b>
Banfora	147	-	2,1	5	-	-28,6	119	-	-3,3
Baporo	39	11,4	-18,8	2	-71,4	0,0	36	33,3	-10,0
Bobo-Dioulasso	331	43,9	-1,8	78	500,0	13,0	217	2,8	-4,0
Bogandé	40	-	-31,0	18	-	500,0	16	-	-61,9
Boromo	94	-	38,2	14	-	75,0	70	-	59,1
Dédougou	127	-24,4	21,0	16	100,0	-11,1	104	-25,7	28,4
Diapaga	38	-	-26,9	3	-	-81,3	29	-	-9,4
Diébougou	54	-	74,2	8	-	166,7	42	-	82,6
Djibo	70	-	-10,3	13	-	-45,8	50	-	-2,0
Dori	103	87,3	8,4	14	133,3	-36,4	71	44,9	16,4
Fada N'gourma	186	148,0	33,8	22	266,7	100,0	135	132,8	21,6
Gaoua	85	18,1	30,8	39	1850,0	178,6	42	-32,3	-10,6
Kaya	161	215,7	1,9	16	300,	100,0	132	256,8	3,1
Kongoussi	43	-	-24,6	4	-	-20,0	31	-	-29,5
Koudougou	119	25,3	-1,7	14	133,3	55,6	104	28,4	2,0
Léo	75	-	1,4	4	-	33,3	60	-	-9,1
Manga	151	-	31,3	9	-	12,5	130	-	36,8
Nouna	23	-	-14,8	4	-	33,3	18	-	-21,7
Orodara	50	-	47,1	3	-	-	43	-	30,3
Ouagadougou	956	154,3	3,2	142	610,0	132,8	701	134,4	-1,5
Ouahigouya	72	-15,3	-5,3	11	-8,3	-21,4	49	-25,8	-15,5
Tenkodogo	174	923,5	-20,9	7	600,0	-56,3	137	813,3	-14,9
Tougan	46	-	9,5	0	-	-100,0	39	-	8,3
Yako	41	-	7,9	0	-	-	37	-	0,0
Ziniaré	59	-	15,7	8	-	14,3	46	-	12,2

**Tableau 47 : Effectif des condamnés par rapport à l'ensemble des détenus, évolution de la proportion des condamnés de moins de 25 ans et de celle des condamnés ayant reçu une peine de 2 ans et plus par EP**

	Condamnés en % de détenus			Condamnés de moins de 25 ans en % des condamnés			Condamnés à 2 ans et plus en % des condamnés		
	2003	2011	2012	2003	2011	2012	2003	2011	2012
<b>Ensemble</b>	<b>52,2</b>	<b>62,7</b>	<b>65,0</b>	<b>38,2</b>	<b>33,1</b>	<b>28,7</b>	<b>22,9</b>	<b>54,9</b>	<b>54,6</b>
Banfora	-	77,8	69,7	-	31,9	24,5	-	77,8	76,2
Baporo	100,0	100,0	100,0	34,3	43,8	28,2	54,3	52,1	53,8
Bobo-Dioulasso	53,2	69,2	69,4	39,6	35,6	23,3	29,1	46,6	55,3
Bogandé	-	46,4	31,3	-	22,4	30,0	-	32,8	50,0
Boromo	-	47,2	64,8	-	32,4	26,6	-	33,8	42,6
Dédougou	78,1	66,9	72,2	38,1	28,6	20,5	48,8	73,3	53,5
Diapaga	-	53,1	31,7	-	38,5	34,2	-	40,4	44,7
Diébougou	-	43,1	68,4	-	25,8	33,3	-	58,1	48,1
Djibo	-	74,3	60,9	-	52,6	31,4	-	43,6	51,4
Dori	65,5	67,4	78,0	34,5	44,2	28,2	40,0	66,3	64,1
Fada N'gourma	55,1	42,4	59,0	38,7	25,9	34,9	14,7	35,3	44,6
Gaoua	40,2	56,5	63,0	34,7	35,4	30,6	23,6	47,7	41,2
Kaya	41,1	70,5	75,9	33,3	29,7	28,6	11,8	62,7	55,9
Kongoussi	-	77,0	64,2	-	38,6	39,5	-	50,9	53,5
Koudougou	72,5	59,9	62,0	40,0	37,2	41,2	5,3	55,4	58,0
Léo	-	59,2	52,8	-	44,6	36,0	-	50	44,0
Manga	-	72,3	64,5	-	34,8	29,1	-	63,5	64,9
Nouna	-	50	56,1	-	29,6	21,7	-	44,4	39,1
Orodara	-	73,9	69,4	-	14,7	12,0	-	23,5	38,0
Ouagadougou	49,3	60,3	66,4	39,4	28,9	26,3	10,4	60,9	60,4
Ouahigouya	57,4	69,7	64,9	34,1	35,5	36,1	23,5	43,4	52,8
Tenkodogo	10,2	75,1	71,6	52,9	35,9	36,8	0	51,4	40,2
Tougan	-	51,2	59,7	-	23,8	21,7	-	57,1	60,9
Yako	-	79,2	91,1	-	39,5	41,5	-	65,8	53,7
Ziniaré	-	62,2	56,2	-	43,1	32,2	-	41,2	18,6

# Glossaire

---

**Abus de confiance :** Fait pour une personne de détourner ou dissiper au préjudice d'une autre, des animaux, des effets, des deniers, des marchandises, des billets, des quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié à charge de les rendre, ou de les représenter ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé.

**Acceptation partielle :** Fait qu'une juridiction, saisie par une partie pour une affaire, tranche partiellement en sa faveur.

**Acceptation totale :** Fait qu'une juridiction, saisie par une partie pour une affaire, tranche totalement en sa faveur.

**Affaire correctionnelle :** Infraction à la loi pénale punie d'une peine comprise entre 11 jours au moins et 5 ans au plus d'emprisonnement et/ou d'une amende supérieure ou égale à 50 000 FCFA et /ou du travail d'intérêt général. A vérifier

**Affaire criminelle :** Infraction de droit commun ou infraction politique, sanctionnée de peines afflictives et infamantes ou seulement infamantes (que sont : la mort, l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps de plus de 5 ans), voire de peines complémentaires.

**Affaire en cours d'instruction :** Affaire dont l'instruction n'est pas clôturée au 31 décembre de l'année considérée. Cette affaire peut avoir été enregistrée au cours de l'année considérée ou d'une année antérieure.

**Affaire jugée :** Affaire pour laquelle une décision a été rendue sur l'objet du litige.

**Affaire nouvelle :** Affaire nouvellement arrivée et enregistrée dans une juridiction.

**Affaire dont l'instruction est terminée :** Affaire dont l'instruction est clôturée. La clôture de l'instruction est caractérisée soit par une ordonnance de transmission des pièces au procureur général de la Cour d'appel du ressort, soit par une ordonnance de renvoi de l'affaire devant la chambre correctionnelle, soit par une ordonnance de non lieu.

**Amende :** Condamnation pécuniaire infligée à une personne qui enfreint à la loi pénale.

**Annulation et renvoi :** Annulation d'une décision de justice par la Cour de cassation et renvoi de l'affaire devant une autre juridiction de même nature que celle dont émane l'arrêt cassé ou devant la même juridiction autrement composée.

**Annulation :** Anéantissement rétroactif d'une décision d'une juridiction de degré inférieur par une juridiction de degré supérieur pour irrégularité de forme ou de fond, à la suite d'un appel ou d'un recours en révision ou en cassation.

**Appel :** Recours par lequel une partie porte une affaire jugée par une juridiction de premier degré devant une juridiction de second degré pour qu'elle soit rejugée.

**Arrêt définitif de la Cour des comptes :** Décision de la Cour des comptes suite à un contrôle juridictionnel statuant définitivement sur un compte de gestion d'un comptable public (décharge, quitus, amende, débet).

**Arrêt provisoire de la Cour des comptes :** Décision de la Cour des comptes statuant provisoirement, suite à un contrôle juridictionnel, enjoignant à l'agent comptable de produire des explications complémentaires écrites.

**Assassinat :** Meurtre commis avec préméditation ou guet-apens.

**Assistance éducative :** Mesure pouvant être prise par les juridictions pour mineurs, lorsque la santé, la sécurité ou la moralité d'un mineur non émancipé sont supposées gravement compromises.

**Association de malfaiteurs :** Toute association ou entente quels que soient sa durée et le nombre de ses membres, formée ou établie dans le but de préparer ou de commettre des crimes contre des personnes ou des biens et qui existe par le seul fait de la résolution d'agir en commun.

**Avis :** Opinion émise par une haute juridiction, par exemple sur la régularité d'une procédure.

**Budget prévisionnel :** Document comptable présentant les prévisions de ressources (recettes) et leurs différentes utilisations (dépenses).

**Bulletin de casier judiciaire :** Le casier judiciaire est un relevé des condamnations pénales qui sont prononcées contre les personnes. Le bulletin de casier judiciaire délivré couramment aux justiciables nés au Burkina par les greffe des TGI et ceux nés à l'étranger ou étranger résident au Burkina par la Cour d'appel est un extrait du bulletin n°3 qui comporte les peines privatives de liberté. A côté du bulletin n°3, il existe les bulletins n°1 et 2 qui sont délivrés à des demandeurs spécifiques.

**Cassation :** Annulation par la Cour de cassation ou le Conseil d'Etat d'une décision rendue en violation de la loi.

**Centre pénitencier agricole de Baporo :** Etablissement pénitencier créé à Baporo pour accueillir les condamnés bénéficiant du régime de semi-liberté, et provenant de toutes les maisons d'arrêt et de correction avec pour vocation de leur donner une formation en matière agricole.

**Certificat de nationalité burkinabé :** Document administratif délivré par le président du tribunal de grande instance, au vu des pièces justificatives, selon lequel un individu est de nationalité burkinabé.

**Citation directe :** Acte de procédure par lequel le ministère public ou la victime peuvent saisir directement le tribunal en informant le prévenu du lieu, la date et l'heure de l'audience.

**Classement sans suite :** Décision prise par le ministère public en vertu du principe de l'opportunité des poursuites, écartant la mise en mouvement de l'action publique.

**Compte de gestion :** Ensemble des documents justifiant et résumant la totalité des opérations exécutées, sous sa responsabilité, par un comptable dans le cadre de la gestion financière de l'Etat, des collectivités locales ou de tout autre organisme public pour un exercice donné.

**Condamné :** Personne jugée et reconnue coupable de faits de crime ou de délit et à l'égard de qui une peine (emprisonnement, amende, TIG) a été prononcée.

**Confirmation :** Décision par laquelle une juridiction de recours consolide et maintient la décision des premiers juges.

**Conseil d'Etat :** Juridiction supérieure de l'Ordre administratif créée au Burkina Faso par la loi n° 15-2000 AN du 23 mai 2000. Le Conseil d'Etat est compétent pour connaître des recours contre les décrets et les actes administratifs dont le champ d'application va au-delà du ressort territorial d'un seul tribunal administratif et des appels interjetés contre les décisions du tribunal administratif.

**Consommations budgétaires :** Utilisation effective des crédits budgétaires alloués.

**Contradictoire (jugement) :** Le jugement est contradictoire dès lors que les parties comparaissent en personne ou par mandataire selon les modalités propres au tribunal devant lequel la demande est portée.

**Contravention :** Infraction à une loi ou à un règlement, qui est sanctionnée par une amende ou de peines complémentaires en cas de récidive.

**Contrôle de la gestion :** Contrôle de la Cour des comptes sur place et sur pièces de la gestion de l'ordonnateur.

**Contrôle juridictionnel :** Jugement des comptes de gestion des comptables principaux de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics par la Cour des comptes.

**Coups et blessures volontaires :** Fait de donner volontairement des blessures ou porter des coups ou commettre toute autre violence ou voie de fait pouvant entraîner une maladie, une infirmité ou une incapacité de travail sur la personne d'autrui.

**Coups mortels :** Coups portés ou blessures faites volontairement sans intention de donner la mort et qui l'ont pourtant occasionnée.

**Cour d'appel :** Juridiction d'appel des décisions rendues en matière civile, commerciale, et correctionnelle et de simple police par les tribunaux de grande instance, les tribunaux d'instance et en matière sociale par les tribunaux du travail. Elle statue en matière criminelle en premier et dernier ressort.

**Cour de cassation :** Juridiction suprême de l'ordre judiciaire créée par la loi organique n° 13-2000 AN du 9 mai 2000, elle vérifie la légalité des décisions rendues en dernier ressort par les juridictions inférieures et qui ont fait l'objet d'un pourvoi en cassation. Elle juge en droit, non pas en fait.

**Cour des comptes :** Créée par la loi n°14-2000 AN du 16 mai 2000, la Cour des comptes est compétente pour contrôler les finances publiques.

**Crimes et délits contre la chose publique :** Détournement de deniers publics, Corruption, Evasion fiscale, etc.

**Crimes et délits contre la famille et les bonnes mœurs :** Mutilations génitales féminines, Infractions en matière de mariage, Proxénétisme, Trafic d'enfant, Enlèvement d'enfant, Attentat aux mœurs, Prostitution, Stupéfiants, etc.

**Crimes et délits contre les biens :** Vols, Extorsions, Recels, Escroqueries, Abus de confiance, Destructures, dégradations, dommages ; Stéllionat ; Infractions en matière de chèques, etc.

**Crimes et délits contre les particuliers :** Homicides volontaires, Empoisonnements, Violences, Coups et blessures volontaires, Violences et voies de fait, Homicides et blessures involontaires, Viols, Coups mortels, Assassinats, Associations de malfaiteurs, Diffamation, Injures, Non-assistance à personne en danger, etc.

**Débet :** Arrêt de la Cour des comptes engageant la responsabilité d'un comptable public sur un manquant provenant des dépenses payées irrégulièrement ou de recettes non recouvrées.

**Décharge :** Arrêt de la Cour des comptes constatant qu'aucune charge ou obligation ne pèse plus sur un comptable public au titre d'un exercice donné et apurant de ce fait ledit compte, sous réserve toutefois de la reprise exacte des soldes à l'année suivante.

**Décision (Arrêt, jugement, ordonnance) avant dire droit :** Décision prise, soit pour aménager une situation provisoire soit pour organiser une instruction.

**Décision (arrêt, jugement, ordonnance) rédigée :** Affaire sur laquelle une juridiction a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge et le greffier.

**Décision rendue (définitive) :** Affaire qui a fait l'objet d'un procès et dont la décision dessaisit la juridiction.

**Décision (arrêt, jugement, ordonnance) sur le fond :** Décision d'une juridiction touchant dans une affaire, à une ou des question(s) de fait et de droit, par opposition à la procédure.

**Décisions du Premier Président (Cour d'appel) :** Ordonnance de référé et ordonnance rendue en matière de défense à exécution provisoire.

**Défaut (jugement par) :** Le jugement est rendu par défaut lorsque la citation n'a pu être délivrée à personne et que le défendeur n'a pas comparu.

**Délit (voir Affaire correctionnelle)**



**Délits en matière d'armes et munitions :** Fabrication, exportation, importation, détention, cession, vente ou achat d'armes à feu ou des munitions sans autorisation légalement requise.

**Dépenses d'équipement-investissement :** Dépenses d'acquisition d'immobilisations incorporelles, de terrains, d'immeubles (bureaux, logements, ouvrages et infrastructures), de meubles (matériel et outillage techniques, matériels de transport en commun et de marchandises, stocks stratégiques ou d'urgence, cheptel, etc.), prises de participations, placements et cautionnements.

**Dépenses de personnel :** Rémunérations d'activité (salaires, primes, gratifications et autres traitements en espèces et en nature), cotisations et contributions sociales ainsi que les prestations sociales et les allocations diverses versées aux agents publics.

**Dépenses en matériel :** Dépenses d'acquisition d'équipements légers, de maintenance et de gestion de stocks des machines, appareils et autres biens mobiliers et immobiliers.

**Désistement :** Acte par lequel la partie qui a saisi une juridiction renonce à son action ou à l'instance.

**Destructions, dégradations de biens :** Fait de détruire volontairement ou involontairement ou détériorer gravement un objet mobilier ou un bien immobilier appartenant à autrui.

**Détention préventive :** Mesure d'incarcération d'un inculpé pendant l'information judiciaire ordonnée par un juge d'instruction renouvelable chaque six mois.

**Détenu :** Personne maintenue en détention en vertu d'un mandat ou d'une décision de justice.

**Détournement de deniers publics :** Fait pour une personne de détourner ou de dissiper à des fins personnelles des deniers publics, effets actifs en tenant lieu, titres de paiement, valeurs mobilières, actes contenant ou opérant obligations ou décharge, matériels ou objets mobiliers appartenant, destinés ou confiés à l'Etat et assimilés qu'elle détenait en raison de ses fonctions.

**Dotation budgétaire :** Ensemble des crédits budgétaires alloués en début d'exercice.

**Durée de détention préventive :** Temps pendant lequel une personne est détenue sous mandat de dépôt par le juge d'instruction pour les besoins de l'instruction.

**Electoral (contentieux de type) :** Litige concernant les élections. Il s'agit des contestations pouvant naître depuis le contentieux des inscriptions sur les listes électorales jusqu'au dépouillement en passant par celui du scrutin.

**Empoisonnement :** Fait d'attenter à la vie d'une personne par l'emploi ou l'administration de substances de nature à entraîner la mort.

**Emprisonnement :** Peine privative de liberté consistant en l'incarcération du condamné, pendant un temps fixé par le juge dans les limites prévues par la loi.

**Escroquerie :** Fait de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharge en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique.

**Evasion :** Fait pour quiconque étant, en vertu d'un mandat ou d'une décision de justice ou sur flagrant délit, arrêté ou détenu pour crime ou délit, de s'échapper ou tenter de s'échapper, soit des lieux affectés à la détention par l'autorité compétente, soit du lieu du travail, soit au cours d'un transfèrement.

**Extorsion :** Fait d'user de force, violence ou contrainte pour obtenir la signature, la remise d'un écrit, un acte, un titre ou une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, dispositions ou décharge.

**Faux en écriture :** Altération frauduleuse de la vérité manifestée dans un écrit public, authentique, privé, de commerce ou de banque, susceptible de causer un préjudice à autrui, par l'un des procédés déterminés par la loi.

**Fiscal (contentieux de type) :** Litige opposant les contribuables des différents impôts (directs ou indirects) à l'administration fiscale et qui naissent à propos des actes d'imposition ou de recouvrement.

**Flagrant délit :** Est qualifié délit flagrant, le délit qui se commet actuellement, ou qui vient de se commettre. Il y a aussi délit flagrant lorsque, dans un temps voisin de l'action, la personne soupçonnée est poursuivie par la clameur publique ou est trouvée en possession d'objets ou présente des traces ou indices laissant penser qu'elle a participé au délit.

Est assimilé au délit flagrant tout délit qui, même non commis dans les circonstances prévues à l'alinéa précédent, a été commis dans une maison dont le chef requiert le procureur [du Faso] ou un officier de police judiciaire de le constater.

**Foncier (contentieux de type) :** Litige né entre les administrés entre eux et/ou entre administrés et l'administration et ce, relativement aux actes administratifs dont les intéressés entendent se prévaloir pour constater leur droit sur une portion du territoire national aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain.

**Fonction publique (contentieux lié à) :** Contentieux relatif à la situation des fonctionnaires et agents publics (gestion des carrières depuis leur entrée jusqu'à leur retraite).

**Homicide volontaire :** Atteinte portée intentionnellement à la vie humaine. Les homicides volontaires correspondent aux meurtres, parricides et infanticides.

**Incarcération :** Mise en détention ou emprisonnement.

**Incompétence :** Défaut d'aptitude d'une juridiction à connaître d'une demande.

**Inculpé :** Personne soupçonnée d'une infraction pendant la procédure d'instruction.

**Infirmerie :** Annulation totale ou partielle par une juridiction de recours d'une décision rendue en premier ressort.



**Injonction de payer :** Procédure simplifiée permettant de poursuivre le recouvrement des créances civiles ou commerciales en obtenant la délivrance d'une ordonnance d'injonction de payer qui, à défaut d'opposition, devient exécutoire.

**Instruction :** Phase de la procédure pénale pendant laquelle le juge d'instruction met en œuvre les moyens qui permettent de réunir tous les éléments nécessaires à la manifestation de la vérité, afin que le tribunal ou la cour puisse juger en connaissance de cause. Il instruit à charge et à décharge.

**Irrecevabilité :** Décision du juge sanctionnant l'inobservation d'une prescription légale, consistant à rejeter une demande sans l'examiner, soit parce que la demande ne remplit pas une condition de forme, soit parce qu'elle est intervenue hors délai.

**Jonction :** Mesure d'administration judiciaire par laquelle la juridiction ou le Président de la juridiction décide d'instruire et de statuer en même temps deux ou plusieurs instances unies par un lien étroit de connexité.

**Juge des enfants :** Le juge des enfants est compétent pour connaître des contraventions et délits commis par les mineurs âgés de moins de 18 ans. Il est également compétent pour ordonner toutes mesures utiles lorsque le mineur de moins de 18 ans est en danger. Institué au siège des TGI, le juge des enfants est juge d'instruction en matière criminelle pour les infractions commises par les mineurs.

**Jugement avant dire droit (voir décision avant dire droit)**

**Jugement rédigé (voir décision rédigée)**

**Jugement rendu (voir décision rendue)**

**Jugement rendu sur le fond (voir décision sur le fond)**

**Lettre du Premier Président de la Cour des comptes :** Communication du Premier Président de la Cour des comptes à l'adresse des directeurs ou chefs de service ou aux autorités de tutelle en vue de corriger les irrégularités administratives de moindre importance.

**Libération :** Mise en liberté d'une personne détenue.

**Maison d'arrêt et de correction :** Etablissement pénitentiaire qui reçoit les personnes en attente de jugement (prévenus et inculpés) et les personnes jugées (condamnés).

**Majeur :** Personne âgée d'au moins 20 ans révolue (majorité civile). Cependant, dans certaines matières, la majorité survient plus tôt (18 ans en matière pénale et électorale, etc.).

**Marché public (contentieux de type) :** Contentieux né à l'occasion de l'attribution, de la passation, de l'exécution, de l'interprétation ou même de la résiliation des marchés publics.

**Mineur délinquant :** Mineur en conflit avec la loi, c'est-à-dire ayant commis une infraction.

**Mineur en danger :** Mineur ayant besoin de protection, mineur dont la santé, l'éducation, la sécurité et la moralité sont gravement compromises.

**Mineur mis sous ordonnance de garde provisoire :** Mineur inculpé d'un délit ou d'un crime mis en détention provisoire par le juge.

**Mineur :** Enfant ou adolescent qui n'a pas atteint l'âge de la majorité (voir majeur).

**Mutilations génitales féminines :** Pratiques visant à porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital de la femme par ablation totale, par excision, par infibulation, par insensibilisation ou par tout autre moyen.

**Non paiement de salaire (conflit lié au) :** Situation dans laquelle, pour une période donnée, l'employeur n'honore pas son engagement de rémunération de l'employé.

**Opposition :** Voie de recours ordinaire, de droit commun et de rétractation ouverte à la partie contre laquelle a été rendue une décision par défaut, lui permettant de saisir le tribunal qui a déjà statué, en lui demandant de juger à nouveau l'affaire.

**Ordonnance :** Décision rendue par le Président d'une juridiction ou par un juge qui a reçu délégation de celui-ci. Il existe différents types d'ordonnances (ordonnance de référé, ordonnance sur requête, ordonnance d'injonction de payer, etc.).

**Placement :** Mesure éducative ordonnée par le juge à l'endroit d'un mineur délinquant ou en danger (assistance éducative) qui entraîne le retrait du mineur de sa famille pour le placer dans une institution ou un établissement public ou privé, d'éducation ou de formation professionnelle, dans un établissement médical ou médico-pédagogique, dans un internat approprié ou de le remettre à une personne digne de confiance.

**Prévenu :** Personne mise en cause dans une affaire et dont le procureur du Faso décide de la mise en détention pour être jugée.

**Radiation :** Suspension administrative de l'instance à la requête d'une partie ou à la diligence d'une juridiction pour sanctionner le défaut de diligence dans l'accomplissement des actes de procédure.

**Rapport public de la Cour des comptes :** Document contenant les observations faites à l'occasion de diverses vérifications effectuées chaque année par la Cour des comptes.

**Rapport de la Cour des comptes sur l'exécution des lois de finances :** Rapport de la Cour des comptes en vue d'éclairer l'Assemblée nationale sur la manière dont le budget d'une année a été exécuté par le gouvernement.

**Recel :** Fait de dissimuler, détenir, transmettre directement ou indirectement une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou délit, ou le fait de bénéficier en connaissance de cause du produit d'un crime ou délit ou encore, le fait de soustraire à la justice des personnes responsables d'infractions.

**Reconstitution de carrière :** Validation des périodes d'activités durant lesquelles une personne a exercé des fonctions relevant d'un autre régime ou a été illégalement empêché de les exercer.

**Référé :** Procédure d'urgence par laquelle une partie peut obtenir d'un juge unique une décision rapide qui ne se heurte à aucune contestation sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend. Le référé peut également avoir pour objet la remise en l'état, la prévention d'un dommage imminent ou la cessation d'un trouble manifestement illicite. Le référé ne préjudicie pas sur le fond.

**Référé (Cour des comptes) :** Communication adressée par le Premier Président de la Cour des comptes aux ministres intéressés ou aux autorités de tutelle pour attirer leur attention sur les irrégularités dues aux administrateurs ou aux lacunes dans la réglementation ou aux insuffisances dans l'organisation administrative et comptable et leur demandant de prendre des mesures en vue de faire cesser les irrégularités constatées.

**Réformation :** Infirmerie partielle par la Cour d'appel d'une décision rendue en premier ressort.

**Registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM) :** Le RCCM est un instrument de publicité en matière commerciale constitué d'un répertoire d'arrivée et d'une collection de dossiers individuels classés par ordre alphabétique et numérique. Le RCCM est tenu au greffe de la juridiction qui a compétence en matière commerciale.

**Rejet :** Fait pour une juridiction de trancher en défaveur de la partie qui l'a saisie.

**Remise à parent :** Mesure éducative ordonnée par le juge à l'endroit d'un mineur délinquant ou en danger et qui consiste à l'intégrer ou à le réintégrer dans sa famille.

**Renvoi à l'instruction (ouverture d'une information) :** Affaire nécessitant la mise en œuvre, par le juge d'instruction, de moyens qui permettent de réunir tous les éléments nécessaires à la manifestation de la vérité et pour lesquelles il est saisi par un réquisitoire introductif émanant du parquet.

**Réputée contradictoire (décision) :** La décision est réputée contradictoire si le défendeur, cité à personne, ne comparaît pas ou si après avoir comparu, l'une des parties s'abstient d'accomplir les actes de la procédure dans les délais requis.

**Rupture de contrat de travail (conflit lié) :** Litige dans lequel une des parties reproche à l'autre d'avoir mis fin illégalement à un contrat de travail. Un contrat de travail est une convention par laquelle une personne (employé) s'engage à travailler moyennant une rémunération sous la direction et l'autorité d'une autre personne (employeur).

**Saisine directe :** Affaire introduite directement devant une juridiction soit par assignation, soit par requête, ou déclaration écrite ou verbale.

**Saisine pénale :** Introduction d'une nouvelle affaire pour les faits de contravention, de délit ou de crime.

**Stupéfiants (usage de) :** Production, fabrication, transport, importation, exportation, vente, détention, offre, cession, acquisition et usage illicites des substances ou plantes classées comme vénéneuses.

**Taux d'occupation des maisons d'arrêt et de correction :** Rapport entre le nombre de personnes détenues et le nombre de places théoriques (capacité d'accueil).

**Transferts courants :** Paiements sans contrepartie destinés à couvrir les dépenses courantes ou à réaliser des objectifs de politique générale ou des objectifs divers.

**Transferts en capital :** Paiements sans contrepartie destinés à la formation de capital (acquisitions des biens de capital, indemnités de la perte ou de l'endommagement de biens, accroissement du capital financier, etc.).

**Tribunal administratif :** C'est la juridiction du premier degré de l'ordre administratif. Il est en premier ressort et à charge d'appel devant le Conseil d'Etat, juge de droit commun du contentieux administratif (contentieux de l'annulation et contentieux de la réparation).

**Tribunal de grande instance :** C'est la juridiction de premier degré de droit commun. Il est compétent en matière civile, commerciale, pénale, et de manière générale dans toutes les affaires pour lesquelles la compétence n'est pas attribuée expressément par la loi à une autre juridiction.

**Tribunal départemental ou d'arrondissement :** Juridictions de proximité compétentes pour connaître de toutes les situations non contentieuses relevant de l'état des personnes (jugement supplétif d'actes de naissance, de décès, etc.), de litiges en matière civile et commerciale dont le montant n'excède pas 100 000 FCFA, de différends relatifs à la divagation d'animaux, bris de clôtures, etc.

**Tribunal d'instance :** Juridiction ayant compétence pour juger de tous les litiges en matière civile et commerciale dont le montant est supérieur à 100 000 FCFA et inférieur à 1 000 000 FCFA et en matière pénale des contraventions. Il est la juridiction d'appel des décisions des tribunaux départementaux ou d'arrondissements.

**Tribunal du travail :** Juridiction d'exception compétente au premier degré pour juger les litiges en matière d'application du Code du travail et du Code de sécurité sociale.

**Tribunal pour enfants :** Juridiction d'appel des décisions rendues par le juge des enfants, il statue en premier et dernier ressort en matière de crimes ayant pour auteur des mineurs. Il a été créé par la loi n° 28- 2004 /AN du 8 septembre 2004 au siège de chaque Cour d'appel.

**Usage de faux :** Utilisation en connaissance de cause d'un faux (voir faux en écriture) en vue de permettre l'obtention du résultat auquel tend normalement sa production.

**Viol :** Acte de pénétration sexuelle de quelque nature qu'il soit commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte ou surprise.

**Violences et voies de fait :** Actes délibérés, provoquant chez celui qui en est la victime, un trouble physique ou moral comportant des conséquences dommageables pour sa personne ou pour ses biens. Quand elle est appliquée aux choses et qu'elle est faite sans droit, la violence constitue alors une "voie de fait".

**Violences :** Ensemble des infractions constituant une atteinte grave à l'intégrité physique ou morale des personnes.

**Vol :** Soustraction frauduleuse de la chose d'autrui.

**Vol aggravé :** Soustraction frauduleuse de la chose d'autrui avec effraction, violence ou à main armée, etc.

# Les chiffres clés de la justice

Nombre de juridictions et d'établissements pénitentiaires	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
<b>Juridictions de l'ordre judiciaire</b>										
Cour de cassation	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Cours d'appel	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux de grande instance	11	12	16	19	19	20	23	24	24	24
Tribunaux d'instance	-	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux du travail	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
Tribunaux de commerce	-	-	-	-	-	-	2	2	2	2
Juges des enfants	-	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux pour enfants	-	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Tribunaux départementaux	349	349	349	349	349	349	349	349	349	349
Tribunaux d'arrondissement	8	8	8	8	8	8	8	8	8	8
<b>Juridictions de l'ordre administratif</b>										
Cour des comptes	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Conseil d'État	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Tribunaux administratifs	11	12	16	19	19	20	23	24	24	24
<b>Établissements pénitentiaires</b>										
Maisons d'arrêt et de correction	10	10	15	19	19	20	23	24	24	24
Centre pénitentiaire agricole	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
<b>Moyens</b>										
Dotations budgétaires (en millions de FCFA)	2 302,2	5 430,2	7 943,0	9 817,1	6 942,1	7 002,5	7 167,3	8 930,5	8 203,5	11 533,9
Effectifs des magistrats dans le système judiciaire	205	236	263	287	308	333	354	369	391	415
<b>Activités des juridictions de l'ordre judiciaire</b>										
<b>Cour de Cassation</b>										
Affaires nouvelles	126	112	151	172	170	155	183	158	169	205
Décisions rendues	78	114	95	162	161	145	145	122	112	159
Décision rédigées	55	106	86	99	124	115	117	100	108	130
Conclusions rendues par le parquet général	77	110	75	138	154	146	113	76	133	137
<b>Cours d'appel</b>										
Affaires nouvelles civiles, commerciales et sociales	824	924	866	964	964	1 200	1 275	997	890	1 107
Décisions dans les Affaires civiles, commerciales et sociales	748	605	531	679	807	742	863	944	876	1 183
Décision rédigées	584	534	463	424	573	480	717	588	543	910
Affaires nouvelles pénales	275	247	258	380	353	526	593	371	530	585
Décisions des chambres d'accusation	237	244	198	249	185	234	188	260	153	168
Décisions des chambres criminelles	nd	nd	27	nd	55	111	414	201	167	123
<b>Tribunaux de grande instance</b>										
Affaires nouvelles civiles et commerciales	2 063	1 816	2 162	2 841	3 530	3 935	5 153	6 494	6 747	6 838
Jugements rendus des affaires civiles et commerciales(hors radiation)	1894	1872	2087	2673	3143	3 642	4 567	5 220	5 741	5 408
Temps moyen de traitement d'une affaire civile	nd	nd	nd	nd	nd	4mois	4mois 15jours	3mois	2mois 26jours	2mois 21jours
Temps moyen de traitement d'une affaire commerciale	nd	nd	nd	nd	nd	7mois	7mois 15jours	5mois	9mois	8 mois 2 jours
Affaires nouvelles enregistrées dans les parquets	5 779	6 451	6 392	7 524	8 295	9 587	10 568	10 696	8 713	10 186
Jugements rendus par les chambres correctionnelles	4 258	4 292	4 903	5 272	5 247	6 183	6 950	6 686	5 755	6 414
Temps moyen de traitement d'une affaire de flagrant délit	-	-	-	-	-	1 mois 20jours	1 mois 20jours	1 mois 24jours	1 mois 19 jours	1mois 19 jours
Temps moyen de traitement d'une affaire de citation directe	-	-	-	-	-	14 mois	14 mois	11mois	10 mois 19 jours	11 mois 29 jours
Affaires nouvelles en instruction	722	724	843	994	1 001	995	1 109	900	754	893
Affaires en Instruction terminées	232	186	283	299	438	355	801	438	934	690
Temps moyens des affaires en cours à l'instruction	-	-	-	-	-	3ans	3ans	3ans 8mois	3ans 11mois	3ans 11mois
Temps moyens des affaires terminées à l'instruction	-	-	-	-	-	4ans	4ans	3ans 9mois	4ans	4ans 1mois
<b>Tribunaux d'instance</b>										
Affaires nouvelles (hors injonctions de payer)	-	108	202	243	229	265	241	278	322	511
Décisions rendues (hors injonctions de payer)	-	78	182	234	208	269	186	229	261	259
Décision rédigées	-	48	114	121	123	198	238	362	227	163
<b>Juges des enfants</b>										
Affaires nouvelles	-	0	83	59	66	112	105	100	83	129
Décisions rendues	-	0	50	63	66	112	329	105	77	143
<b>Tribunaux pour enfants</b>										
Affaires nouvelles	-	0	0	11	1	15	1	10	9	5
Affaires terminées	-	0	0	2	0	11	10	0	16	2

# Les chiffres clés de la justice (suite)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
<b>Tribunaux de commerce</b>										
Affaires nouvelles	-	-	-	-	-	-	-	-	339	336
Décisions rendues	-	-	-	-	-	-	-	-	319	282
Décisions rédigées	-	-	-	-	-	-	-	-	199	277
<b>Tribunaux du travail</b>										
Affaires nouvelles	354	323	440	459	578	673	710	739	756	1104
Décisions rendues	295	457	447	379	346	423	488	674	618	742
Décision rédigées	274	427	415	356	336	344	470	527	471	554
<b>Activités des juridictions de l'ordre administratif</b>										
	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
<b>Cour des comptes</b>										
Comptes de gestion reçus	85	378	446	352	835	472	247	234	399	344
Arrêts provisoires et définitifs rendus	0	0	0	2	26	45	155	54	139	0
Contrôles de gestion effectués	2	6	11	3	13	11	11	3	8	5
<b>Conseil d'État</b>										
Affaires nouvelles	47	67	50	87	62	63	79	87	94	172
Affaires jugées	11	46	38	60	53	55	64	27	57	126
Décision rédigées	17	32	40	55	23	46	57	25	47	80
<b>Tribunaux administratifs</b>										
Affaires nouvelles	93	105	105	210	158	165	216	184	194	434
Décisions rendues	95	125	111	221	151	115	122	186	127	317
Décision rédigées	81	118	93	143	84	87	124	146	87	246
<b>Etablissements pénitentiaires</b>										
Ensemble de détenus au 31 décembre	2 414	2 799	3 315	3 108	4 207	4 801	5 400	5 198	5 039	5 035
Nombre d'inculpés au 31 décembre	772	862	936	990	1 131	1 240	1 328	1 160	1 096	1 069
Nombre de prévenus au 31 décembre			512	205	674	563	1000	689	522	615
Nombre d'OMD					142	210	82	170	262	67
Nombre de condamnés au 31 décembre	1 259	1 433	1 867	1 913	2 260	2 788	2 994	3 179	3 159	3 284
Taux d'occupation (100%)	132,6	153,8	144,1	116,8	158,2	172,7	172,0	1 59,4	1 54,5	1 43,9